BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Département d'Etudes et de Documentation

BULLETIN

d'Information et de Documentation

Publication mensuelle.

XXVme année, Vol. I, Nº 3

Mars 1950

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif. Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE: L'évolution économique du Grand-Duché de Luxembourg depuis la Libération (suite), par M. Jérôme Anders — Législation économique — Statistiques

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG DEPUIS LA LIBÉRATION

(Suite)

par M. Jérôme ANDERS,

Conseiller de Gouvernement au Ministère des Affaires économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

La présente étude complète celle que nous avons publiée, sous le même titre, dans le Bulletin du mois d'août 1948. Elle traite spécialement de l'évolution de la main-d'œuvre, de la politique des prix et du coût de la vie au Grand-Duché de Luxembourg, depuis la Libération.

LA MAIN-D'ŒUVRE

Dans ce chapitre, nous ferons connaître l'évolution quantitative de la main-d'œuvre, ainsi que sa composition et sa rémunération, depuis la Libération.

L'on sait qu'avant la guerre, l'ouvrier luxembourgeois jouissait d'un standard de vie relativement élevé et que sa « sécurité sociale » était réalisée dans une large mesure.

Sous l'occupation allemande, la plupart des institutions sociales furent abolies, sous prétexte qu'elles ne répondaient pas aux vrais intérêts et aspirations du peuple. Une ordonnance du 30 septembre 1940 substitua le système allemand à la législation luxembourgeoise en matière d'assurance sociale. En octobre 1940, le Ministère du Travail fut liquidé.

La journée de huit heures et la liberté dans le choix du lieu du travail furent supprimées. Les syndicats ouvriers furent dissous et l'avoir des caisses sociales fut saisi. Les salaires furent payés en RM. Toutes les questions concernant la main-d'œuvre

furent réglées d'après les principes et règlements en vigueur dans le Gau Koblenz.

Dès la Libération, le Gouvernement luxembourgeois se mit en devoir de rétablir le plus rapidement possible l'ancienne structure des institutions sociales et réalisa certaines réformes importantes, rendues nécessaires par les conditions économiques et sociales du moment.

Parmi les réformes ainsi réalisées figure, en ordre principal, celle concernant l'institution d'une Conférence nationale du Travail. Elle marque une date importante dans l'évolution des institutions sociales au Grand-Duché de Luxembourg.

Cette institution a notamment pour mission d'aider le Gouvernement dans l'organisation et l'exécution des mesures immédiates à prendre en matière d'administration sociale pendant une période transitoire; de donner son avis sur toutes les propositions de reconstruction sociale qui lui sont soumises et de prendre en général toutes initiatives et prêter ses bons offices pour tous les cas et dans toutes les circonstances touchant à la vie sociale du pays.

Pour faciliter sa tâche, il fut créé, au sein de la Conférence, deux Commissions paritaires, celle du Marché du Travail et celle de Conciliation.

La Conférence a réalisé plusieurs réformes dont les plus importantes sont : la création d'un Office natio-

nal du Travail ayant dans ses attributions l'orientation professionnelle, l'organisation d'une Inspection des Institutions sociales, la réforme de l'apprentissage, la création d'une Ecole supérieure du Travail, la réglementation de la main-d'œuvre agricole et surtout l'adaptation des salaires, traitements, rentes sociales, pensions et allocations au coût de la vie. La Conférence nationale du Travail réussit également à faire généraliser le système des salaires minima, qui fut réglé par l'arrêté grand-ducal du 30 décembre 1944. Cette dernière mesure consacra un principe tout à fait nouveau dans la législation sociale luxembourgeoise en fixant des salaires minima qui « ne pourront être abaissés ni par un accord individuel, ni par un contrat collectif ». Il y a donc là une limitation des salaires vers le bas, mais non pas vers le haut.

En outre, une loi du 20 octobre 1947 concernant la généralisation des allocations familiales pour les salariés et l'extension ultérieure de cette mesure aux nonsalariés est venue compléter le système de la prévoyance sociale. En matière de sécurité sociale, le Gouvernement luxembourgeois réalisa de sérieux progrès en étendant l'assurance-accidents aux services domestiques et au commerce, l'assurance-maladie aux crédirentiers; de même, il fit bénéficier de l'assurance-invalidité-vieillesse les gens de maison et les salariés agricoles. Telles sont, dans les grandes lignes, les mesures essentielles de reconstruction sociale prises par le Gouvernement luxembourgeois depuis la Libération, et qui marquent une étape importante dans l'évolution sociale poursuivie, depuis de longues années déjà, au Grand-Duché.

Examinons maintenant la situation de la maind'œuvre au point de vue de sa composition. La population ouvrière au Grand-Duché s'est fortement industrialisée, depuis la fin du siècle dernier; elle s'est développée rapidement en fonction de l'accroissement de la production sidérurgique. Cet accroissement s'était fait avec une telle rapidité que la main-d'œuvre luxembourgeoise était devenue insuffisante et que les grandes entreprises métallurgiques avaient dû faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Il en était même résulté une augmentation de la population étrangère plus rapide que celle de la population totale du pays. L'expérience a prouvé que l'emploi d'un nombre aussi considérable d'ouvriers étrangers présente certains avantages économiques et sociaux en préservant les ouvriers luxembourgeois des chocs violents de conjoncture et en les dispensant des travaux particulièrement durs et rudes. Car, comme l'écrit (1) le professeur Léon Dupriez, les ouvriers étrangers jouent le rôle de volant régulateur du marché du travail et les

ouvriers nationaux trouvent dans leur présence une assurance contre le chômage. C'est pourquoi, avant la guerre, le Luxembourg avait, de tous les pays industriels, le nombre le plus faible de chômeurs. En 1934, par exemple, le nombre moyen de chômeurs, au Grand-Duché, n'était que de 344, alors que le degré d'occupation de l'économie luxembourgeoise, d'après les statistiques du B.I.T., n'atteignait que 65,5 (1929 = 100).

La présence de l'élément étranger dans le nombre total des ouvriers occupés dans l'ensemble de l'industrie luxembourgeoise s'est manifestée d'une manière particulièrement frappante jusqu'à la veille de la guerre de 1914. Mais au lendemain de cette guerre, jusqu'en 1926, l'on constate une augmentation presque ininterrompue du nombre d'ouvriers luxembourgeois et une diminution relative de l'élément étranger. Alors qu'en 1913, l'effectif des ouvriers luxembourgeois dépassait légèrement 50 %, il atteignait plus de 75 % après la guerre mondiale, pour dépasser 82 % à la veille de la seconde guerre mondiale.

Cette évolution s'est opérée aux dépens de la maind'œuvre agricole. C'est un fait connu qu'avec le développement de l'industrie, la main-d'œuvre agricole indigène est devenue de plus en plus rare; car nombreux sont les travailleurs agricoles qui, pour des raisons psychologiques ou matérielles, ont déserté le métier de travailleur agricole pour s'engager dans des entreprises métallurgiques. Cet exode d'ouvriers agricoles vers les centres industriels n'a pu être compensé que par la main-d'œuvre familiale et par l'embauchage de travailleurs étrangers. C'est ainsi que quelques années avant la dernière guerre, précisément après le départ d'importants contingents de travailleurs allemands, près de 1.000 ouvriers et ouvrières polonais durent être engagés par l'agriculture luxembourgeoise. En outre, comme le rappelle M. Carlo Hemmer (1), le Gouvernement luxembourgeois cherchait à atténuer la pénurie de main-d'œuvre agricole en accordant des subventions à de jeunes chômeurs qui consentaient à faire un apprentissage dans l'agriculture, ainsi qu'à leurs employeurs.

Un recensement fait en 1940 indique que l'effectif des salariés occupés dans les exploitations rurales s'élevait à 3.822 et que 31,4 % des domestiques et près de 42 % des servantes étaient de nationalité étrangère.

Les chiffres résumés dans le tableau suivant (2) indiquent le nombre moyen d'ouvriers occupés dans l'ensemble des industries luxembourgeoises et la nationalité des étrangers.

⁽¹⁾ Bulletin de l'Institut des Sciences économiques, mai 1932, p. 289.

 ⁽¹⁾ C. HEMMER, L'économie du Grand-Duché de Luxembourg,
 1^{ro} partie, p. 108.
 (2) Extrait de Statistiques économiques luxembourgeoises,

	_		0/ 3	Nationalité des étrangers					
Années	Luxem- bourgeois	ourgeois	Total	% des étrangers	Belges	Allemands	Français	Italiens	Autres
1913	16.764	15.022	31.786	47,26	1.826	4.798	669	7.252	477
1919	19.271	6.394	25.665	24,97	2.409	1.819	557	1.386	223
1929	28.476	15.468	43.944	85,20	2.146	4.703	1.076	4.787	2.756
1937	26.599	6.310	32.909	19,17	1.435	2.051	407	1.810	607
1939	27.502	5.164	32.666	15,81	1.186	1.520	344	1.510	604

Telles étaient la situation numérique et la composition de la main-d'œuvre à la veille de la guerre. Le lendemain de la Libération a été marqué par une brève période de chômage, la plupart des entreprises industrielles ayant dû arrêter leur activité. Les industries minières et métallurgiques accordèrent pour la première quinzaine de septembre, à chaque ouvrier, le salaire antérieurement touché sous forme de prime de libération. Dans la suite, les ouvriers chômeurs furent affectés à des travaux de réparation et d'entretien; ceux qui ne purent être occupés, reçurent une indemnité égale à la moitié de leur salaire (1). D'autre part, les employés privés réduits au chômage furent, pour la plupart, placés dans un certain nombre d'organismes parastataux nouvellement créés.

Et ainsi le nombre de chômeurs, qui était de quelque 1.700 en septembre 1944, se réduisait assez rapidement pour n'être plus que de 45 dès le mois de mai 1945.

Néanmoins, l'effectif des ouvriers occupés dans la principale industrie était loin d'atteindre le niveau d'avant-guerre. Du reste, la plupart des ouvriers étrangers avaient quitté le pays.

Les chiffres qui suivent traduisent l'état de la maind'œuvre occupée en 1945 par rapport à 1929.

Ouvriers occupés dans l'industrie sidérurgique et minière

1929	29.000,	dont	11.548	étrangers,	
1945	15.300.	dont	3.000	étrangers	environ.

Ce n'est qu'avec la reprise de l'activité économique que le nombre d'ouvriers s'accrut et que la demande de main-d'œuvre se fit de plus en plus pressante. Un certain manque de main-d'œuvre ne tarda pas à se manifester à partir du moment où les travaux de la reconstruction, dans les régions dévastées, absorbaient un important contingent d'ouvriers. L'introduction du service militaire obligatoire accentua le manque de main-d'œuvre.

Mais c'est surtout la main-d'œuvre qualifiée qui faisait défaut, particulièrement dans les secteurs du bâtiment, de la mécanique et dans certaines branches artisanales. La pénurie de main-d'œuvre se faisait également sentir dans l'agriculture et ce n'est qu'avec

l'aide de la main-d'œuvre contrainte qu'il y a pu être remédié. Environ 4.000 prisonniers allemands furent ainsi affectés à des travaux ruraux. Après le départ des prisonniers, les pouvoirs publics ont recruté un certain nombre de travailleurs dans la zone française d'occupation ainsi qu'en Italie.

Avec le développement presque ininterrompu de l'activité industrielle, le nombre de travailleurs occupés ne cessa de croître. Il en fut ainsi à partir du deuxième semestre de 1946, comme l'attestent les chiffres suivants:

Ouvriers occupés dans l'industrie luxembourgeoise

Mois	Luxem- bourgeois	Etran- gers	Total	% des étrangers
Juillet	23.766	4.072	27.838	14,63
Août	24.157	4.181	28.338	14,75
Septembre	24.784	4,333	29.117	14,88
Octobre	24.872	4.414	29.286	15,07
Novembre	25.323	4.541	29.864	15,21
Décembre	25.253	4.541	29.794	15,24

Le nombre de travailleurs occupés continua d'augmenter au cours de l'année 1947, pour atteindre 31.270 en décembre 1947. Le chômage fut insignifiant en cette année, puisqu'en tout et pour tout il ne frappait que 300 ouvriers du bâtiment pendant la saison d'hiver.

En 1948, la situation de l'emploi dans l'industrie demeura bonne, puisqu'à la fin de l'année le nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie dépassa 35.000. Ce chiffre, comparé à la moyenne mensuelle de 1947 qui s'élevait à quelque 30.000, atteste le progrès accompli depuis lors. Ce progrès va en s'accentuant pendant les six premiers mois de 1949. Le nombre des ouvriers occupés dans l'ensemble des industries luxembourgeoises était, pendant cette période, de 6,5 % supérieur à celui de 1948. Mais la situation de l'emploi n'apparaît clairement et dans son ensemble que lorsqu'on tient également compte des travailleurs occupés dans le commerce et en diverses entreprises artisanales. Le tableau suivant, extrait des Statistiques économiques luxembourgeoises, permet de se faire une idée de l'importance de la main-d'œuvre occupée dans les diverses branches économiques pendant les années 1947 et 1948.

⁽¹⁾ La reconstruction sociale et économique du Grand-Duché de Luxembourg, par P. KRIER, Ministre du Travail et GUST. VAN WERWEKE, Attaché au Ministère du Travail, 1945, p. 23.

	19;	47	1948				
Branches industrielles	Nombre d'entreprises existantes	Nombre d'ouvriers y occupés	Nombre d'entreprises existantes	Nombre d'ouvriers y occupés	Nombre d'ouvriers en dessous de 16 ans (2)	Nombre d'ouvrières (2)	
Industrie sidérurgique Mines de fer Fondories et ateliers de construction Cimenterie et produits en béton Industrie céramique Confection en gros Tanneries Industrie du cuir Industrie du tabac Industrie du tabac Industrie du papier et du livre Scieries Fabriques d'articles en bois Minoteries Industries alimentaires Vins et dérivés Brasseries et malteries Distilleries industrielles Briqueteries Commerce de gros Commerce de détail Transports par route Artisanat Cinémas Reconstruction et entreprises de bâtiment, terrassement, voirie Ardoisières Carrières, sablières et gravières Fours à chaux, à plâtre, à dolomie Divers (Entreprises de la petite industrie) Services des chemins de fer (Ateliers) Services des chemins de fer (Ateliers)	25 31 7 2 22 8 5 3 4 5 13 26 17 9 11 15 12 10 4 3 4.000 15 7.570 37 300 2 225 10	16.698 2.145 1.201 301 620 424 406 560 125 162 132 313 362 254 68 314 148 427 36 92 241 1.000 80 5.400 326 550 224 140 — — — — — 40.316	7 42 30 8 8 3 25 11 6 5 3 5 12 26 18 11 23 15 13 10 4 43 4.000 15 7.570 27 412 2 256 10 12 10 20 10	18.650 2.537 1.200 360 567 300 49 574 107 39 53 233 418 169 84 304 150 425 40 1.000 7.600 35 4.500 205 970 200 200 1.500 2.670	174	208	

(1) Chiffres approximatifs.

(2) Compris dans le nombre d'ouvriers occupés.

L'examen des chiffres ci-dessus est révélateur d'une évolution favorable de l'emploi, au cours des années 1947 et 1948.

L'accroissement de main-d'œuvre apparaît surtout dans les industries sidérurgiques et les mines de fer qui ont eu à faire face à de fortes demandes extérieures.

Par contre, l'industrie du cuir et les ardoisières, qui ont souffert de difficultés d'exportation, et un certain nombre d'industries moyennes des secteurs textile et céramique, par exemple, qui ont été touchées par un ralentissement de la production, accusent une certaine diminution du nombre d'ouvriers. Les chiffres définitifs concernant le degré de l'emploi en 1949 n'ont pas encore été publiés; toutefois, d'après les données statistiques déjà disponibles, l'on peut qualifier la situation, dans son ensemble, comme satisfaisante, malgré une légère diminution de l'effectif ouvrier dans l'industrie sidérurgique, qui s'est produite vers la fin de l'année. Les statistiques du chômage confirment d'ailleurs cette constatation.

Il nous reste à examiner la situation de la maind'œuvre au point de vue des salaires.

La restauration économique du pays s'est accomplie, depuis la Libération, conjointement avec une notable amélioration des salaires. Cette évolution a été favorisée par le fait qu'au Luxembourg la structure des salaires est liée à l'index du coût de la vie. Dès avant la guerre, le principe de l'adaptation automatique des salaires aux fluctuations de l'index était pratiqué couramment dans les contrats collectifs.

Or, comme, après la guerre, l'enchérissement a été progressif, les salaires, dans leur ensemble, par le jeu de l'index, ont évolué dans le sens de la hausse.

Après la Libération, précisément à partir du 1er octobre 1944, les salaires, fixés en RM. par l'occupant, furent de nouveau payés en francs au taux de 1 RM = 10 francs. Certaines catégories de salaires cependant furent augmentées de fr. 0,75 à fr. 1,50 l'heure, en vue d'atteindre un salaire minimum de 65 francs par jour, ce qui représentait fr. 8,12 l'heure. Avant la guerre, il n'existait de salaires minima que dans certaines industries. Grâce à la réglementation des salaires du 30 décembre 1944, dont nous avons parlé plus haut déjà, les taux des salaires minima furent rendus obligatoires pour les employeurs et les travailleurs sans pouvoir être abaissés ni par accord individuel ni par contrat collectif. Ils furent rendus applicables aux établissements industriels, commerciaux et artisanaux, aux professions libérales, aux sociétés et associations de quelque nature que ce soit ainsi qu'en général à toutes les branches d'activité privées, à l'exception des gens de maison ainsi que de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture qui font l'objet d'une réglementation spéciale. La fixation de ces salaires minima n'entraîne aucune limitation à l'établissement de salaires maxima. Les salaires horaires minima furent alors fixés de la manière suivante, pour les ouvriers masculins adultes :

- 9 à 10 francs pour les ouvriers non qualifiés;
- 11 à 12 francs pour les ouvriers appartenant aux autres catégories professionnelles.

Pour les ouvriers et employés payés au mois, le salaire minimum mensuel fut fixé à 1.750 francs.

Six mois plus tard, les salaires minima subirent un premier ajustement par décision arbitrale du Ministre d'Etat et furent fixés par arrêté grand-ducal du 20 juin 1945 aux taux suivants:

- 12 francs l'heure pour les ouvriers non qualifiés;
- 14 francs l'heure pour les ouvriers qualifiés.

Le traitement minimum des employés privés fut fixé à 2.400 francs pour les hommes âgés de vingt et un ans au moins. Les taux des salaires et appointements minima du sexe féminin furent fixés à 80 et 90 % de ceux des hommes. Tous ces salaires devaient rester valables jusqu'à la fin de l'année en cours.

Un arrêté du 14 janvier 1946 modifia à nouveau les salaires minima en les portant à fr. 15,50 par heure pour les ouvriers non qualifiés et à fr. 17,50 par heure pour les ouvriers qualifiés. Ces minima correspondaient à un nombre-indice du coût de la vie de 1850 (1).

En 1947, les salaires légaux ne subirent aucun changement. Toutefois, vers la fin de l'année 1947, les ouvriers des industries sidérurgique et minière des trois grandes sociétés obtinrent par contrats collectifs une augmentation moyenne de salaires de 10 à 12 % par rapport aux taux du début de 1947.

Il y a lieu de faire remarquer que les salaires effectivement payés dépassaient, en général, les salaires minima légaux. Dans son rapport de 1947, l'Inspection du Travail et des Mines évalue ce dépassement à 10-30 %.

Au cours de l'année 1948, les salaires subirent une nouvelle modification par la fixation d'un salaire social minimum (arrêté grand-ducal du 6 août 1948). Aux termes de l'arrêté du 6 août, le taux horaire minimum des salaires fut fixé à fr. 17,50 pour les travailleurs d'aptitude physique normale et âgés de vingt et un ans au moins (art. 2). En outre, les appointements des travailleurs rémunérés mensuellement ne pouvaient être inférieurs à 3.500 francs par mois pour les hommes d'aptitude professionnelle normale et âgés de vingt et un ans au moins (art. 3).

Cette nouvelle réglementation diffère des précédentes en ce sens qu'elle ne fixe plus deux minima, l'un pour le manœuvre non spécialisé et l'autre pour l'ouvrier appartenant aux autres catégories professionnelles. Le salaire social minimum est le « salaire inférieur », c'est-à-dire celui qui est payé à l'ouvrier

non qualifié; le salaire revenant aux travailleurs des autres catégories est à fixer par contrat collectif ou autrement.

La nouvelle formule de fixation des salaires minima n'eut guère d'application pratique si ce n'est dans différentes entreprises de la petite industrie, de l'artisanat et du commerce. Dans les autres secteurs économiques, les salaires effectivement payés dépassaient, en général, de 20 à 30 % le salaire minimum légal.

Notons encore que pendant le second semestre de 1948, précisément à la suite de la hausse du nombre-indice, les salaires des usines sidérurgiques et des minières subirent une majoration de 10 à 15 %, d'après les différentes catégories d'ouvriers. En outre, par un avenant au contrat collectif de la grosse industrie, les primes à la production furent sensiblement relevées.

Il résulte de ce bref exposé que les salaires des ouvriers ont sensiblement augmenté depuis la Libération, suivant l'évolution de l'index du coût de la vie.

L'augmentation s'est toujours manifestée d'abord dans l'industrie sidérurgique et s'est répercutée sur les autres secteurs industriels en atteignant même les diverses branches artisanales.

Dans l'agriculture, les salaires nominaux ont subi également des augmentations qui, à première vue, ne paraissent pas aussi marquées. Il ne faut cependant pas oublier que le travailleur agricole a droit à la nourriture et au logement gratuits, dont la valeur moyenne peut être fixée à 900 francs par mois pour les ouvrières et à 750 francs par mois pour les ouvrières. En ce qui concerne certains travailleurs, tels les valets et les servantes de ferme, le patron supporte, en dehors des frais de nourriture et de logement, toutes les charges sociales s'élevant à 16 % de la rémunération totale. Il prend également à sa charge l'impôt sur le salaire.

Compte tenu de ces avantages, un journalier agricole gagnait en moyenne 60 francs par jour en 1946, 70 francs en 1947 et 80 francs en 1948 contre 15 francs en 1938. Un premier valet de ferme gagnait en moyenne, pendant les mêmes années, 1.300 francs par mois, alors qu'une servante n'en gagnait que 800 contre respectivement 300 et 150 à 200 francs.

Le tableau suivant (1) renseigne sur l'état des salaires nominaux dans une série de branches industrielles pendant les années 1938, 1946, 1947, 1948 et au 1^{er} janvier 1949. Il révèle que, pendant cette période, les salaires nominaux moyens ont évolué suivant une courbe nettement haussière. Il s'agit des salaires moyens bruts des travailleurs adultes, y compris les primes de production, mais sans tenir compte des allocations familiales et des majorations pour les heures supplémentaires et le travail du dimanche.

⁽¹⁾ Indice basé sur les prix de 1913.

⁽¹⁾ Extrait des Statistiques économiques luxembourgeoises, 1949, pp. 166 et suiv.

Evolution des salaires nominaux

Salaires moyens en francs (par heure = h, jour = j, mois = m)

Branches et professions	1938	1946	1947	1948	ler janvier 1949
Industries extractives et industries connexes. Mines de fer :					
a) sous terre : mineur		267,48 j 210,91 j	287,12 j 229,06 j	342,27 j 294,69 j	363,13 j 315,47 j
Tailleur de pierre		25,00 h 15,50 h	23,75 à 32,43 h 17,00 h	20,00 à 35,58 h 17,00 à 17,50 h	20,00 à 35,00 h 17,50 h
Mineur	56,14 j 32,60 j	286,29 j 130,02 j	303,84 j 130,90 j	348,90 j 138,75 j	348,90 j 138,75 j
Cuiseur	6,49 h 4,45 h	20,32 h 17,67 h	20,71 h 18,02 h	25,06 h 21,29 h	24,79 h 22,94 h
Industrie sidérurgique. Hauts fourneaux :	0.401	27.42.			05.05.1
1er fondeur	5,34 h	21,43 h 20,62 h	23,24 h 22,35 h	26,73 h 25,78 h	27,95 h 26,99 h
ler homme au convertisseur	7,34 h	23,90 h 22,77 h	24,84 h 23,95 h	28,99 h 27,94 h	31,07 h 29,93 h
ler lamineur	6,66 h 5,23 h	25,05 h 16,50 h	26,37 h 17,47 h	30,57 h 20,53 h	31,56 h 21,50 h
Industrie de la céramique. Ouvrier qualifié Manœuvre	4,20 h 3,73 h	19,80 à 21,78 h 15,50 à 16,90 h	20,80 à 24,04 h 16,50 à 17,00 h	21,19 à 25,63 h 17,50 à 17,86 h	21,41 à 26,12 h 17,50 à 17,94 h
Bûtiment et construction. Maçon Manœuvre	5,40 à 5,70 h 4,20 à 4,50 h	20,50 à 20,75 h 16,33 à 16,50 h	22,00 h 17,00 à 17,50 h	23,00 à 24,00 h 18,00 à 18,50 h	23,00 à 24,00 h 18,00 à 18,50 h
Industrie du bois. Menuiserie : Menuisier	4,50 à 5,50 h	19,00 à 22,00 h	20,00 à 24,00 h	21,00 à 25,00 h	21,00 à 25,00 h
Impression et reliure. Typographe Linotypiste. Artisan Manœuvre	6,25 h 6,50 h	19,50 à 24,00 h 22,10 à 25,50 h 20,00 à 22,00 h 18,00 à 18,50 h	20,86 à 26,69 h 25,10 à 27,75 h 21,99 à 26,08 h 17,73 à 21,78 h	20,65 à 29,11 h 27,60 à 30,02 h 25,25 à 25,75 h 18,97 à 23,36 h	21,75 à 29,14 h 28,68 à 30,25 h 25,50 à 26,00 h 20,29 à 22,81 h
Industrie textile. Ouvrier qualifié Manœuvre	3,50 à 3,75 h 3,00 à 3,25 h	17,50 à 22,00 h 15,50 à 17,50 h	17,50 à 22,00 h 15,50 à 17,50 h	17,50 à 23,00 h 16,50 à 17,50 h	17,50 à 23,00 h 17,50 h
Industrie du cuir. Peausseries : Salairo moyen	5,12 h	20,07 h	21,12 h	22,63 h	22,85 h
Denrées alimentaires. Mouneries : Ouvrier-meunier	5,00 h	15,00 à 16,00 h	17,00 à 20, 0 0 h	17,00 à 20,50 h	17,50 à 20,50 h
Boulangeries, pâtisseries, confiseries. Ouvrier boulanger Ouvrier pâtissier Ouvrier confiseur	600 à 700 m (1) 650 m (1) (2) 650 m (1) (2)	17,50 à 21,00 h 14,50 à 17,50 h 14,50 à 17,50 h	17,50 à 21,00 h 17,50 à 20,50 h 17,50 à 20,50 h	17,50 à 21,00 h 17,50 à 20,50 h 17,50 à 20,50 h	17,50 à 21,00 h 17,50 à 20,50 h 17,50 à 20,50 h

⁽¹⁾ Nourriture, logement et charges sociales du travailleur à charge de l'employeur. (2) Journée de neuf heures.

Il paraît intéressant d'établir la proportion de | examinerons les salaires moyens des mineurs sous l'année 1938 égale à 100. A titre d'exemple, nous ouvriers sidérurgistes.

l'augmentation des salaires moyens en considérant | terre et ceux de la surface ainsi que ceux de certains

Période	Mineur sous terre	%	Mineur de la surface	%	ler fondeur	%	Manœuvre de Iaminoir	%
1938	82,00	100	65,00	100	6,49	100	5,23	100
1946	267,48	305	210,91	324	21,43	330	16,50	315
. 1947	287,12	350	229,06	352	22,24	342	17,47	334
1948	342,27	417	294,69	453	26,73	4 10	20,53	392
l ^{er} janvier 1949	363,13	442	315,47	485	27,95	430	21,50	412

Les mêmes résultats pourront être obtenus en ce qui concerne les salaires d'autres secteurs industriels. Certaines catégories de salaires ont même dépassé ces proportions. Il en est ainsi des mineurs dans les ardoisières qui gagnaient fr. 56,14 par jour en 1938 et touchaient, en janvier 1949, un salaire six fois plus élevé; il en est de même en ce qui concerne les ouvriers qualifiés de l'industrie céramique. Il faut tenir compte en outre du fait qu'au cours du second semestre de 1949, les salaires ont subi une nouvelle augmentation, soit de 5 %, à la suite de la hausse du nombre-indice. Est-ce à dire que les taux nominaux des salaires correspondent à l'enchérissement général? Pour s'en rendre compte, il est intéressant de comparer l'évolution des salaires minima à celle du coût de la vie (1).

Salaires minima

	Manœuvres spécialisés	Ouvriers qualifiés	Indice des salaires minima des manœuvres	Indice du coût de la vie	Indice du coût de la vie ramené à 100
1944	moyenne 9,50	11,50	100	1.236	100
1945	12,00	14,00	126	1.532	124
1946	15,50	17,50	163	1.746	141
1948	17,50	17,50	184	2.107	170

Ces chiffres indiquent que les salaires minima ont crû dans une proportion plus forte que l'indice du coût de la vie. Mais, interrogé à ce sujet, l'ouvrier moyen reconnaîtra que son salaire a été plus que triplé ou quadruplé depuis 1938; il objectera cependant que malgré cela et les avantages sociaux de toutes sortes dont il bénéficie, il lui est plus difficile qu'alors de boucler son budget. Il en rend responsable notamment l'index qui ne tient pas compte d'une foule d'éléments dont le travailleur a besoin et qu'il a dû acquérir surtout au cours des trois premières années d'après-guerre, à des prix parfois très élevés pour pouvoir combler des vides causés pendant la période de guerre.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles l'ancien index, dont la base (année 1914) était périmée, a été abandonné et remplacé, à partir de 1948, par un nouvel indice plus complet et rajeuni.

Pour pouvoir mesurer avec exactitude le coût de la vie, il faudrait être renseigné sur un plus ou moins grand nombre de budgets de ménages ouvriers. Malheureusement, une telle enquête n'a pas encore été entreprise au Grand-Duché. Nous ne disposons donc pas de données précises sur l'ampleur des différents besoins, depuis la Libération.

Mais tout le monde a pu constater qu'au fur et à mesure que l'approvisionnement du marché intérieur se normalisait et que le pouvoir d'acquisition augmentait (parfois un peu brusquement), le besoin de dépenser s'accrut dans des proportions extraordinaires, contrastant avec l'esprit de restriction et d'épargne forcée du temps de guerre. Ce sont les

besoins de luxe, de voyage, de plaisir, de distraction et de confort qui se sont particulièrement multipliés.

Il reste à vérifier si la satisfaction de ces divers besoins n'a pas occasionné des dépenses exagérées par le fait qu'elle a dû se faire à des conditions trop onéreuses.

Cet aperçu sur l'évolution des salaires serait incomplet si nous ne donnions quelques indications sur les avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs luxembourgeois.

Nous avons vu précédemment que le régime des assurances sociales comporte, outre l'assurance-maladie, l'assurance-accidents et l'assurance-invaliditévieillesse-décès et les secours de chômage, les allocations familiales ainsi que les vacances annuelles et jours fériés.

Le tableau suivant indique la répartition des charges sociales entre les employeurs et les assurés.

Tableau récapitulatif des cotisations (Base générale : centièmes de la rémunération effective

centièmes de la r	rémunération effectiv	e)
	Taux de cotisations à c	harge
Branche d'assurance	de l'employeur	de l'assuré
I. Assurance maladie. 1. Assurance ouvrière 2. Assurance des employés	2 % Plafond du salaire cotisable : par jour civil.	4 % 180 francs
privés	1,5 % Plafond d'affiliation obl 5.000 france par mois.	l 3 % igatoire :
II. Assurance accidents. I. Assurance industrielle	Primes proportionnelles aux salaires gagnés dans chaque entreprise et au coefficient de la classe de risque.	_
2. Assurance agricole et fores- tière	Tarif d'après l'étendue de l'exploitation et la na- ture de la culture.	_
III. Assurance - invalidité, vieil- lesse-décès. 1. Régimo général de l'assu-		
rance ouvrière 2. Assurance supplémentaire des ouvrièrs mineurs	5 % 7 % Venant s'ajouter aux coti régime général. Plafond cotisable : 5.400 france	du salaire
3. Assurance supplémentaire des ouvriers métallurgistes	60 fr. par mois Venant s'ajouter aux co	30 fr. par mois tisations du
4. Assurance - pension des employés privés	régime général. 5 % Maximum cotisable : 120 par an.	5 % 0.000 francs
5. Assurance supplémentaire des employés techniques des mines du fond	10 % Venant s'ajouter aux corrégime général de l'assura Plafond du salaire cotisable : par mois,	nce-pension.
IV. Allocations familiales	4,5 % Taux provisionnel.	-
V. Vacances annuelles et jours fériés	Paiement intégral par l'employeur des salaires et rémunérations norma- lement dus.	
VI. Secours de chômage	Les charges des secours sont partagées entre l	de chômage l'Etat et les

communes.

⁽¹⁾ Voir Echo de l'Industrie, 1950, no 1, p. 4.

Le tableau récapitulatif ci-dessus fait apparaître clairement l'incidence directe des salaires sur le taux des cotisations d'assurance sociale.

Aussi, le fait que les salaires sont, en général, plus élevés au Luxembourg qu'en Belgique explique-t-il pourquoi les charges sociales effectives pèsent plus durement sur les entreprises luxembourgeoises que sur les entreprises belges. Cette charge est encore aggravée par celle que chaque entreprise doit assumer individuellement et intégralement pour le paie-

ment des vacances annuelles et des jours fériés, sur la base du salaire normal gagné par ses ouvriers.

Il nous paraît intéressant d'examiner de plus près la question des charges sociales incombant à la principale industrie luxembourgeoise, en l'occurrence l'industrie sidérurgique, et de comparer ces charges à celles supportées par l'industrie sidérurgique belge.

Voici, d'après les calculs établis au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, fin novembre 1948, comment s'établit la part patronale dans les charges sociales en Belgique et au Grand-Duché:

			Différence			
Dépenses pour :	Luxembourg	Belgique	Francs	En % du chiffre belge		
I. Salaire mensuel moyen	5.991,08	5.106,37	884,71	17,32		
II. Charges sociales (part patronale): 1. Assurance-accidents 2. Assurance-maladie 3. Assurance-invalidité et vieillesse. 4. Assurance supplémentaire 5. Assurance-chômage 6. Charge pour congé payé 7. Allocations pour jours fériée légaux 8. Allocations familiales. 9. Indemnité de ménage 10. Prime de rééquipement ménager	296,38 97,20 318,69 60,— 208,79 173,99 280,83 76,60	136,51 100,— 140,— 40,— 262,54 202,17 240,— 60,—				
Total des charges sociales (part patro- nale)	1.518,48	1.181,22	337,26	28,55		
Dépenses totales	7.509,56	6.287,59	1.221,97	19,43		

LA POLITIQUE DES PRIX ET LE COUT DE LA VIE.

Les années d'occupation allemande ont laissé des marques profondes sur la réglementation des prix appliquée par le Gouvernement grand-ducal, dès la Libération.

L'on sait que l'économie luxembourgeoise a été intégralement incorporée, pendant quatre ans, dans celle du Reich, et que prix et salaires étaient réglementés selon les méthodes en vigueur dans le Reich.

Il est intéressant de rappeler qu'au moment de l'invasion des troupes allemandes, le niveau des prix, au Luxembourg, était sensiblement plus bas que celui des prix allemands.

Il y avait des différences particulièrement sensibles dans le secteur alimentaire, précisément en ce qui concerne le lait et les produits laitiers, la viande, le pain et les céréales qui étaient plus chers en Allemagne qu'au Grand-Duché. Dans le secteur industriel, les différences de prix apparaissaient surtout en ce qui concerne les produits textiles et le cuir. Suivant l'exemple de la politique allemande appliquée en cette matière en Alsace et en Lorraine, les prix luxembourgeois furent d'office adaptés à ceux du Reich, pour être ensuite bloqués. Les chiffres suivants marquent nettement les effets de cette adaptation en

ce qui concerne un certain nombre de produits essentiels.

Prix à Luxembourg

	1-5-1940	1-10-1940	Variations des prix du 1-5-40 au 1-10-1940 exprimées en %
Pain, le kg	2,40	3,72	+ 55,0
porc et veau), le kg	14,57	21,75	+ 49,3
Lard gras, le kg	10,58	21,60	+104,1
Saindoux, le kg	8,67	21,60	+149.1
Graisse de bœuf, le kg	4,	12,80	+ 220,0
Beurre, le kg	20,	34,80	+ 74,0
Œufs, la douzaine	6,50	14,40	+ 121,5
Lait complet, le litre	1,65	2,70	+ 63,6
Pommes de terre, les 100 kg	41,24	66,—	+ 45,5
Margarine, le kg	9,63	19,60	+103,5
Pâtes, le kg	7,03	9,70	+ 37,4
Sucre, le kg.	4,01	8,75	+ 118,2
Café (succédané), le kg.	7,90	8,70	+ 10,1
Sel, le kg	$0,49 \\ 36,83$	$\begin{array}{c} 2,60 \\ 38,- \end{array}$	+ 430,6
Briquettes, les 100 kg.	21,50	25,20	$\begin{array}{cccc} + & 4.8 \\ + & 17.2 \end{array}$
Bois de chauffage, les 100 kg	27,67	32,—	+ 15,6
Gaz, le m3	1,10	1,25	+ 13,6
Allumettes, la boîte	1,42	3,50	+146.5

Cette adaptation des prix se traduisit par une hausse de l'indice pondéré des prix de détail, qui passa de 724 en mai 1940 à 1.064 en octobre 1940 (1).

⁽¹⁾ L'indice d'octobre a été calculé « clandestinement » par des fonctionnaires luxembourgeois, puisqu'il n'était plus établi officiellement, depuis le mois de septembre 1940.

Par un contrôle extrêmement sévère, un rationnement rigoureux des principales denrées de consommation et par des prohibitions de toutes sortes, l'occupant parvint à maintenir le coût officiel de la vie à un niveau relativement bas jusqu'à la fin de la guerre. En réalité, cependant, et en raison du renforcement toujours progressif du rationnement, il ne put empêcher une certaine hausse des prix que l'office des prix allemand dut admettre.

Au surplus, comme dans tous les pays occupés, il s'était formé également au Luxembourg, à côté du marché officiel, un marché clandestin, mais dont les prix n'avaient jamais atteint les niveaux d'un marché noir proprement dit. On peut, tout au plus, mentionner l'existence d'un marché gris. Cela s'explique en partie par l'exiguïté du pays où tout le monde se connaît et où personne n'aime d'être taxé de trafiquant. C'est aussi par esprit civique et patriotique que beaucoup de producteurs et commerçants luxembourgeois ravitaillaient leurs concitoyens à des conditions de prix raisonnables, sachant que presque chaque famille devait, en cachette, subvenir aux besoins de l'un ou l'autre réfractaire, déporté ou mobilisé de force dans la Wehrmacht.

Après la Libération, le Gouvernement luxembourgeois, considérant la question des prix comme un des éléments essentiels de sa politique économique, eut pour objectif immédiat de maintenir la structure des prix intérieurs telle qu'elle avait existé durant les quatre années d'occupation, et de parer à des mouvements désordonnés de prix susceptibles d'influencer défavorablement les coûts de production et le pouvoir d'achat des salariés.

En attendant que la fixation des prix pût être définitivement réglée, le Gouvernement décida d'appliquer provisoirement les prix en vigueur au 10 septembre 1944, en les convertissant en francs, au cours de 10 francs pour un RM. Une exception fut faite pour l'acier, dont le prix fut fixé à 2.000 francs la tonne.

En ce qui concerne les prix des produits agricoles et alimentaires, l'on dut également appliquer ceux en vigueur au 10 septembre 1944 et les considérer comme des prix fixes, à l'exception des prix des fruits et légumes considérés comme des prix maxima.

Pour tous les autres produits, les réglementations de fixation et de contrôle des prix furent maintenues en vigueur.

Voici, à titre documentaire, une liste de prix de produits essentiels figurant à l'indice des prix à la date du 1^{er} octobre 1944, avec l'indication des variations exprimées en pour-cent par rapport aux prix du 1^{er} octobre 1940.

Prix à Luxembourg

	1-10-1944	Variations des prix du 1-10-1944 par rapport à ceux du 1-10-1940 exprimées en %
Pain, le kg. Viande (9 qualités de bœuf, porc et veau), le kg. Lard gras, le kg. Saindoux, le kg. Graisse de bœuf, le kg. Beurre, le kg. Œufs, la douzaine Lait complet, le litre Pommes de terre, les 100 kg. Margarine, le kg. Pâtes, le kg. Sucre, le kg. Café (succédané), le kg. Scl, le kg. Charbons, les 100 kg. Briquettes, les 100 kg. Briquettes, les 100 kg. Bois de chauffage, les 100 kg. Gaz, le m3 Allumettes, la boîte	4,40 21,98 21,60 21,60 12,80 35,60 14,40 2,70 120, 19,60 9,64 9,20 9, 2,60 35,40 26,20 36, 1,53 3,50	+ 18,3 + 1,0 0 0 0 + 2,3 0 + 81,8 0 - 0,6 + 5,1 + 3,4 0 - 8,4 + 4,0 + 12,5 + 22,4 0

Les chiffres attestent la stabilité relative de la plupart des prix officiels pendant la période d'occupation jusqu'au lendemain de la Libération.

Le 8 novembre 1944, le Gouvernement créa l'Office des Prix avec mission de fixer, contrôler et surveiller les prix d'achat et de vente de tous produits, matières, denrées et marchandises, de même que les prix de production ainsi que la rémunération de toutes prestations, excepté les honoraires, traitements et salaires.

A l'Office fut adjoint une Commission des Prix composée de représentants des consommateurs, industriels, commerçants et artisans et à laquelle l'Office pouvait soumettre toutes questions concernant la fixation des prix.

Tenant compte, d'une part, de la situation économique spéciale du pays et, d'autre part, de la disparité des prix qui existait entre le Luxembourg et la Belgique, le Gouvernement jugea prudent de poursuivre, pendant un certain temps du moins, une politique indépendante en matière de prix.

Cela comportait une réglementation plus ou moins sévère, tant dans le domaine des importations que dans celui de la distribution à l'intérieur du pays. En conséquence, il fallut réduire les importations au strict minimum, de même que toute acquisition peu urgente dut être ajournée et cela aussi longtemps que les quelques stocks existant encore dans le pays n'étaient pas épuisés. Grâce à ce système, les commerçants ont pu écouler leurs stocks des marchandises de qualité de guerre. En plus, afin d'éviter les importations à un prix excessif, l'importateur dut, avant de réaliser sa commande à l'étranger, soumettre à l'administration compétente une facture pro forma indiquant le prix d'achat de la marchandise offerte.

De cette manière, il a été possible d'écarter ou de retarder temporairement l'influence des prix belges relativement élevés. Rappelons, à cet égard, qu'à cette époque, il existait en Belgique un marché noir organisé qui constituait, en somme, le complément du marché régulier au point de vue de l'approvisionnement, mais dont les prix étaient excessivement élevés. En outre, certains prix réguliers, tels ceux des produits agricoles (beurre, lait, pommes de terre, viande et produits de viande) et des produits textiles dépassaient les prix luxembourgeois.

La politique d'intervention du Gouvernement luxembourgeois donna lieu à des critiques parfois passionnées, tant de la part des consommateurs que des distributeurs. Pour beaucoup de producteurs, commerçants et consommateurs, le maintien des mesures de réglementation telles qu'elles furent appliquées durant plus de quatre ans par l'occupant, de même que les restrictions d'importations semblaient avoir pris un caractère vexatoire, anti-économique, voire anti-national.

Mais cette politique était nécessaire à ce moment, pour assurer le relèvement économique du pays. Il importait de réaliser, avant tout, la répartition du peu que l'on possédait aux meilleures conditions et à des prix répondant au pouvoir d'achat de la masse; il fallait, pour cela, organiser un régime de réglementation et de justice qui tînt compte des besoins vitaux du pays et des intérêts de tous les secteurs économiques et sociaux.

Nous allons suivre maintenant l'évolution de la réglementation appliquée par l'Office des Prix, en fonction de la politique économique du pays, et examiner dans quelle mesure cette réglementation a exercé une influence sur l'évolution du coût de la vie.

La méthode suivie par l'Office des Prix pour la fixation des prix était celle appliquée durant les quatre années d'occupation. En ce qui concerne les prix des produits industriels fabriqués dans le pays, le système employé consistait à fixer pour chaque entreprise, individuellement, les prix de vente sur la base de l'analyse détaillée du prix de revient et à maintenir les marges bénéficiaires dans des limites nettement déterminées.

L'application de cette méthode ne présentait guère de difficultés dans un petit pays comme le Luxembourg, où le nombre d'entreprises relativement restreint ne nécessitait pas l'organisation de services administratifs très développés.

En ce qui concerne la fixation des prix des objets et marchandises que le Luxembourg devait importer, l'Office des Prix ne pouvait intervenir que par la fixation de marges bénéficiaires variant selon le genre de produits. Méthode facile et simple, mais dont le principal inconvénient est d'inciter le commerçant à acheter cher en vue de réaliser un plus gros bénéfice, et à négliger souvent l'article bon marché.

En principe, la marge brute du commerce de gros varie entre 10 et 15 % et celle du commerce de détail entre 15 et 25 %.

Pour certaines branches du commerce de détail, le montant de la marge bénéficiaire dépasse ces taux.

La fixation des prix agricoles s'est effectuée sur la base des prix de revient, compte tenu de l'intérêt de la production nationale et du maintien de l'équilibre nécessaire entre les prix des produits alimentaires et des salaires.

Une mesure très importante prise, en matière de prix, par le Gouvernement luxembourgeois, fut l'introduction d'un système de subsides tendant à atténuer les effets sur le coût de la vie, de la hausse des prix de certaines denrées essentielles. Cette mesure était d'autant plus importante qu'au Luxembourg, comme l'on sait, le niveau des salaires et traitements est, par le jeu de l'application automatique de l'index, soumis à l'influence directe des fluctuations du coût de la vie.

Les subsides étaient limités aux produits alimentaires de base, tels que pommes de terre, pain, viande de bœuf et de porc (y compris le lard et le saindoux), lait et beurre, qui jouent un rôle important dans l'indice du coût de la vie. Il est à noter que les produits industriels ne bénéficiaient d'aucun subside.

De cette manière, dès la fin de 1944, les prix de ces denrées ont été maintenus à des niveaux artificiellement bas et ont ralenti la hausse de l'indice du coût de la vie. Il paraît utile de rappeler que ce dernier est un indice pondéré des prix de détail calculé, pour une famille de quatre personnes adultes, d'après la méthode de la moyenne arithmétique pondérée sur la base de la moyenne des prix payés de juillet 1913 à juin 1914. Il se compose de dix-neuf articles, dont douze concernent l'alimentation, trois le chauffage, un l'éclairage, un la chaussure, un le vêtement et un les besoins hygiéniques.

Voici comment cet indice a évolué, depuis sa remise en vigueur jusqu'en novembre 1945.

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1944										1.170	1.167	1.236
1945	1.290	1.381	1.391	1.417	. 1.439	1.532	1.540	1.540	1.548	1.546	1.548	

Si l'on rapporte le premier indice calculé après la guerre à celui de mai 1940 (724), l'on constate une hausse de 60 %. Cette hausse s'est continuée lente-

ment mais régulièrement jusqu'en juillet 1945, où elle a dépassé 110 % par rapport au niveau de l'indice de mai 1940.

Parmi les causes essentielles de ce mouvement de hausse, il faut compter la dépréciation du franc luxembourgeois, le déséquilibre entre l'offre et la demande, la hausse des prix sur les marchés mondiaux et belges ainsi que l'augmentation de certains prix de revient intérieurs due à la hausse des salaires.

En examinant séparément, suivant les tableaux ci-dessous, l'évolution de l'indice des prix des produits alimentaires et celle de l'indice des prix des produits industriels, l'on remarque que ces derniers ont subi une hausse plus accentuée que les produits alimentaires. Cette stabilité relative des prix des principaux produits alimentaires est essentiellement due à l'octroi de subventions. C'est elle qui a déterminé la hausse modérée de l'ensemble des produits alimentaires dans l'index. En ce qui concerne les produits non alimentaires, nous savons qu'ils étaient, dans une large mesure, importés de Belgique et que leurs prix étaient sous l'influence directe des prix belges et mondiaux.

EVOLUTION DES PRIX

A — des denrées alimentaires

Indice des prix moyens par rapport à 1914

Années	Lait complet	Pommes de terre	Pain de ménage	Pâtes alimentaires
1944	1.132	1.333	1.086	1.272
1945	1.104	1.467	1.269	1.522

B — des produits industriels

Indice des prix moyens par rapport à 1914

Années	Charbons	Briquettes	Bois de chauffage	Costumes d'hommes	Chaussures d'hommes
1944	1.140 1.771	1.923	1.104	2.165 2.746	1.501

Au fur et à mesure que les conditions de production et des importations s'amélioraient et que le marché intérieur se saturait, le Gouvernement luxembourgeois pratiquait une politique économique plus large et plus libre. Il assouplit le système des importations par l'introduction, en mai 1946, du régime de la déclaration-licence tenant lieu de licence. De même, l'Office des Prix simplifia considérablement son système de contrôle des factures en ce qui concerne les importations de Belgique.

Et ainsi par le truchement des importations qui augmentaient sans cesse, les prix luxembourgeois se

sont adaptés progressivement et normalement aux prix belges et mondiaux.

Par ailleurs, la politique des prix poursuivie à cette époque en Belgique, a eu une répercussion très sensible sur celle appliquée au Luxembourg. C'est ainsi que pour éviter une augmentation massive ou pour provoquer, comme en Belgique, une baisse générale des prix, le Gouvernement luxembourgeois est intervenu, à deux reprises, en 1946.

Ce fut, en premier lieu, après la hausse des salaires qui se produisit en janvier 1946. Le Gouvernement décida alors qu'en dehors d'une majoration pour charges sociales, aucune marge bénéficiaire ne pouvait se greffer sur le montant de la hausse des salaires.

En second lieu, ce fut après les mesures prises par la Belgique, en mai 1946, à propos de la baisse générale de 10 %.

Le Gouvernement luxembourgeois décida qu'à partir du 17 juin 1946, tous les prix, tarifs et marges bénéficiaires étaient sujets à revision pour permettre une adaptation aux mesures prises dans le domaine des prix par la Belgique. De même, les produits d'origine ou de fabrication belge vendus sous le régime du prix imposé ne pouvaient être vendus au Grand-Duché à un prix supérieur au prix imposé en Belgique, à moins que le Ministère des Affaires Economiques ne fixât des prix maxima différents. Le Gouvernement luxembourgeois procéda également à une revision des prix de revient dans le secteur industriel. Mais pour les produits importés de Belgique, notamment pour les produits alimentaires, textiles et articles de ménage, l'Office des Prix luxembourgeois n'eut guère à intervenir, la baisse s'étant produite quasi automatiquement par le jeu des importations.

En dehors de ces mesures, le Gouvernement luxembourgeois apporta quelques modifications à son système de subventions.

En raison de la reconstitution partielle du cheptel indigène, il supprima, le 4 février 1946, les subsides sur le gros bétail et autorisa, en même temps, une hausse des prix de la viande de 4 francs par kg. A partir du 16 juin 1946, il supprima les subventions sur le lait destiné à la consommation, et le prix du lait monta de 3 francs à fr. 4,50 le litre. Enfin, à partir de la récolte de 1946, les primes d'encavement pour les pommes de terre ne furent plus payées.

Examinons la répercussion de ces diverses mesures prises au cours de l'année 1946 sur le mouvement de l'indice pondéré des prix de détail.

Ce dernier a évolué de la manière suivante en 1946 :

Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1946	1.746	1.849	1.853	1.862	1.890	1.890	1.873	1.893	1.890	1.891	1.918	1.923

L'indice du mois de février est monté de 103 points par rapport à celui de janvier. Cette hausse est due à l'augmentation du prix du pain, consécutive à la hausse des salaires, ainsi qu'à la hausse du prix de la viande. Pendant les mois suivants jusqu'en novembre, les variations de l'indice sont, dans leur ensemble, relativement faibles. Une hausse due à l'augmentation du prix des chaussures et des vêtements se manifesta vers la fin de l'année.

Au cours de l'année 1947, les prix évoluèrent dans le sens de leur normalisation. Sous l'influence de l'allure des prix belges, du rétablissement progressif du jeu de la libre concurrence et de la suppression graduelle des subventions, certains prix perdirent de plus en plus leur caractère artificiel pour devenir plus réels.

Plusieurs facteurs favorables ont contribué naturellement à cette évolution. L'approvisionnement tant industriel qu'alimentaire s'est régularisé et amélioré considérablement et les mesures de rationnement ont été réduites au minimum. Le régime de la fixation des prix a été assoupli. Par différents arrêtés pris en date du 28 mars 1947, un certain nombre de produits ont été libérés des formalités de la fixation individuelle des prix. L'Office des Prix s'est contenté de publier les marges bénéficiaires applicables à la plupart des secteurs commerciaux.

Et même les objets ayant un caractère de luxe et ceux considérés comme n'étant pas de première nécessité ont été dispensés des formalités d'homologation ou de fixation des prix. Seule la notion du prix normal leur est restée applicable.

Voici une liste de produits dont les prix ont été ainsi libérés:

Secteur textile. - Fourrures, sous-vêtements pour dames, bas nylon et en soie naturelle, cravates et colifichets, vêtements en soie naturelle.

Secteur alimentaire. - Volaille et gibier.

Objets de luxe. - Orfèvrerie, bijouterie, parfumerie, cristallerie, articles de photographie, articles pour fumeurs, articles de souvenir.

Secteur industriel. — Appareils de radio, appareils radio-électriques, lustres, pièces détachées pour bicyclettes, livres, revues, etc.

En outre, suivant l'exemple de la Belgique, le Gouvernement luxembourgeois décida de remplacer le système des subsides par celui des indemnités compen satoires, en allouant aux « économiquement faibles » une somme correspondant à l'augmentation des prix des denrées antérieurement subsidiés. Etait considéré comme économiquement faible, tout consommateur dont le revenu propre annuel ne dépassait pas 72.000 francs, augmenté, le cas échéant, de 10.000 fr. pour le conjoint et pour chaque personne à charge.

Par arrêté du 18 décembre 1947, l'indemnité compensatoire fut fixée à 540 francs par personne et par an.

Remarquons que le Gouvernement n'a pu supprimer complètement tous les subsides directs. Il a dû continuer d'accorder des primes aux producteurs sur la farine, le beurre et le porc. Néanmoins, l'Etat a réalisé de sérieuses économies budgétaires puisque, par l'application du système des indemnités compensatoires, un tiers de la population ne bénéficiait plus de subsides.

La suppression des subventions amena certaines hausses de prix qui, par le jeu des indemnités compensatoires, n'apparaissaient pas dans l'indice du coût de la vie.

C'est ainsi qu'à partir du 1er septembre 1947, le prix de vente du pain a été réduit, à l'indice, du montant des indemnités compensatoires, soit fr. 2,10 par kg. De même, le prix de vente de la viande de porc a été diminué, à l'indice, du montant des indemnités compensatoires, soit 7 francs par kg. Il en a été de même encore des prix de vente du beurre, du lard et du saindoux qui ont été réduits soit respectivement de 44 francs, de 6 francs et de 4 francs par kg. Par contre, les prix du bétail et précisément de la viande bovine subirent une hausse appréciable, les prix luxembourgeois ayant dû être adaptés aux prix belges en vue d'éviter les ventes clandestines de bétail luxembourgeois en Belgique. Notons encore que les prix des combustibles provenant de la Ruhr, principale source d'approvisionnement du Luxembourg, furent augmentés de 40 % pour l'anthracite et jusque 70 % pour le coke. Toutefois, ces hausses furent atténuées par une action de l'Office des Prix sur les marges bénéficiaires des intermédiaires. En 1947, l'indice pondéré du prix de détail accusa une certaine stabilité au cours des six premiers mois, comme l'indiquent les chiffres ci-après. Mais à partir du mois d'octobre, il monta sensiblement, puis fléchit de nouveau lentement jusqu'en décembre.

Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1947	1.918	1.908	1.919	1.911	1.899	1.920	1.946	1.953	1.959	2.049	2.021	2.027

En 1948, le régime de la liberté des prix et du prix normal a été considérablement étendu, de telle sorte

restreint de produits soumis à la réglementation des prix. Parmi ces produits, citons les principaux : les qu'au début de 1949 il n'y avait plus qu'un nombre céréales, la farine, la semoule, le son, le pain, les pâtes alimentaires, le lait, le beurre et les fromages, la viande, l'huile de table, la margarine, les œufs et le riz.

Parmi les produits industriels, mentionnons les pétroles, les bois d'œuvre, les combustibles, les fers, aciers, ciments et le gaz.

Au surplus, le montant des subsides subit une nouvelle diminution, tandis que celui des allocations compensatoires fut augmenté. Les subsides étaient ainsi réduits au strict minimum et se limitaient au beurre, à la viande de porc (y compris lard et saindoux) ainsi qu'à la farine de pain.

Les chiffres suivants indiquent le montant des subsides et des indemnités compensatoires alloués depuis la Libération.

	Subsides	Indemnités compensatoires
1945	77.913.335	_
946	208.268.502	_
1947	151.704.581	11.955.907
1948	208.162.736	128.827.119

De janvier à juillet, l'indice pondéré monta progressivement pour atteindre 2.107 en août et redescendre à 2.079 en octobre. L'allure suivie au cours des douze derniers mois par l'indice pondéré des prix de détail traduit bien le degré de stabilité et de normalisation relative des prix auquel nous sommes arrivés à la fin de l'année 1948.

Le 30 octobre de cette année fut introduit un nouvel indice du coût de la vie. L'on sait que l'indice pondéré tel qu'il a fonctionné jusqu'à cette date faisait l'objet de critiques parfois violentes, surtout de la part des fonctionnaires d'Etat et des cheminots qui originairement en étaient les seuls bénéficiaires. Ils considéraient comme périmée la base de l'ancien indice qui, de ce fait, ne reflétait qu'imparfaitement le coût de la vie. Ils critiquaient aussi sa composition qui leur paraissait par trop incomplète. En outre, à propos de subsides, d'aucuns prétendaient que de tels subsides avaient été spécialement alloués pour les articles compris dans l'indice. Les représentants des milieux ruraux estimaient que les produits agricoles occupaient une place trop importante dans l'indice, ce qui était de nature à compromettre leur politique des

Le nouvel indice, dont l'établissement est réglé par l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1948, est basé sur les prix de vingt-neuf articles, relevés le 1^{er} janvier 1948. Dans sa composition, l'alimentation figure pour 53 %, l'habillement pour 33 %, le chauffage et l'éclairage pour 6 % et les dépenses diverses pour 8 %.

Avant de faire connaître le comportement de cet indice, il paraît indiqué de jeter un regard en arrière et de se rendre compte de l'évolution de l'ancien indice, particulièrement par rapport à diverses périodes d'avant-guerre. Le tableau ci-après nous renseigne à cet égard.

Indices moyens annuels

	Base 1914	Base 1938	Base 1939	Base 1936-1938	Base mai 1940
1938	708	100			
1939	705		100		
1936-1938	682			100	
1940 mai	724				100
1944 (3 mois)	1.191	168,2	168,9	174,6	164,5
1945	1.491	210,6	211,5	218,6	205,9
1946	1.873	264,5	265,7	274,6	258.7
1947	1.953	275,8	277,0	286,4	269,8
1948 (10 mois)	2.075	293,1	294,3	304,3	286,6

Il résulte de la lecture de ce tableau que le degré de hausse de l'index varie plus ou moins suivant la période de base que l'on adopte. En choisissant, par exemple, comme point de départ, la période moyenne 1936-1938, nous constatons que le niveau de l'indice se situe en 1948 à 304,3 alors qu'en partant des bases de 1939 ou de mai 1940, où la hausse de guerre s'était déjà produite, il est plus bas. L'on peut se demander lequel de ces indices correspond le mieux au renchérissement de la vie.

Pour pouvoir répondre à cette question et mesurer aussi exactement que possible le coût réel de la vie en 1948, par rapport à l'une de ces périodes d'avantguerre, il faudrait se livrer à des enquêtes fort longues et difficiles sur les dépenses effectives telles qu'elles figurent dans les budgets de ménage; il faudrait aussi procéder à une étude comparée de prix absolus concernant un certain nombre d'objets courants qui ne sont pas enregistrés dans l'index, tels que les objets de ménage les plus usuels, le mobilier, le linge (qu'il a fallu remplacer dans tant de familles après la guerre), etc. Or, pour établir pareille comparaison, il faut que l'identité des objets à considérer soit parfaitement assurée: Et c'est là une opération fort compliquée, voire souvent impossible, pour un grand nombre d'objets.

Ayant examiné les prix d'un certain nombre d'articles « non indiciaires » standardisés ou d'objets de dépenses-types, nous avons relevé des coefficients de hausse supérieurs à celui de l'indice. Il en est ainsi, par exemple, en ce qui concerne le mobilier, certains articles d'habillement surtout pour dames, les repas dans les restaurants moyens, les loyers des habitations nouvellement construites et même d'autres. Mais, les déductions à tirer de ces prix absolus ne peuvent être faites qu'avec circonspection. Néanmoins, dans leur ensemble, elles complètent notre appréciation sur le coût de la vie et en donnent une image plus directe que ne le fait l'index. Ce dernier, en effet, ne doit

pas être confondu avec un « prix-courant ». Il ne prétend d'ailleurs pas refléter la véritable allure des prix, puisqu'il ne fait qu'indiquer ses variations de prix d'un nombre relativement restreint (dix-neuf) d'articles de consommation courante par rapport aux prix tels qu'ils ont existé à une époque de base.

En résumé, l'on peut affirmer que l'examen succinct des fluctuations d'un certain nombre de prix absolus, de même que l'étude de l'évolution de l'index attestent le renchérissement presque continu de la vie au Luxembourg, depuis la Libération, avec des variations plus ou moins accentuées.

Mais, si l'enchérissement est évident, signifie-t-il un échec de la politique d'intervention de l'Etat? Il faut dire que la hausse des prix qui s'est produite au Luxembourg, comme dans d'autres pays qui ont durement souffert de la guerre, est, en grande partie, indépendante de toute politique gouvernementale.

Elle est due, comme nous l'avons dit précédemment, à la hausse générale des prix telle qu'elle s'est manifestée chez notre partenaire économique, la Belgique; elle est due également à des causes spécifiquement luxembourgeoises, comme, par exemple, le prix de revient élevé de certaines denrées alimentaires produites dans le pays. Elle s'explique encore, dans une certaine mesure, par l'accroissement du pouvoir d'achat résultant de la hausse des rémunérations. Dans certains cas aussi, elle est la conséquence de la suppression des subventions.

Il serait, d'autre part, injuste de prétendre que la réglementation des prix a été absolument inopérante parce que le renchérissement général n'a pu être empêché par la politique d'intervention. Il faut d'abord faire observer, à cet égard, que la réglementation a été strictement appliquée partout dans le pays, ce qu'il faut considérer comme une réussite. Il est un fait aussi que la réglementation a contenu l'évolution des prix dans des limites raisonnables, surtout au cours des années 1945 et 1946.

Et chaque fois que les pouvoirs publics voulaient libérer prématurément les prix de l'un ou l'autre secteur, tel celui des légumes, il s'est produit immédiatement des abus tels qu'il fallait revenir à la taxation, ce qui prouve bien que la réglementation a été parfois utile et nécessaire. La réglementation a également eu un effet psychologique très salutaire, tant sur la plupart des commerçants que sur les consommateurs en général, en maintenant chez eux un sentiment d'ordre et de discipline, que nous considérons comme une des causes essentielles de l'inexistence d'un marché noir, après la Libération.

Après avoir ainsi fait le point, revenons à l'examen de la politique des prix et de l'évolution du nouvel indice, au cours de 1949.

Cette année est marquée par plusieurs événements qui ont eu une répercussion très sensible sur l'économie luxembourgeoise. Il y a d'abord le revirement de la conjoncture mondiale qui provoqua au Luxem-

bourg, dès le mois d'août, un recul de la production sidérurgique, particulièrement sensible aux influences étrangères. Il y a ensuite les dévaluations monétaires exercant une répercussion sur les prix, tant à l'importation qu'à l'exportation. Enfin, en octobre, se produisit la formation de la préunion des pays de Benelux, comportant une libération progressive de leurs échanges. Ce dernier événement ainsi que l'orientation baissière des prix déterminèrent le Gouvernement luxembourgeois à poursuivre la libération de l'économie. Il alla si loin dans cette voie qu'à la fin de 1949, il ne restait plus que quelques produits alimentaires et quelques produits industriels, dont les prix étaient réglementés. Le rôle de l'Administration ne consistait plus qu'à surveiller les prix et à réprimer éventuellement les abus; c'est ce qu'on appelle le régime de la liberté surveillée. En outre, le Gouvernement supprima les allocations compensatoires, à partir du mois de juillet.

Voyons maintenant comment s'est comporté le nouvel indice.

Evolution du nouvel indice

(Base : 1^{er} janvier 1948 = 100)

1949 Indice au 1er de chaque mois

Source: Office de Statistique.

Janvier	102,94	Juillet	111,20
Février	103,98	Août	112,65
Mars	103,04	Septembre	112,17
Avril	102,51	Octobre	110,37
Mai	102,62	Novembre	109,87
Juin	102,82	Décembre	110,83
	1	•	

Moyenne 107,08

Les chiffres ci-dessus révèlent une certaine stabilité de l'indice jusqu'au 1er juillet, date à laquelle se produisit la suppression des allocations compensatoires, qui fut suivie d'une hausse brusque de l'index. Cette hausse s'accentua quelque peu pendant les deux mois suivants pour s'atténuer en octobre et en novembre et subir, à nouveau, une légère hausse en décembre. En examinant séparément chacune des composantes de l'index, l'on observe des baisses dans le secteur alimentaire où elles affectèrent surtout le pain, le saucisson, le saindoux, la margarine, les œufs, les légumes secs, l'huile, les pâtes alimentaires; des baisses sont également à noter en ce qui concerne les produits textiles et les combustibles. Par contre, une série de produits subirent des hausses à la suite de la suppression des allocations compensatoires, tels que le beurre, la viande de porc. Il est curieux de noter que le prix de la viande de veau, après avoir été placé sous le régime du « prix normal », a subi une augmentation d'environ 50 % par rapport aux prix réglementés antérieurs. La hausse des prix du café est un phénomène international. Il en est de même du prix de la laine. Les prix de la plupart des autres produits sont restés inchangés; mais, en général, il convient de signaler que la tendance générale à la baisse a été assez lente à se produire et a été fort atténuée au Luxembourg. D'aucuns l'expliquent par le fait que la demande reste relativement forte et très attachée à ses sources habituelles d'approvisionnement; le pouvoir d'achat demeure élevé, ce qui n'est guère de nature à développer l'esprit de concurrence chez les commerçants et à favoriser la baisse des prix.

* * *

Nous limiterons aux constatations et observations qui précèdent, notre étude sur l'évolution économique du Grand-Duché depuis la Libération.

Elle nous a montré, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre, que le Luxembourg figure dans la catégorie des pays à salaires élevés et que la « sécurité sociale » dont jouissaient, dès avant la guerre, les travailleurs, est non seulement rétablie, mais qu'elle a encore été développée, ce qui est encourageant et réconfortant.

L'augmentation des salaires a eu pour conséquence d'accroître relativement le pouvoir d'achat des travailleurs et d'améliorer progressivement leur niveau de vie, malgré le renchérissement général. Il est un fait cependant que la hausse continue des salaires constitue une charge fort lourde pour certains secteurs économiques, notamment celui des industries moyennes et de l'artisanat.

Quant aux prix, nous avons constaté que, depuis la Libération, ils restaient nettement orientés à la hausse, suivant ainsi, avec de légers écarts, la courbe des prix belges.

La hausse du coût de la vie qui en est résultée est supportée plus facilement par ceux dont les rémunérations sont ajustées aux fluctuations de l'index que par ceux dont les ressources ne s'adaptent point ou très faiblement seulement à la hausse des prix. Il en est ainsi des petits rentiers et de la plupart des propriétaires d'immeubles.

En tout état de cause, prix, salaires et coût de la vie constituent pour un pays d'exportation, tel le Luxembourg, un problème d'une importance vitale, surtout à un moment où la lutte est devenue particulièrement âpre et intense pour la conquête de nouveaux débouchés.

La solution de ce problème dépendra, non seulement du bon sens et de la sagesse des travailleurs, mais également des facultés d'adaptation des chefs d'entreprises, aux conditions si mouvantes de la conjoncture mondiale.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

N. B. — Le schéma des rubriques ci-après, sous lesquelles sont groupés les textes législatifs, avait été établi immédiatement après la libération. Depuis lors, la rubrique « Législation relative au rationnement et au ravitaillement » a pratiquement perdu ses raisons d'être.

Nous l'avons remplacée, à partir du Bulletin de janvier 1950, par une rubrique « Législation sociale », les textes législatifs en cette matière étant fort nombreux.

Aucun autre changement n'a été apporté au classement, sinon que, dorénavant, les lois budgétaires seront mentionnées à la rubrique II.

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes: I. — Législation économique générale

II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), legislation monétaire, bancaire et financière

III. — Législation agricole

IV. - Législation industrielle

V. — Législation du travail

VI. — Législation relative au commerce intérieur

VII. — Législation relative au commerce extérieur

VIII. — Législation des transports

IX. — Législation relative aux prix et aux salaires

X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)

XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I - LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté du Régent du 20 février 1950

modifiant le Code et le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur, 25 février 1950, p. 1265).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté du Régent du 25 janvier 1950

fixant, pour l'exercice 1950, la majoration de la dotation de base prévue par l'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Erratum (Moniteur, 3 février 1950, p. 750).

Arrêté du Régent du 27 janvier 1950

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur, 19 février 1950, p. 1082).

Le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est fixé à onze milliards de francs.

Arrêté du Régent du 10 février 1950

relatif à l'échange des certificats de Trésorerie 3 1/2 p. c. de 1944 à dix ans, émis avec jouissance du 15 avril 1944 (Moniteur, 24 février 1950, p. 1223).

Arrêté du Régent du 18 février 1950

déterminant les modalités d'octroi des avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés et des crédits de restauration com-

plémentaires à ces avances (arrêté n° 1) (Moniteur, 22 février 1950, p. 1153).

Arrêté ministériel du 24 février 1950

relatif à un emprunt de 650 millions de francs à contracter sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (Moniteur, 27-28 février 1950, p. 1367).

· III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté du Régent du 20 janvier 1950

modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1938 instituant un Office national du Lait et de ses dérivés (Moniteur, 25 février 1950, p. 1289).

Arrêté du Régent du 17 février 1950

portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste aviaire et aux pseudo-pestes aviaires (Moniteur, 20-21 février 1950, p. 1104).

Arrêté ministériel du 18 février 1950

portant réglementation de la vaccination contre la peste et les pseudo-pestes aviaires (Moniteur, 20-21 février 1950, p. 1107).

IV - LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté du Régent du 26 janvier 1950

Mines de houille. — Concessions de l' « Agrappe-Escouffiaux » et de « Hornu et Wasmes et de Buisson ». — Acquisition et réunion (Moniteur, 26 février 1950, p. 1322).

Arrêté ministériel du 28 janvier 1950

abrogeant l'arrêté ministériel du 15 juillet 1948, relatif au taux de blutage dans les moulins à façon (Moniteur, 24 février 1950, p. 1235).

Loi du 14 février 1950

modifiant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages, ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière (Moniteur, 17 février 1950, p. 1002).

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté du Régent du 10 janvier 1950

rendant obligatoire la décision prise le 4 octobre 1949 par la Commission paritaire de l'Industrie de la Chaux et des Pierres calcaires non taillées des Régions de Charleroi, Namur et Liège (Moniteur, 2 février 1950, p. 721).

Arrêté ministériel du 6 février 1950

Loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés. — Fixation du salaire fictif afférent aux journées de chômage assimilées à des journées de travail (Moniteur, 20-21 février 1950, p. 1103).

Arrêté ministériel du 8 février 1950

pris en exécution de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 instituant un Fonds de sécurité d'existence pour les travailleurs de la construction (Moniteur, 24 février 1950, p. 1238).

Arrêté ministériel du 9 février 1950

modifiant les périodes de référence fixées pour la reconnaissance et pour la revision de l'admissibilité aux allocations de chômage des femmes mariées, dont les revenus professionnels ne constituent pas la principale ressource du ménage. — Industrie de la fabrication des sacs de jute à Anvers (Moniteur, 18 février 1950, p. 1044).

Arrêté ministériel du 9 février 1950

modifiant les périodes de référence fixées pour la reconnaissance et pour la revision de l'admissibilité aux allocations de chômage des femmes mariées, dont les revenus professionnels ne constituent pas la principale ressource du ménage. — Industrie du vêtement et de la confection (Moniteur, 18 février 1950, p. 1045).

Arrêté ministériel du 9 février 1950

modifiant les périodes de référence fixées pour la reconnaissance et pour la revision de l'admissibilité aux allocations de chômage des femmes mariées, dont les revenus professionnels ne constituent pas la principale ressource du ménage. — Industrie diamantaire (Moniteur, 18 février 1950, p. 1046).

Arrêté du Régent du 20 février 1950

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la construction, en date du 27 octobre 1949 (Moniteur, 24 février 1950, p. 1237).

VI - LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté ministériel du 10 décembre 1949

complétant l'arrêté ministériel du 24 janvier 1946, relatif au commerce des céréales, produits de céréales, légumes secs et aliments du bétail. — Erratum (Moniteur, 1° février 1950, p. 702).

Arrêté du Régent du 25 janvier 1950

portant dérogation à l'arrêté du Régent du 23 janvier 1948 relatif à la déclaration de stock et au remboursement de certaines interventions gouvernementales en matière de ravitaillement (Moniteur, 15 février 1950, p. 941).

Arrêté ministériel du 8 février 1950

portant interdiction de l'exposition en vente de volailles aux foires et marchés (Moniteur, 11 février 1950, p. 867).

Arrêté ministériel du 10 février 1950

abrogeant l'arrêté ministériel du 15 mars 1948, portant réglementation de la distribution des combustibles (Moniteur, 16 février 1950, p. 970).

Arrêté du Régent du 16 février 1950

abrogeant les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté du Régent du 31 août 1945, mettant fin à la validité temporaire des arrêtés des 18 octobre, 16 novembre et 31 décembre 1940, relatifs à la police du commerce (Moniteur, 24 février 1950, p. 1229).

Arrêté du Régent du 17 février 1950

relatif à la livraison des aliments pour volailles (Moniteur, 20-21 février 1950, p. 1104).

VIII - LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 28 janvier 1950

modifiant, en ce qui concerne la traverse de Gand et la Lys, l'arrêté ministériel du 5 avril 1947 portant modification des dispositions générales et spéciales relatives à la manœuvre des ponts mobiles et des écluses (Moniteur, 23 février 1950, p. 1203).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté du Régent du 10 janvier 1950

rendant obligatoire la décision prise le 4 octobre 1949 par la Commission paritaire de l'Industrie de la Chaux et des Pierres calcaires non taillées des Régions de Charleroi, Namur et Liège (Moniteur, 2 février 1950, p. 721).

Arrêté ministériel du 20 janvier 1950

modifiant l'arrêté ministériel du 28 septembre 1949 fixant les prix de vente maxima aux consommateurs de charbons et agglomérés de houille et de lignite (Moniteur, 2 février 1950, p. 719).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1950

modifiant l'arrêté ministériel du 28 septembre 1949 fixant les prix de vente maxima des charbons et agglomérés de houille et de lignite au départ des charbonnages ou des fabriques d'agglomérés (Moniteur, 2 février 1950, p. 721).

Arrêté ministériel du 3 février 1950

plaçant sous le régime du prix normal les briques et tout autre produit en terre cuite, les croix et fleurs en céramique et le tuffeau de calcaire (Moniteur, 6-7 février 1950, p. 609).

Arrêté ministériel du 14 février 1950

plaçant le papier journal sous le régime du prix normal (Moniteur, 24 février 1950, p. 1231).

Arrêté ministériel du 14 février 1950

abrogeant la réglementation relative au papier journal et au papier hélio (Moniteur, 24 février 1950, p. 1232).

Arrêté ministériel du 14 février 1950

plaçant sous le régime du prix normal le carbonate de soude et la soude caustique (Moniteur, 24 février 1950, p. 1232).

Arrêté ministériel du 15 février 1950

plaçant sous le régime du prix normal les engrais phosphatés et composés (Moniteur, 24 février 1950, p. 1233).

Arrêté ministériel du 17 février 1950

plaçant le riz et la viande bovine congelée sous le régime du prix normal (Moniteur, 26 février 1950, p. 1325).

X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Loi du 22 décembre 1949

complétant l'article 24 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948. — Erratum (Moniteur, 3 février 1950, p. 742).

Arrêté du Régent du 26 janvier 1950 relatif au retrait d'une allocation compensatoire à

certaines catégories de personnes (Moniteur, 4 février 1950, p. 774).

Arrêté ministériel du 8 février 1950

pris en exécution de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 instituant un Fonds de sécurité d'existence pour les travailleurs de la construction (Moniteur, 24 février 1950, p. 1238).

XI - LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté du Régent du 18 février 1950

déterminant les modalités d'octroi des avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés et des crédits de restauration complémentaires à ces avances (arrêté n° 1) (Moniteur, 22 février 1950, p. 1157).

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

			Т	AUX OF	iciels d	B LA B	anque N	ATIONALE	DE BELO	31QUE			Call-	Money
			Esc	ompte				P	rêts et av	ances su	• •			
ÉPOQUES	banques documen ceptés p ment v	tions de et effets taires ac- oréalable- isés par N. B.	Traites a	cceptées	acceptées	SSSS	tificats mum 120 jours courir	tificats simum 8 mois courir	icats um 12 mois urir	icats 12 mois	% 5 ans (1941) m. des créances s sur l'étranger	ts publics	compensation	compensation
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import, de marchandises (2)	domici- liées en banque	non domici- liées en banque	Traites non	Promesses	Certificats ayant maximum l a courir	Certificats ayant maximum à courir	Certificats ayant maximum a courir	Certificats à plus de 12	Certificats 3 ½ % 6 ot certif. en reglem, financières belges su	Autres effets publics	En chambre de	Нога сош
1948 Moyenne annuelle 1949 Moyenne annuelle	3,— 2,88	3,50 3,44	3,50 3,44	3,75 3,69	4,50 4,50	5,— 5,—	2,— 2,—	2,1875 2,1875	2,375 2,375	5,— 5,—	5,— 5,—	5, <u>—</u> 5,—	1,25 1,23	1,25 1,25
1948 Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre (à partir du 6) Novembre Décembre 1950 Janvier Février	3,— 3,— 3,— 3,— 3,— 3,— 3,—	3,50 3,50 3,50 3,50 3,50 3,50 3,50 3,50	3,50 3,50 3,50 3,50 3,50 3,50 3,50 3,50	3,75 3,75 3,75 3,75 3,75 3,75 3,75 3,75	4,50 4,50 4,50 4,50 4,50 4,50 4,50 4,50	5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	222222222222222222222222222222222222222	2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875 2,1875	2,375 2,375 2,376 2,376 2,376 2,376 2,376 2,375 2,375 2,375 2,375 2,375 2,375 2,375	5,— 5,— 5,— 5,— 5,— 5,— 5,— 5,— 5,— 5,—	5, — — — — — 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	5.—	3)1,25 3)1,25	1,25 1,25 1,25 1,25 1,25 1,25 1,25 1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Traites acceptées domiciliées en banque; traites acceptées ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Moyenne des taux journaliers du mois.

(*) Quotité de l'avance en février 1950 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Autres effets publics	80 %
Obligations décennales (1940-1950)	90 % 90 % 90 %	Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5 ans (arrêté du 25 octo- bre 1941). Certificats de trésorerie émis en règlement de créances	
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947) Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947) Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948) Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 % 90 %	financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 févr. 1942). Quotité de l'avance consentie uniquement dans les cas spéciaux admis par la Banque Nationale de Belgique	

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

ÉPOQUES		Banques	Comptes de	dépôts à (*)	Caisse (d	Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie			
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	Comptes de dépôts à 1 an et plus
Moyennes annuelles :						1			
1948	0.50	0.85	1,10	1,40	1,75	3	1,50	0.50	2,50
1949	0,50	0.85	1,10	1,40	1,75	3,— 3,—	1,50	0,50	2,50
	-	,	,		,	1		1	
Moyennes mensuelles :		1		i .		ľ	1		
1948 Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1.75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0.85	1,10	1,40	1.75	3,—	1.50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1.75	3,—	1.50	0.50	2,50
Mai	0.50	0.85	1,10	1,40	1,75	3,	1,50	0.50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0.50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1.50	0.50	2,50
Août	0,50	0.85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0.50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3.—	1,50	0.50	2,50
Octobre	0.50	0.85	1,10	1,40	1,75	3,	1.50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1.75	3,	1,50	0.50	2,50
1950 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,	1.50	0.50	2,50

2

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I - COURS DES METAUX PRECIEUX

		0	R			ARC	SENT	
			Вов	IBAY			Вол	MBAY
PÉRIODES	LONDRES . En sh. et d. par oz. fin	New-York En dollars par oz. fin	En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin	Londres En d. par oz. fin	New-York En cents par oz. fin	En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2 172/3 248/0	35 35 35	112.14 113. 4	451/6 453/0	(1) 20,06 42,50 64,00	42,75 70,— 73,25	179. 0 171. 2	86 82
Moyennes mensuelles : 1948 Décembre	172/3 172/3 172/3 172/3 172/3 172/3 172/3 172/3 172/3 248/0 248/0	35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35	113. 2 114. 5 117.13 112.10 111.15 116.15 117. 8 113. 5 114. 5 113. 0 116.10	452/6 459/9 471/3 450/6 447/9 467/9 470/0 453/3 457/3 455/0 466/6 469/6	42,50 42,50 43,50 43,50 43,50 43,50 43,50 43,72 44,50 62,69 63,89	70,— 70,— 70,80 71,50 71,50 71,50 71,50 71,50 71,50 71,50 73,25 73,25 73,25	178. 4 181. 2 186. 15 183. 9 177. 0 182. 15 186. 15 168. 8 161. 15 158. 12 166. 15 167. 10	85 87 90 88 85 88 89 79 78 76 80 80
Novembre. Décembre 1950 Janvier Février	248/0 248/0	35 35 35 35	114. 8 113.15 114. 1 116. 1	458/0 455/9 456/3 464/3	64,00 64,00 64,00 64,00	73,25 73,25 73,25 73,25	168. 6 171. 7 177. 7 182.11	81 82 85 88

⁽¹⁾ Cotation par oz. stand.

II - COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 28 FEVRIER 1950

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté nº 6 pris à Londres le 1er mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, nº 22)

(en francs belges)

		Tran	sferts	Billets		
DEVISES	Cours contractuel ou moyen	Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur	
livre sterling	140,—	139,90	140,10	139,35	141,	
dollar canadien	45,4545	45,40	45,50	45,—	46,—	
00 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,	1.310,—	1.325,	
couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75	
00 france congolais	_	100,	100,—	-	_	
00 francs luxembourgeois		100,—	100,—	_		
couronne danoise	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30	
oouronne norvégienne	7,	6,98	7,02	6,95	7,05	
00 escudos	173,913	173,—	174,80	172,—	175,80	
00 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30	99,—	101,	

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles (en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.
Moyenne du 18 novembre au 30 novembre 1949	1.160,60	
Moyennes mensuelles : 1949 Décembre	1.164,13 1.163,48 1.163,45	49,97 49,97 49,99

10

N. B. - 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

I - COURS COMPARES DE QUELQUES FONDS PUBLICS

				Cours au		
DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	3 novembre 1949	ler décemb. 1949	3 janvier 1950	l ^{er} février 1950	ler mars 1950
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à vonifier). Dette 2 ½ % Dette 3 ½ %, 2º série Dette 3 ½ %, 1937 Dette 13 ½ %, 1943 (I) Dette unifiée 4 % Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2) Obligations décennales (1940-1950), 4 %, 1re série Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942 Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942 Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 ½ %, 1944 Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 ½ %, 1944 Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2). Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2). Emprunts à lots 1933, 4 % Emprunts à lots 1938, 4 % Emprunts à lots 1938, 4 % Emprunts à lots 1931 (3 % jusqu'en 1946; 3 ½ % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	100,— 100,— 100,— 100,— 100,— 1.050,—	56,76 88,35 78,35 77,05 88,90 86,40 100,55 103,10 97,10 99,45 100,40 1.03,94 1.09,45	56,80 88,35 78,30 77,45 89,10 86,65 100,60 104,05 102,90 97,05 99,60 100,45 1.040,— 491,— 887,—	56,85 88,50 78,55 78,10 89,60 88,— 100,80 104,25 102,90 97,30 99,80 100,70 1.045,— 496,—	56,85 88,50 79,— 78,70 89,80 88,30 100,90 104,20 102,70 97,20 99,75 100,65 1.051,— 922,—	57,20 88,55 79,15 90,55 88,85 100,65 104,20 102,80 97,40 99,70 100,65 1.056,97 499,99
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Interêts à bonifier). Dommages de guerre à lots 1923, 4 % Emprunt de la Reconstr. 1ºe tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2) Emprunt de la Reconstr. 2ºe tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2) Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1). Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1). Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (4) Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 ½ %, 1943	500,— 500,—	506,— 1.004,— 1.005,— 581,— 574,— 467,— 65,15 76,55	505,— 1.004,— 1.006,— 581,— 574,— 468,— 65,20 77,65	508,— 1.005,— 1.009,— 586,— 578;— 467,— 65,65 79,30	511,— 1.005,— 1.009,— 584,— 583,— 468,— 66,10 80,25	508,— 1.001,— 1.007,— 581,— 581,— 467,— 66,25 81,25
III. — Dette directe de la colonie. Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 Intérêts à bonifier : Dette coloniale 1904, 3 % (I) Dette coloniale 1936, 4 % Public coloniale 1937, 3 ½ %	100.—	228,— 72,80 87,75 78,85	232,— 72,80 87,85 78,85	235,— 72,75 88,10 78,85	237,— 72,75 88,70 79,—	238,— 72,75 89,10 79,—

- (*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

 (1) Titres créés après le 6 octobre 1944 et pour lesquels une opération est en cours depuis cette date.

 (2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

 (3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

 (4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

II - INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15	Source: Institut Nation	al de	Statistique.												
	DATES	Indice général	usurances, banques; r. à portef. tr. immobil., pothécaires	Framways, mins de fer n. et vicinaux usts d'entr. tramways d'électricité	ropr. de gaz d'électricité	Industries callurgiques	Zincs, plombs et mines Produits	arbonnages fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la nestruction	Industries textiles t soieries	Intreprises	imentation	Diverses

Indices par rapport aux cours du mois précédent

1950 ler février	101	101	107	99	102	102	101	103	98	98	109	104	101	109	100	102	102
	101	100	98	99	99	101	99	99	99	103	92	90	97	97	103	100	101
		100	"	30		101	1 00	""	"	100	. "	1 00	, ,,	. "	100	100	10,

Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100

1949 4 janvier ler février ler mars ler avril 2 mai ler juin ler juillet ler août ler soptembre 3 octobro 3 novembre ler décembre 1950 3 janvier ler février ler mars	154 150 146 141 141 146 147 163 162 164 165 169	125 139 134 129 130 129 135 135 151 150 152 156 160	111 116 119 114 108 107 102 100 112 109 109 111 113.	68 71 73 71 73 74 76 77 77 78 76 76 72	68 73 71 67 66 68 72 73 80 77 81 81 83 83	95 105 104 103 109 121 128 143 135 145 144 145	168 176 177 175 164 165 164 183 179 173 165 171	131 139 134 127 126 128 122 124 133 135 130 130	146 159 153 150 142 139 142 138 155 154 158 155	126 131 130 131 123 121 136 132 152 150 161 174 179	78 81 78 72 66 64 68 69 82 85 84 85 91	121 124 120 112 101 100 102 126 127 123 136 166 173	165 183 184 174 166 164 168 164 190 191 209 220 222 215	182 210 205 197 185 184 185 182 199 198 197 207 212 231	251 267 256 246 238 244 248 273 277 278 281 284 284 293	119 123 123 117 114 108 112 114 128 130 133 136 139 142	133 148 145 142 134 133 137 138 154 157 167 160 160
ler mars		161	1119	71 70	85 84	148	172 171	134	154 153	176 181	99 91	173 156	222 215	231 224	285 293	142 142	163 164

15

16

III - MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source: Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Nombro	Obligations	de sociétés	Acti	ions	То	tal
de séances	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traitée (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de france)
248 244	199	176 173	5.904 9.629	6.003 8.119	6.103 9.818	6.179 8.292
23 20 20	16 19 16	14 17 15	562 745 988	484 616 833	578 763 1.004	499 633 848
23 19 20 21	14 13 15	15 12 12 14	457 541 580	384 449 521	471 554 595	610 396 461 535
19 22 2 0	15 15	11 14 14	890 1.260	790 1.074	905 1.275	444 804 1.088 833
18 21 21	18 16 18	17	875 1.156 1.411	727 880 975	893 1.172 1.429	744 895 993 835
	248 244 23	Nombre de séances Nombre de séances Milliers de titres	Milliers de titres	Nombre de séances Milliers de titres Capitaux traités (millions de francs) Milliers de titres	Nombre de séances Milliers de titres Capitaux traitée (millions de francs) Milliers de titres Capitaux traitée (millions de francs)	Nombre de séances

IV -- COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

												
	-				Types do	MINANTS						ciétés
			Cours					kendement au cours seule	ement)		Types	divers
DATES	I	11	Ш	IV	7	I	II	III	II	7		
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entrey industret et comm	rielles	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entrej industi et comm	rielles	Valeur boursière moyenne	Rende- ment net moyen
	4 %	4 %	4 %(1)	4 % (1)	41/2%(1)	4 %	4 %	4 %(1)	4 %(1)	41/2%(1)	(1)	(1)
1949 4 janvier	85,—	88,70	86,94	83,40	92,04	4,71	4,51	4,60	4,80	4,89	89,75	4,86
ler février	85,	88,40	87,14	84,50	93,54	4,71	4,52	4,60	4,73	4,81	91,27	4,79
ler mars	85,30	88,35	87,42	86,02	94,11	4,69	4,53	4,58	4,65	4,78	91,84	4,76
l ^{er} avril	85,85	88,30	87,70	85,53 85,08	93,87	4,66 4,65	4,53 4,53	4,57 4,54	4,67 4,70	4,79 4,78	91,63 91,66	4,77 4,77
2 mai	86,05 86,50	88,25 88,15	88,17 88,70	84,80	94,12 93,83	4,62	4,54	4,51	4,71	4,79	91,52	4,78
ler juillet	86,95	87,95	89,17	85,65	93,92	4,60	4,55	4,49	4,67	4,79	91,96	4,76
ler soût	87,35	88.—	89,52	86,02	94,91	4,58	4,54	4,47	4,65	4,74	92,68	4,72
ler septembre	87,95	87,90	90,08	86,22	95,33	4,55	4,55	4,44	4,64	4,72	93,03	4,70
3 octobre	88,60	87,90	90,57	87,03	96,12	4,51	4,55	4,42	4,60	4,68	93,56	4,68
3 novembre	88,90	87,75	90,60	87,48	96,56	4,50	4,56	4,42	4,57	4,66	94,—	4,65
ler décembre	89,10	87,85	90,67	88,82	95,93	4,49	4,55	4,41	4,50	4,69	93,96	4,65
1950 3 janvier	89,60	88,10	91,10	88,91	96,90	4,46	4,54	4,39	4,50	4,64	94,70 p 96,10	4,62 p 4,62
ler février	89,80 90,55	88,70 89,10	p 90,— p 90,72	p 90,47 p 90,75	p 97,62 p 97,84	4,45 4,42	4,51 4,49	p 4,44 p 4,41	p 4,42 p 4,41	p 4,61 p 4,60	p 96,10 p 96,42	p 4,62 p 4,61
ler mars	90,55	09,10	p 80,12	P 00,15	P 31,04	7,42	1,40	P 4,41	P =,=1	P =,00	F 55,12	Jr -, 01

N. B. — Méthode d'établissement: voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187. (1) Les chiffres ont été rectifiés, de février 1949 à janvier 1950, d'après les calculs détaillés effectués au 3 janvier 1950.

V — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

Source: Institut National de Statistique.

17

		C	ONSTITUTION	s de société	is				ONS DE CAP	
· PÉRIODES		es et en com par actions	mandite	de person	nes à respoi limitée	nsabilité	(Soci (Sociétés	étés en com	mandite par	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augment, nominale	Montant libéré sur valeur nominale
1947	1.366 1.474 1.274	1.377.114 3.047.835 2.276.205	2.410.965	1.553 1.299 976		459.852		14.334.206	25.222.574	6.022.826 24.493.817 8.363.713
1948 Octobre	121 122 181 106	122.418 167.452 541.936 262.049	228.568 484.111	93 71 126 111	26.463 23.793 53.788 37.218		58 64 182 44	1.918.723	3.275.659 5.796.004	1.403.939 3.269.037 5.637.482 423.472
Février Mars Avril Mai	104 136 100 77	161.675 224.120 90.060 59.850	80.861 55.079	102 114 81 45	36.772 39.589 42.350 16.855	35.980 37.986 40.733 15.813	43 81 63 81	182.669 666.472 758.735 818.410	297.464 818.518 1.136.969 888.503	812.554 1.130.319 859.735
Juin Juillet Août Septembre Octobre	117 103 82 81 110	207 .497 171 .345 179 .427 105 .497 331 .351		91 73 53 62 67	19.100 16.540 14.950 12.652 21.039	15.912 14.329 11.738	74 49 30 43 50		652.362	1.125.116 517.399 139.434 221.890 356.910
NovembreDécembre	88 170	145.932 337.402	105.801 312.917	56 121	21.719 36.007	12.139 33.83 5	56 161		1.387.774	1.377.144 1.121.301

	емів: р'овыс	SIONS FATIONS	Ensemble des émissions	Primes		ations en espèces	Émissions
PÉRIODES	Nombre	Montant nominal	Montant nominal	D'ÉMISSION (1)	Apports en nature (2)	Incorporation de réserves au capital (3)	nettes (4)
947	56 47 30 1 2 2 2 3 3 1 8 1 2 2 1 5	2.241.700 2.265.280 1.244.060 10.000 125.000 453.000 135.000 280.000 20.000 	10.755.980 31.016.209 12.476.042 1.732.781 3.591.904 6.754.728 860.769 775.911 1.102.227 1.269.379 1.080.208 1.361.951 1.341.207 345.201 355.563 853.893 1.546.425 1.583.308	47.079 92.822 3.839 92.250 42 250 770 200 160 1.264 753 225 467	1.156.511 2.090.440 1.658.586 191.643 100.052 482.612 127.915 97.481 154.038 90.378 53.146 128.149 74.841 126.454 104.312 285.472 118.930 297.470	3.559.775 22.808.994 7.116.851 1.224.285 3.169.767 5.386.983 342.694 213.837 752.495 1.109.658 792.567 776.025 349.048 99.495 168.233 241.608 1.324.765 946.426	5.261.181 4.823.302 2.981.576 199.069 876.143 758.646 327.316 390.417 152.859 51.877 200.114 890.256 716.888 88.542 59.149 286.820 51.614 265.724

⁽¹⁾ Non comprises dans les montants libérés.
(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.
(3) Comprises dans les augmentations de capital.
(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES Détail des émissions

Source: Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

NOVEMBRE 1949

RUBRIQUES	e	Const anonyn et en comm par actic	andite		de person responsa limité	nnes bilité	Æ	(sociét (sociétés pa (société	ctions de c és anonym en comma ir actions) s de persor isabilité lin	es) ndite mes		SIONS GATIONS	es d'émission dans les montants libérés)	Appo	rts en na tutions ciétés		de réserves lans les de capital)	(80 (50 d	sol. DE so ociétés an ciétés en c dite par a ciétés de p à response limité	onymes) comman- ctions) personnes abilité	RÉDUO- TIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Ē	Montant nominal	Montaut libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Mond momi	I E A	Prim comprises	anonymes et en commandito par actions	de personnes à responsabilité limitée	Augmen- tations de capital	Incorporations (comprises of augmentations	bre t	quida- tions Montant	Fusions Montant	responsab. limitée) 24 Montant
Banques Assurances Opérations financières et immobil. Commerce de détail Comm de gros et comm. extérieur Fabrications métalliques Métallurgie du fer Métallurgie du fer Métallurgie du fer Industrie taxtile Industries alimentaires Industrie du bois Industrie chimique Industrie du verre Electricité. Gaz Eau Cuir Papier et imprimerie Transport Tourisme Intermédiaires Déchets et matières de récupération Constructions Charbons Terre cuite Ciment et industries connexes Carrières Chaux Industrie du tabac Industrie du diamant Editions, librairies, presse Films, théâtres, attractions Artisanat Agric., hortic., pêche, élevage Divers non dénommés	3 6 6 24 11 1 2 2 8 8 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	2.175 24.100 19.570 42.200 900 500 3.000 385 7.169 360 20.000 1.278 3.200 90 18.000	100 825 — 1.540	13		676 1.370 875	5 1 3 -1 -2 4 11 -2 1 2 1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -	2.000 7.802 3.000 10.450 39.660 150.000 19.450 5.250 66.000 1.0675 500 1.060 238.354 2.734 4.500 1.000 1.000 7.000	7.554 7.000 9.825 35.590 150.000 400.000 84.050 65.161 350 3.550 334.000 77.350 1.000 1.440 31.646 18.566 4.500 108.000 1.1192 4.000	9 825 35.950 150.000 400.000 84.050 65.161 350 3.550			225		-	1.565 	7.000 9.011 35.790 150.000 400.000 83.350 63.598 	1 1 2 1 2 1 2 2 1		1 25.000	1 990

⁽¹⁾ Coopératives: 8 sociétés constituées au capital minimum de 835.000 francs; 8 sociétés dissoutes au capital minimum de 1.303.500 francs.

V -- EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Détail des émissions

Source: Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

DECEMBRE 1949

RUBRIQUES	et	anonyr en comi par act	mandite	de pers à respon limit	onnes sabilité		(société sociétés e par (sociétés	ions de c s anonyme n comman r actions) de perso sabilité lim	es) dite nues	,	Emissio d'obligat		s d'émission s dans les montants libérés)		rts en n utions siétés	ature	de réserves dans les de capital)	(8C	ssol. De soci sociétés anor ociétés en ce dite par ac ociétés de pe à responsab limitée)	nymes) omman- tions) rsonnes ilité	RÉDU TIONS CAPIT. (société anonyn (société comma par acti (société Dersonn	DE tés mes) s en and, ions)
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Montan	sur	Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion	Primes (non comprises	unonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	tations de capital	Incorporations (comprises e augmentations	2	iquida- tions F Q Montant SON	usions Montant	respons limité	sab.
Banques Assurances Opérations financières et immobilières. Commerce de détail Commerce de gros et commerce extérieur Fabrications métalliques Métallurgie du fer Industrie chimique Industrie du verre Electricité Gaz Eau Cuir Papier et imprimerie Transport Tourisme Intermédiaires Déchets et matières de récupération Constructions Charbons Terre cuite Ciment et industries connexes Carrières Chaux Industrie du tabae Industrie du tabae Industrie du diamant Editions, librairies, presse Films, théâtres, attractions Artisanat Agriculture, horticulture, pêche, élevage Divers non dénommés	1 8 10 17 17 17 17 17 17 17	17.900 200 30.440 8.820 3.800 4.010 100 - 7.001 41.500 600 4.720 300 - 22.150 - 1.000 - 4.000 - 2.325 7500 2.903 6.750 2.700	100 111.492 1.625 49.760 17.100 200 200 29.640 8.380 2.930 3.182 100 — 7.001 41.391 500 3.754 300 — 10.574 — 1.000 — 800 — 500 2.663 6.750 2.700	2 370 4 676 5 1 1.60 2 350 4 650 4 650 1 1.60 2 350 4 340 1 1.60 	2 . 860 5 . 505 1 . 640 1 . 904 1 0 . 900 5 00 3 503 5 250 	8 151 21 6 3 18 9 1 10 2 2 3 5 4 3 7 1 2 1 2 1 2 2 2 8	10.000 18.460 54.747 690 100.525 47.497 10.900 93.765 77.950 115.573 2.000 274.000 31.260 11.300	14.540 49.708 3.815 83.325 59.433 24.150 18.735 166.000 215.187 4.000 173.160 42.325	10.000 8.940 42.558 3.815 81.425 57.011 24.150 5.535 165.500 215.187 4.000 173.160 14.740 42.325	3	17.100 		467	8.200 — 77.632 643 35.306 15.344 200 — 25.379 7.051 2.490 2.655 — 6.951 41.342 315 3.305 294 — 2.572 — — — — — — — — — — — — — — — — — — —		85 7.300 735 — 17.255 490 — 75 — — 200 200 — 1.600 — — 3.200	50.517 24.036 2.235 142.850 209.197 4.000 130.137 14.740 42.250 ————————————————————————————————————	84 5 65 5 5 6 1 2 2 4 4 3 3 3 1 4 1 2 2 4 4 2 4	16.400 — 19.020 — 900 2 16.873 — 1.000 — 11.365 — 1.790 — 1.000 — 5.300 — 600 — 19.270 — 1.400 — 250 — 600 — 19.270 — 1.400 — 250 — 103 1 — 1.000 — 21.000 — 291 — 6.750 — 1.650 —	500 	2 3 1 1	

⁽¹⁾ Coopératives: 12 sociétés constituées au capital minimum de 52.670.000 francs; 11 sociétés dissoutes au capital minimum de 345.700 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source: Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

		Const	TTUTIONS	DE	SOCIÉT	ÉS .			MENTATIO E CAPITAL					ibérés)	Libér	ATIONS	Disso		
		anonyr et ei comman par act	n idite	ŀ	e person à sponsal limité	bilité		(société (société	és anony s en comm r actions	nes) and.		Emission Obligati		Montants I	AUT QU' ESPÎ	EN	ons	8 0	CAPITAL
CLASSIFI- CATION	Nombre	Montant nominal	Montant libéré r valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré r valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion	Primes d'anssion non comprises dans les montants libérés)	Apports en nature (1)	Incorporations de réserves au capital (2)	Liquidations	Fusions	Réduction de Montant
•		Mo	M		Mo	Bur		0	7	»m		Mc	90	uou)	Api	I s	Mont	ant	
					1 -	– Sel	lor	ı le liet	ı où s'e	exerce l	eu	r activ	rité			N	OVEM	BRE	1949
Belgique	85	87.932	78.801	56	12.719	12.139	5	4 749.51	1 1.375.77	4 1 . 371 . 54	4 -	1 -	-	225	99.680	1.324.765	25.793	25.000	1.046
Belgique et étrang. Congo Belge	3	58.000	27.000		_	_	-	- 2 13.00	0 12.00	0 5.60)O -] =	_	_	19.250	o =	18.000		_
Total	88	145 932	105.801		12 719	12 139		6 762.51	1 1 387.77	41.377.14	- -	 	_	225	118.930	01.324.765	43.793	25.000	1.046
10001	00	1140.002	2 —						•	tal nom			s o		nulé		• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •		
1 million et meins. de 1 à 5 millions de 5 à 10 millions de 10 à 20 millions de 20 à 50 millions de 50 à 100 millions plus de 100 millions	10 3 1	24.800 6.000 58.000	6.000 27.000	1 -		10.769 1.370 — — — — —	1 1	5 27.85 3 99.10 3 32.62 4 267.40 2 107.35	9 36.46 0 101.09	33.26 4 94.69 7 50.67 3 143.59 0 162.65	3 4 7 6 0			225 	17.678 14.416 5.950 19.250 61.639	18.557 93.094 50.677	7.000 18.000 —	_	1.046
Total	88	145.932	105.801	56			-			1 . 377 . 14			_		118 930	1.324.765			
										exerce	leu	ır acti	vité				ECEN		
Belgique		-	195.867 — 117.050	-	36.007 — —	33 . 835 — —	15	909.70 3.00 1 199.00		00 37.00	00 -	4 41.10	0	467 —	213.720	812.926 37.000 96.500	1.100	H —	16.448 — 360
Total	170	337.402	312.917	121	36.007	33 . 835	16	11.111.70	61.168.79	91.121.30	ווכ	4 41.10	0	467	297 . 47	946.426	112.044	4.100	16.808
										l nomir	ıal	émis	ou	ann	ulé				
I million et moins. de $1 \text{ à } 5 \text{ millions}$ de $5 \text{ à } 10 \text{ millions}$ de $10 \text{ à } 20 \text{ millions}$ de $20 \text{ à } 50 \text{ millions}$ de $50 \text{ à } 100 \text{ millions}$ plus de 100 millions plus de 100 millions	37 5 2 2 1	91.781 34.260 27.000 80.000	81.266 34.260 15.800	1 1 —	1.600	22.235 1.600 10.000 — — —	5	182.15 211.91 1 224.70	1 152.69 2 157.53 0 219.69 3 388.04	136.24 18 152.84 10 196.89 47 388.04	17 10 10 17	1 2.600 2 14.500 1 24.000	0 _	467		6 72.051 0 96.292 0 191.190 2 348.547	43.623 10.000 33.000	3.600	4.407 7.342 5.059 — — —
		•						•	*	91.121.30 (2) C	-			•	-	946.426			16.808

VI - EMPRUNTS

DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

VII - OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

18

20

nántopus	en	à		PÉRIODES	Dépe EXTRAGE		Dépenses ordinaires (2)			PÉRIODES	Montant d'après les droits
PÉRIODES	Belgique	l'étranger		FEMODES	Prélèvements sur comptes	Rembour- sements nets	Avances nettes			TBRIODE	d'inscription perçus
	millions de francs	millions			(milliers de fra	ncs)				milliers de frs
	'	ffr. s. 50	1	1948	2.108.506	2.089.078	2.647.018			Moyenne mens	880.012
1948	6.900	\$ U.S. 58	1	1949	1.818.541	782.096	1.960.000	l	1949	Moyenne mens	1.094.065
		fr. s. 50	l i		1			ll			ł
1949	14.590	\$ U.S. 56)	1948 Décembre	165,490	65.699	144.333	11	1948	Décembre	1,296,909
1949 Janvier	3.500	1 _ 1	IJ	1949 Janvier	123.193	130.190	111.256	1		Janvier	
Février			{	Février	125.394	47.117	134.850	H		Février	801.157
Mars		\$ U.S. 16		Mars	183.123	122.853	123.719	li		Mars	
Avril		1 1	ļΙ	Avril		60.222	71.554	i I	l	Avril	1.046.194
Mai	1.200	-	1	Mai		60.477	240.809	1 1	l .	Mai	1.175.427
Juin		fr. s. 50	IJ	Juin	78.628	41.211	146.261	, ,	J	Juin	1.148.968
Juillet				Juillet	142.581	20.745	150.907	ll	ļ	Juillet	
Août	-	-	ł j	Août	145.191	2.854	122.182	1 1	1	Août	
Septembre		I — i	ll	Septembre		175.528	129.288	li	ł	Septembre	
Octobre	8.300	-	ı	Octobre		37.369 38.577	233.985 165.998	ł	1	Novembre	
Novembre	<u> </u>	- TIS 10	i	Novembre		44.953	329.191	1 1	į	Décembre	
Décembre .	l —	\$ U.S. 40		Décembre		105.261	250.244		1950	Janvier	
1950 Janvier Février	1.500	1 - 1		Février		68.290	327.058	l 1	1.000	Février	
reviler	1.500		1	FOVIET	100.770	03.200	521.000) (.]		5101,102

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Le mouvement des remboursements sur les ouvertures de crédit pour dépenses ordinaires ne peut plus être donné en raison de la fusion de ces opérations avec celles d'autres comptes courants communaux.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

LES FINANCES PUBLIQUES

I - SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

		Dette co	onsolidée		Dette à	moyen te	rme (3)	Dette à	court te	rme (4)	Avoirs des particu-	
ÉPOQUES (fin de mois)		intérieure		exté-	inté-	exté-		inté-	exté-		liers en comptes- chèques	Dette totale (1) (6)
	directe	indi- recte	totale	rieure (1) (2)	rieure	rieure	totale	rieure	rieure (2)	totale	postaux (5)	
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259		1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1948 Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre	116.333 115.856 115.343 114.940 114.518 114.093 113.675 113.146 112.701 111.859	8.883 8.935 8.926 8.917 8.965 8.952 8.952 8.952 8.954 8.986 8.979	125.268 124.784 124.269 123.857 123 483 123 048 122 627 122.098 121.645 120.845	11.336 11.332 12.044 12.052 12.053 11.959 11.924 12.142 13.043	28.732 29.296 28.468 29.799 30.089 30.038 30.344 31.216 30.506 30.914 39.071 38.299	1.972 1.753 1.753 1.753 1.753 1.753 1.753 1.750	30.704 31.268 30.440 31.552 31.842 31.791 32.097 32.969 32.259 32.664 40.821 40.049	56.306 57.144 56.438 56.230 59.012	45 44 7 7 7 7 7 445 508 504 504	60.142 59.061 56.313 57.151 56.445 56.237 59.019 59.447 62.962 62.484 55.571 56.942	17.239 16.963 17.156 18.416 18.337 18.361 17.690 18.247 17.767 17.738 18.438	244 .172 239 .832 242 .172 242 .612 241 .901 244 .484 244 .657 247 .708 247 .603 248 .362 249 .338
Décembre 1950 Janvier Février	110.725 110 394	9 021 9 001	119.746	14 239 14 133	38.258 38.281	1.748 1.748	40 006 40.029 40.550	58.754 58.786	504 1.103 1.105	59.258 59.889	19.181 17.279	252.430

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II - SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée	Effets publics	. ~
(fin de mois)	Certificate de trésorerie	(3)	(4)	Sur l'Etat nationaux		Total
940 Mars	3.338 (1)	152	931	-	_	4.421
946 Juin Septembre Décembre	47.680 49.594 49.551	550 550 550	1.153 1.142	_	=	49.383 51.286 51.238
947 Mars	48.978 48.389 48.884	550 550 550 550	1.137 1.137	-		50.665 50.076 50.571
Décembre	50.193 50.219 49.541	550 550 550	1.137 1.137	=		51.880 51.906 51.227
Septembre	3.239 (2) 4.840 3.529		- - -	35.000	865	38.981 40.705 39.435
Juin Septembre Décembre	2.640 5.499 6.288			34 .991 34 .991	916 915	39.435 38.547 41.405 42.194

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.
(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.
(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.
(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.
(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.
(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III - RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source: Moniteur belge.

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1948		11.407 11.459	20.618 19. 7 91	54.191 55.348	=
1948 Novembre. Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre. Décembre	2.338 3.209 2.083 1.994 2.044 2.189 1.996 2.152 1.445 1.392 1.545 1.623 2.426	862 1.063 880 885 982 972 961 981 813 829 996 976 1.028 1.156	1.688 1.878 1.763 1.605 1.720 1.566 1.558 1.515 1.486 1.491 1.683 1.832 1.631	4.266 5.279 5.852 4.673 4.696 4.682 4.708 4.492 4.451 3.765 4.071 4.353 4.282 5.623	48.912 54.191 5.852 10.425 15.121 19.703 24.411 28.903 33.364 37.119 41.190 45.543 49.825 55.348
1950 Janvier		929	1.723	5.965	5.965

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 janvier 1950 pour les exercices 1949 et 1950

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source: Moniteur belge.

	EXERC	CE 1949	EXERC	ICE 1950	JANVIER 1950			
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1950			
I. Contributions directes	21.918	20.355	634	608	634			
II. Douanes et accises	11.439	11.966	872	912	872			
dont douanes	3.332	3.300	275	257	275			
accisestaxes spéciales de consommat.	7.110 750	8.493	55 7 35	646	557 35			
II. Enregistrement	19.785	20.200	1.720	1 1.557	1.720			
dont enregistrement	1.780	1.750	161	148	161			
successions	917	825	68	80	68			
timbres et taxes assimilées	16.887	17.400	1.477	1.311	1.477			
Total	53.142	52.521	3.226	3.077	3.226			
Différence par rapport aux éval. budg.	+	621	+	149				

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

I - RENDEMENT DES SOCIETES ANONYMES BELGES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en décembre 1949

Source: Institut National de Statistique.

		Nombri sociét		Capital versé	Réserves	Résultat	S NETS	Dividende brut mis en	Dette obliga- taire	Coupons d'obliga- tions bruts
RUBRIQUES	recen-	en béné-	en	10180		Bénéfice	Perte	paiement	(1)	(2)
	sées	fice	perte			· (m	i lli ers de fr	ancs)		
A Conid	(+ <i>ć</i> a a		10	muim ain a	a armini	tation on	Dolaian			
A — Socié	3	3		210.460	202.666	23.979		ie 19.071 	2.135	į 8
Assurances Opérations financières et immobilières Commerce de détail	3 24 10	7	3	443.740	422 144,823 282,661	26.165 76.055	29 186 10.940	20.388 41.491	606.840 15.000	60
Commerce de gros et commerce extérieur Fabrications métalliques	49 22 1	32 19 1	3	76.842 155.321 200	29.763 189.466 105	$13.566 \\ 34.204 \\ 2$	$\frac{3.702}{2.027}$	5.605 16.557	8.675 59.763 50.118	52 3.19 2.25
Métaux non ferroux	2 17	2 12	! —	66.210 73.450	516.558 124.584	18.278 7.161	1.205	13.537 2.694	5.598 32.060	2.25 25 1.56
Industries alimentaires	19 3	13 2	1	158.812 1.870	203.082 4.236	17.301 107	3.974 84	10.422 30	26.839	
Industrie chimique	10 1 1	- 9	1	338.750 815	193.244	31.340	29 99	14.317 —	167.215	
Electricité Gaz Eau	_ i	_ 1	_ '	12.000	155 25.034	1.626	_ z	_	176.209 2.833	8.15 13
CuirPapier et imprimerie	2 7	1 4		3.100 25.365	5.550 63.861	128 932	260 1.104	699	2.500 5.800	29
Pransport Pourisme	7	6 2	1 5	11.684 1.723	— <i>964</i> 28.870	3.601	887	=	28.925 3.000	13
Intermédiaires Déchets et matières de récupération Constructions	1 1 4	1 1 4	_	2.100 1.500 2.275	$\begin{array}{c} 48 \\ 830 \\ 2.777 \end{array}$	9 17 773	=	=	$\frac{2.660}{3.500}$	_
Charbons	Î 1	_ i	_ ₁	50.000 4.750	1.491 — 1176	8.547	 378	2.000	104.899 2.000	
Ciment et industries connexes	$\frac{2}{1}$	2 1	_ '	7.772 1.000	18.617 1.818	1.543	_ '	— ⁶⁰⁷	5.410 —	27
Chaux	1	1	_ 1	1.970 1.000	4.031 3.577	719	— ¹⁵	600	=	=
Industrie du tabac	_ `			677	1.708	_ 5	_	=		_
Films, théâtres, attractions Artisana	5		- 3	2.900	2.134	186		= 1	_	_
Agriculture, horticulture, pêche, élevage Divers non dénommés	1 12	1 9	_ 3	600 11.713	2.657 3.120	2.321	— 169	1.127	1.067	- 6
Total	221	157	64	2.002.319	2.055.748	268.577	25.362	149.145	1.313.046	54.88
B — Société	s aya	nt lei	ar pri	ncipale (exploitati	ion au C	ongo bel	ge		
Banques, sociétés financières	- 1	- ₁	_	11.000	5 .091	1.053		 840	_	_
Sociétés industrielles	$\frac{2}{1}$	2 1	_	207.000 35.000	373.505 21.374	$92.906 \\ 4.049$		85.736 1.620	_	_
Services publics			_			_	= '		14.600	65
Total	4	4	_	253.000	399.970	98.008	-	88.196	14.600	65
C — S ocié	tés a	yant	leur	prin cipal	e exploi	tation à	l'étrang	er		
Electricité	_	_	_	_	_	= 1	_	=	 1.683	- 8
Cramways	=			— —	202 201				_ 102	
Sociétés diverses	$\frac{6}{6}$	4 4	2	474.000	303.231	27.972	5.524	5.415	1.785	
Total général	231	165	<u>-</u>	2.729.319	2.758.949	394.557	30.886	242.756	1.329.431	55.62
(1) Les emprunts recensés se rapport	ent à	des so	ciétés	 différentes	de celles	faisant l'a	hiet des	 repression	récédentes.	

(Milliers	de francs)
Coupons d'Emprunts de l'Etat	220.636
Coupons d'Emprunts de la Colonie	2.188
Coupons d'Emprunts des Provinces et Communes	4.504
Coupons d'Emprunts d'organismes divers	116.471
•	343.799

Coupons d'Emprunts extérieurs de l'Etat 7.432

I — RENDEMENT DES SOCIETES ANONYMES BELGES

1º Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement pendant l'année 1949

Source: Institut National de Statistique.

		Nombre sociét		Capital versé	Réserves	RÉSULTAT	S NETS	Dividende brut mis en	Dette obliga- taire	Coupons d'obliga- tions brut
RUBRIQUES	recen-	en	en	*6180		Bénéfice	Perte	paiement	(1)	(2)
	sées	béné- fice	perte			(m	tilliers de fr	ancs)		
A — Soci	iétés :	ayant	leur	prin cipa	le exploi	tation en	Belgiqu	1e		
anquesssurances	57 110			2,428,364 498,632	1.972.321 521.948		106 2.642		25.620 —	1.02
pérations financières et immobilières	948	700	248	8.654.862		821.270	53.777 20.268	621.872	7.685.087 236.685	287.14 10.15
ommerce de gros et commerce extérieur	1.645	1.141	504	2.512.759	1.920.201	591.493	109.965 73.444	156.991	95.616 486.054	4.3 21.8
abrications métalliquesétallurgie du fer	93	85	8	6.224.634	7.751.637	993.158	4.931	630.288	1.806.440	81.1
étaux non ferreux				5.339.763	11.225.141	946.892	$2.153 \\ 126.419$	387.168	136.511 268.782	5.63 12.10
ndustries alimentaires	636			3.571.485 371.886			82.152 32.515		$411.881 \\ 26.242$	34.7' 1.3
ndustrie chimique	419	279	140	5.958.921	4.955.950	726.415	58.060 14.096	361.566	792.286 61.010	34.50 3.30
ndustrie du verre	56	53	3	10.773.090	3.285.431	762.550	307	653.660	2.761.989	123.81
az			4 2	1.620.775	8.301	96	1.342 1.062	26	57.248 20.302	2.38
uir					620.353 1.717.664		25.683 40.475		8.020 70.500	3.43
ransport	445	311	134	2.224.190	3.656.426	341.270	84.432 44.531		196.972 9.823	8.1
ourisme ntermédiaires	286	211	75	446.794	149.187	57.798	9.549	19.458	5.620	2
Oéchets et matières de récupération			61	1.122.822	758.177	140.331	2.069 14.499	58.732	63.014	2.8
harbons erre cuite					7.909.188 481.978		52.187 3.296		1.003.949 12.713	45.1
iment et industries connexes	81	61	20	844.304	1.434.023	173.121	3.385 9.566		120.274 1.036	
arrières haux	38	28	10	116.915	217.957	30.952	2.800	12.124		
ndustries céramiques		21	22 22	374.080			$22.302 \\ 7.815$	12.580	5.000	2
ndustrie du diamant					3.555 93.607		$2.110 \\ 16.560$		800 1.500	
films, théâtres, attractions	136	78	58	108.535	93.428		10.721 27.222		236	_ 1
Artisanat	42	20	22	99.224	45.374	1.350	13.684 39.603	259	4.829 52.347	21 2.43
Divers non dénommés			<u> </u>	I		161.563			16.428.386	694.30
B — Sociéte	l és ava	 int le	 ur pr:	l incipale	 exploitat	ion au C	∣ ¦ongo be	∣ l lge	i	
anques, sociétés financières	12	1 11	_ 1	476.250	156.188	95.552	82 472	53.174	10.000	l ⁴⁷
ociétés commerciales	14 82	72	10	5.907.935		1.814.999	6.273	1.215.121	25.000	
ociétés agricoleservices publics				1.199.597 2.022.189	862.026 2.581.627		1.905 5.701	169.108	15.000 172.462	82 7.28
lixtes	20				514.781		4.516	109.434	16.600	78
Total	184	158	26	10.941.921	7.337.578	2.807.875	18.949	1.735.297	239.062	9.79
C — S oci	iétés :	ayant	leur						1	1
lectricité hemins de fer	4		$\begin{vmatrix} 2\\3 \end{vmatrix}$		16.365	58	4.963 766		3.366	
ramways					305.189 395.214		$\frac{972}{3.856}$		245.243 —	14.7
ociétés diverses	1			1.594.067	1.697.214	214.731	16.942	83.377	30.010	1.3
Total	90						27.499		278.619	16.19
Total général	1	l	1	ł	ļ	13.235.983			16.946.067	720 . 29
(1) Les emprunts recensés se rappo (2) En outre, il a été mis en paier	rtent à ment p	des s	ociétés l'ann	différente ée 1949 :	es de celle	es faisant (milliers o		colonnes	précédentes	š.
0	na d'	numta :	do Dirto	+		•	.164.551			
` Coupor	ns d'emj	prunts o	de la Co	t			130.078			
Coupor Coupor	ns d'em ns d'em	prunts o prunts o	ies Pro d'organi	vinces et Co smes divers	mmunes		363.157 034.131			
C v v p		•	9				.691.917			
									•	
Coupo	ns d'em	prunts e	extérieu	rs de l'Etat	• · · · · · · · · ·		181.948			

31

Source : Institut

Source: Institut Nationa	n ae s	statisti	que.	I GD.	leau retro	specui						
		Nombri	.	0 =:4-1		Résulta	ATS NETS	Dividende	Dette	Coupons		
PÉRIODES	DE	sociéi en	ríts	Capital versé	Réserves	bénéfice	perte	brut mis en paiement	obligataire (1)	d'obliga- tions bruts		
	recen- sées	on- blank on										
947 (2)	7.242	5.672	1.570	53.896.030	40.783.567	9.338.430	5 27.053	4.328.143	(3) 13.995.344	468.21		
948 (2)	9.019			69.383.579	89.178.476	12.223.261	646.984		(4) 16.886.767	649.45		
949	9.938	6.961	2.977	86.129.336	85.150.467	13.235.983	1.062.176	7.494.173		720.29		
948 Octobre	559	421	138	8.314.672	9.146.046	1.074.263	34.289	712.449	1.022.753	40.53		
Novembre	305	226	79	5.444.291	9.948.709	845.831	26.046	605.395		33.54		
Décembre	327	234	93 30	2.891.891	5.384.827	604.805	41.906	320.751	993.305	40.38		
949 Janvier	90	60	30	324.649	596.154	77.011	9.314	36.245	1.991.604	86.64		
Février	151	109	42	410.532	647.964	380.505	17.316	318.471	1.429.896	58.15		
Mars	1.480		415	9.463.949	8.899.357	1.406.713	113.839	741.586		50.05		
Avril	2.081		614	16.400.115	13.991.670	2.014.375	222.560	1.020.192		77.08		
Mai	1.790		481	18.269.797	23.175.843	2.407.599	232.996	1.386.750		48.18		
Juin	842	602	240	11.287.529	9.227.472	2.508.145	99.017	1.523.684		60.83		
Juillet	423			7.483.615	7.079.402	1.339.392	34.459	640.369		72.9		
Août	132		40	381.111	498.729	94.610	7.128	40.777	1.301.560	52.0		
Septembre	289		84	1.462.432 8.242.464	1.420.485 7.719.357	154.762 1.226.530	21.982	66.785	1.389.426	57.0		
Octobre	560 284		177 79				96.949	777.702	1.290.776	52.20		
Novembro	205	79	7.180.228	6.677.933	881.405	35.475	584.490		49.4			

394.557

2.758.949

2.729.319

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) Renseignements définitifs. L'addition des éléments des douze mois ne correspond pas au total annuel, étant donné que ce chiffre comprend les sociétés qui publient leur bilan avec retard.

(3) Au 31 décembre 1947. Montant rectifié pour des emprunts existant déjà en 1947, mais non compris dans la statistique.

(4) Au 31 décembre 1948.

II — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Novembro...... Décembre

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne (Epargne pure) (milliers de francs)

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1947 1948	7.875.174 8.546.889	4.964.339 5.948.442	2.910.835 2.600.447	24.185.471 (1) 27.524.459 (2)	6.621.773 6.825.648 (3)
1948 Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre p Octobre p Novembre p Décembre p 1950 Janvier p Février p	799.869 917.406 713.168 915.140 645.145 640.189 615.632 738.641 717.736 705.311 697.017 649.244 791.220 1.070.698 784.462	632.071 434.769 490.977 540.670 655.823 583.302 571.004 563.839 491.408 536.074 569.750 447.196 680.002 504.179 488.940	167.798 482.637 222.191 374.470 — 10.678 56.887 44.628 174.802 226.328 169.237 127.267 202.048 111.218 566.519 295.522	27.524.459 (2) 28.007.096 28.229.287 28.603.757 (4) 28.693.079 28.653.036 28.699.590 28.877.926 29.105.735 29.274.972 29.402.239 29.604.287 30.509.505 (2) 31.076.024 31.371.564	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice. — (2) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (3) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (4) Comprend 255 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*) (milliers de francs)

		Travaillours manuels				
PÉRIODES		Loi du 15 d	écembre 1937	Employés (Lois des 10 mars 1925	Totaux	
	Loi du 16 mars 1865	Versements obligatoires	Versements facultatifs	et 18 juin 1930)		
947	23.200	398.925	47.312	224.845	469.437	
948	23.170	411.953	58.143	245.256	738.522	
948 Avril	1.785	35.394	4.387	20.879	62.445	
Mai	1.932	36.057	5.395	20.107	63.491	
Juin	1.483	30.004	4.449	19.384	55.320	
Juillet	2.254	34.137	4.655	20.811	61.857	
Août	1.510	33.952	5.201	19.629	60.292	
Septembre	2.209	32.819	5.106	19.232	59.366	
Octobre	1.738	33.899	4.888	21.950	62.475	
Novembre	1.760	31.519	4.644	21.277	59.200	
Décembre	1.914	32.515	5.072	22.608	62.109	
949 Janvier	1.462	36.427	6.156	20.299	64.344	
Février	3.188	33.206	5.332	19.892	61.618	
Mars	2.339	33.721	5.860	20.558	62.478	
Avril	3.008	34.552	5.784	20.897	64.241	
Mai	2.445	33.112	5.79 4	21.253	62.604	
Juin	2.182	26.670	5.328	20.220	54.4 00	

^(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947 et 191 millions de francs (chiffre provisoire) en 1948. (Source: Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

									 		· ··	I	NDICE	S PAR	INDU	STRIE	3									
		RAL		g.		Méta	llurgie		8	g,	8	ires	Indus	tries te	xtiles	- m	ıt			Pa	pier		Г	ranspor	ts	
	PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	ЕизетЫе	Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie, confec- tion	Ensemble	Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Fabriques	Imprimerie et transformation	Art et précision	Travail des ports, camionneurs	Chemins de for (1)	Ensemble (1)	Gaz et électricité
								a)	Indice	des	salai	res h	raire	в тоу	ens											
14	1940 Mars 1947 Juin Septembre Décembre 1948 Mars Juin Septembre Décembre 1949 Mars Juin Septembre 1949 Mars Juin Septembre Décembre Décembre Décembre	113 345 352 367 373 381 387 395 400 405 404 407	117 319 327 347 347 361 373 384 382 400 392 392	100 334 341 354 360 370 372 380 376 384 391 389	123 333 331 361 366 376 384 398 417 417 403	115 331 333 351 352 362 361 373 384 395 386	114 344 353 358 368 379 386 390 405 412 416 419	118 338 342 358 365 376 382 391 407 412 407	107 345 353 355 357 366 364 371 369 371 372 378	114 323 332 342 344 347 356 373 366 380 377 403	331 337 354 358 363 372 375 381 387 389	110 323 339 353 357 362 365 378 383 388 387	112 380 385 390 390 403 414 417 415 419 413	113 367 370 371 375 383 392 394 410 420 416 412	112 373 377 380 382 393 403 407 412 419 415	113 335 340 360 370 378 382 384 385 382 389 394	109 352 355 372 376 378 379 384 391 401 401 398	118 353 356 354 361 359 370 375 378 382 372 383	105 266 287 288 286 287 288 293 292 312 313	326 326 326 326 326	106 340 348 349 348 369 369 369 387 387 388	106 340 339 345 390 411 412 403 388 410 408	112 303 308 313 309 324 330 337 353 360 365 374	104 293 316 348 347 343 351 392 393 390 394 395	106 295 314 341 340 339 347 381 385 384 388	114 311 325 343 353 357 369 373 385 391 405 442
45		b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																								
ı	1940 Mars 1947 Juin Septembre Décembre 1948 Mars Juin Septembre Décembre 1949 Mars Juin Septembre 1949 Mars Juin Septembre Décembre	348 353 364 369 376 381 385 388 391 392	113 294 301 319 322 331 352 358 368 361 371	112 322 329 337 344 355 358 369 367 371 379	126 307 309 339 343 348 360 367 384 385 369 374	117 331 335 356 367 359 366 376 387 392 387 385	114 329 333 342 351 359 367 372 386 394 397 400	119 321 324 343 350 355 364 371 386 390 385	107 344 346 346 352 356 361 368 365 369 376	320 320 320 322 324 334 343 360 371 396	115 341 347 356 361 366 375 375 379 380 384 391	110 323 340 342 345 350 354 365 370 371 371	111 408 413 419 421 428 439 435 419 425 433 435	111 400 406 405 409 415 413 425 422 428 427	111 404 409 409 413 418 427 424 422 424 430 431	114 331 331 347 354 367 369 374 377 376 383 389	109 325 327 342 344 349 348 354 354 350 349 348	120 356 359 360 367 369 374 376 377 383 389 392	108 256 264 280 281 280 281 282 286 285 302	328 328 329 328 328	107 363 372 371 370 390 390 409 408 409 407	126 347 348 382 397 393 387 400 402 397 397	113 299 305 311 311 311 315 315 315 315 315			115 318 331 349 358 361 367 371 388 389 425 458
						c) I	indice	des	salaire	s des	ouv	iers 1	on q	ualifié	s ni	spécia	lisés									
	1940 Mars 1947 Juin Septembre Décembre 1948 Mars Juin Septembre Décembre 1949 Mars Juin Septembre 1949 Mars Juin Septembre Décembre Décembre	338 347 359 364 374 378 381 383 389 389	112 282 291 307 313 323 345 338 352 363 372 372	329 344 354 353 367 372 380 379 380 387 386	125 324 321 352 362 365 373 383 406 406 394 392	117 354 358 373 378 378 383 394 412 422 414 414	109 327 331 337 351 359 363 366 377 392 389 391	329 331 347 358 364 369 376 392 401 394	106 358 364 364 366 370 379 379 379 385 392	113 298 317 317 319 322 321 328 328 329 346 351	116 307 315 324 334 339 352 352 352 354 359 366	111 308 325 331 331 337 337 349 353 354 354 358	112 364 380 387 392 405 420 417 415 417 428	112 378 392 393 394 410 416 414 415 417 411	112 371 386 390 393 408 418 415 417 419	113 321 331 352 353 370 362 365 368 372 378 381	106 330 330 345 343 346 348 348 348 384 384	116 331 331 338 336 351 355 358 359 341 343	107 257 258 254 273 273 290 290 295 283 311 297	291 291 292 291 291	106 360 369 368 367 391 391 391 375 375 375	119 377 379 378 385 412 409 405 388 397 389 401	108 326 339 339 339 339 339 339 339 339			116 299 312 333 346 349 358 361 380 378 394 420

⁽i) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I - ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

•	-
•	•

	CHAMBRES DE COMPENSATION										
PÉRIODES	Nombre	Brux	ELLES	Pro	VINCE	BRUXELLES ET PROVINCE					
·	de chambres à fin de période	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux componsés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)				
1948 Moyenne mensuelle	38 (1) 38 (1)	119 136	214.812 198.476	139 146	44.799 43.700	258 2 8 2	259.611 242.1 76				
1949 Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre 1950 Janvier Février	38 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38 38	116 133 128 137 143 140 151 142 142 131 152 146 140	200.836 205.422 189.323 184.184 196.527 192.792 205.745 208.005 224.943 144.935 172.365 191.302 160.361	134 152 142 146 149 146 145 146 151 141 164 153	37.686 39.294 40.302 40.072 47.630 50.610 51.423 48.872 43.855 35.042 44.526 41.342	250 285 270 283 292 286 286 293 272 316 299 288	238.522 244.716 229.625 224.256 244.157 243.402 257.168 256.877 268.798 179.977 216.891 232.644 199.682				

⁽¹⁾ Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call-m	oney (1)	effets	Titres, effets publics et coupons		s, chèques, le change, quittances, etc.	sur l'é	rations stranger	Totaux		
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de (rancs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	
1948 Moy. mens	2.868	148.793	1.015	6.462	113.023	56.649	2.435	2.908	119.341	214.812	
	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476	
1949 Février Mars	3.214 3.618 3.772	135.442 141.443 126.109	818 1.089 1.276	7.862 7.662 8.747	110.158 126.352	55.164 54.112	1.920 2.318	2.368 2.205 2.479	116.110 133.377 127.764	200.836 205.422 189.323	
Avril	3.991 3.087	· 114.545 128.274	1.795 1.823	7.157 6.999	120.443 128.480 136.275	51.988 59.726 58.050	2.273 2.312 2.102	$\frac{2.756}{3.204}$	136.578 143.287	184.184 196.527	
Juillet	4.051	120.649	1.661	6.957	132.579	62.294	1.816	2.892	140.107	192.792	
	4.243	131.677	1.671	5.941	142.977	65.161	1.820	2.966	150.711	205.745	
	4.002	138.490	1.604	7.296	134.462	59.148	1.936	3.071	142.004	208.005	
Octobre	4.291	154.161	2.045	10.971	132.968	56.957	2.437	2.854	141.741	224.943	
Novembre	3.872	84.754	1.523	4.972	123.606	52.259	2.373	2.950	131.374	144.935	
Décembre	4.090	103.327	1.814	6.502	143.378	58.913	2.699	3.623	151.981	172.365	
1950 Janvier	3.191	127.877	1.687	6.922	138.869	53.057	2.524	3.446	146.271	191.302	
Février	3.564	92.268	1.451	5.953	132.291	59.000	2.304	3.140	139.610	160.361	

⁽¹⁾ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call-money.

II - MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

Avoir des CRÉDIT DÉBIT Avoir Opération particuliers (*) Nombre global (*) Mouve-Vitesse sans emploi de comptes à fin PÉRIODES de de circulation numérairo général de période Chèques Virements Virements Versements % (2) (moyenne journalière) et divers 164.393 168.748 3,36 3,31 1948 Moyenne mensuelle (1) 629.485 20.076 60.159 60.159 91 91 1949 Moyenne mensuelle 1) 632.415 27.972 20.287 22.948 61.427 22.946 61.427 1949 Février 27 587 91 713 20 140 91 3.48 831 984 19.681 59.509 59.509 162 880 65.100 60.060 61.846 59.781 59.345 58.161 65.100 60.060 61.846 59.781 59.345 27.525 28.009 28.318 27.541 24.045 22.712 23.191 632.595 632.317 22.856 22.222 177.102 165.054 Mars 19.737 91 90 91 91 90 91 91 91 91 3,33 3,29 3,39 3,18 3,14 3,18 3,07 3,44 3,44 3,31 20.406 20.330 23.708 170.591 22.438 22.347 23.219 21.893 23.910 22.677 Juin 630.682 20.119 163.893 630.503 629.669 28.298 27.337 20.797 20.380 164.947 162.218 629.937 630.978 27.618 27.413 20.426 20.215 21.035 23.069 57.523 61.564 21.532 22.964 57.523 61.564 157.613 169.161 631.788 632.415 633.989 634.360 22.583 25.865 22.812 22.968 27.417 28.338 20.228 20.543 59.485 68.109 21.995 23.529 59.485 68.109 163.548 185.612 Décembre 3,39 3,51 29.917 27.403 20.240 19.590 66.092 60.282 26.095 22.530 66.092 60.282 1950 181.091 91 91 166.062

36

⁽²⁾ Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base: période 1936 à 1938 = 100

Source: Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Produits chimiques Produits minéraux Produits Produits Peaux Indice agricoles agricoles du règne du règne Matières Indice PÉRIODES Sous. Minerais Indice Produits Produits Produits Engrais et cuirs produits général général grasses Charbon pétro-liers des chimichimianimal végétal du du métaux du carrière ques charbon groupe bruts groupe Nombre de produits 1948 Moy. mens. . 1949 Moy. mens. . 410 253 420 262 274 269 268 433 445 445 1948 Novembre... Décembre .. 470 496 496 358 358 328 328 264 264 1949 Janvier 415 394 388 384 383 309 299 399 393 878 873 372 406 399 419 385 Février Mars 257 252 252 252 252 416 421 409 419 411 402 383 377 358 496 496 496 400 374 294 264 358 358 364 363 361 361 375 373 368 432 432 432 433 Juin Juillet 358 364 278 284 264 371 400 414 405 398 388 384 Août ... 347 352 361 496 529 529 358 385 387 239 350 275 275 265 282 258 259 260 373 Septembre 371 371 358 255 254 433 433 433 433 Octobre Novembre.... 321 267 $\frac{372}{372}$ 425 529 336 295 Décembre ... 1950 Janvier

			n			Produit	s textiles			Maté-	Métau	x et prod	uits métal	liques
PÉRIODES	Caout- chouc	Bois	Papiers et cartons	Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artifi- cielles	riaux de construc- tion	Indice général du groupe	Sidé- rurgie	Fabr. métal- lique	Non ferreux
Nombre de produits.	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1948 Moy. mens. 1949 Moy. mens. 1948 Novembre. Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre	185 158 160 164 160 164 160 156 145 149 160	512 545 586 586 581 570 560 552 552 536 536 536	460 384 436 430 427 420 412 405 399 392 377 377 377	381 368 380 380 389 385 378 371 366 360 353 353 360	330 345 343 354 368 365 355 340 332 328 328 342 339	364 323 352 347 342 336 333 328 323 325 311 302 312	445 441 431 424 452 445 443 441 438 436 425 419 437	586 540 604 604 597 598 590 556 549 510 499 512 512	287 275 291 291 291 291 291 282 282 282 271 271 268 268	362 390 382 382 382 383 379 379 383 392 395 395 395	345 336 355 356 352 351 350 345 336 329 332 332 332	346 330 349 349 345 341 340 338 336 327 329 330 330	324 321 329 329 325 325 325 325 324 324 323 316	424 405 474 480 480 480 480 460 441 376 348 362 370 370
Octobre Novembre Décembre 1950 Janvier	153 159 177 177	527 527 527 533	347 336 337 335	361 367 375 389	336 347 363 391	318 320 328 342	448 451 457 472	498 523 535 537	264 264 264 264	395 394 403 405	327 327 321 320	328 317 301 301	313 313 314 314	373 399 396 392

b) INDICES DES PRIX DE GROS A L'ETRANGER (*)

Base : période 1936 à 1938 = 100

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base: période 1936 à 1938 = 100

1949 Moyenne mensuelle 189 1.917 295 227 198 21	PÉRIODES	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statis- tics)	France (1) (Statisti- que géné- rale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statis- tiek)	Royaume Uni (Board of Trade)	Suède (Admi- nistration du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Tra- vail)
1949 Moyenne mensuelle 189 1.917 295 227 198 21 1948 Octobre 202 1.887 282 216 198 22 Novembre 200 1.977 287 217 199 22 Décembre 198 1.974 289 217 199 22 1940 Janvior 196 1.946 293 218 199 22 Février 193 1.898 293 218 199 21 Mars 193 1.872 292 217 198 21 Avril 192 1.846 293 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 7 226 196 21 Août 187 1.918 290 7 22	1948 Moyenne mensuelle	201	1.712	280	216	196	222
Novembre 200 1.977 287 217 199 22 Décembre 198 1.974 289 217 199 22 1949 Janvier 196 1.946 293 218 199 22 Février 193 1.898 203 218 199 21 Mars 193 1.872 292 217 198 21 Avril 192 1.846 293 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r </td <td>1949 Moyenne mensuelle</td> <td>189</td> <td>1.917</td> <td>295</td> <td>227</td> <td></td> <td>211</td>	1949 Moyenne mensuelle	189	1.917	295	227		211
Novembre. 200 1.977 287 217 199 22 Décembre 198 1.974 289 217 199 22 1949 Janvier 196 1.946 293 218 199 22 Février 193 1.898 293 218 199 21 Mars 193 1.872 292 217 198 21 Avril 192 1.846 293 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 7 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r		202	1.887	282	216	198	220
Décembre 198 1.974 289 217 199 22 1949 Janvier 196 1.946 293 218 199 22 Février 193 1.898 293 218 199 21 Mars 193 1.872 292 217 198 21 Avril 192 1.846 293 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20	Novembre	200	1.977	287	217	199	222
Février 193 1.898 203 218 199 21 Mars 193 1.872 292 217 198 21 Ayril 192 1.846 293 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 7 226 196 21 Août 187 1.918 290 7 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 234 200 20	Décembre	198	1.974	289	217	199	221
Mars 193 1.872 292 217 198 21 Avril 192 1.846 203 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20			1.946	293	218	199	220
Mars 193 1.872 292 217 198 21 Avril 192 1.846 203 223 198 21 Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20	Février		1.898	293	218	199	219
Mai 190 1.890 292 228 197 21 Juin 189 1.812 292 228 198 21 Jufflet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20	Mars	193	1.872	292	217		217
Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20		192	1.846	293	223	198	214
Juin 189 1.812 292 228 198 21 Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20	Mai	190	1.890	292	228	197	211
Juillet 187 1.854 291 r 226 197 21 Août 187 1.918 290 r 226 196 21 Septembre 188 1.958 293 227 198 20 Octobre 186 2.002 295 r 234 200 20	Juin	189	1.812	292	228	198	210
Août		187	1.854	291	r 226	197	211
Octobre	Août	187	1.918	290	r 226	196	210
Octobre	Septembre	188	1.958	293	227	198	207
Novembro 105 0.005 000 000 000 000	Octobre	186	2.002	295	r 234	200	205
	Novembre	185	2.005	303	236	200	205
Décembre	Décembre	. 185	2.001	304	237	200	204

PÉRIODES	Indice général	Produits alimen- taires	Produite non alimen- taires
Nombre de produits	. 56	34	22
1948 Moyenne mensuelle . 1949 Moyenne mensuelle . 1948 Décembre	. 381 . 395 . 393 . 388	384 364 387 384 375 366	410 408 411 411 410 408
Avril Mai Juin Juillet Août Septembre	380 379 381 379 378 378	362 359 364 361 361 362	409 408 408 408 407 406
Octobre	. 377	358 359 357 354 352	407 406 406 404 406

⁽¹⁾ Base 1938 = 100.

^(*) Les indices (sauf ceux de la France) ont été ramenés à la même base (période 1936 à 1938 = 100) afin de faciliter la comparaison entre les différents pays.

r: Nombres rectifiés.

1 - PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source: Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Administration des Mines).

	<u></u>	-			MINES DE	HOUILLE	}			
PÉRIODES	Nombre d'ouv prés	riers		Production	ON PAR BASSI	IN (milliers	de tonnes)		Nombre moyen de jours	Stock à fin de mois
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL	d'ex- traction	(milliers de tonnes)
1936-38 Moyenne mensuelle 1948 Moyenne mensuelle 1949 Moyenne mensuelle 1948 Novembre Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Acôtt Soptembre Octobre Novembre Décembre 1950 Janvier	87.252 102.116 102.742 109.583 108.623 108.038 107.355 109.395 105.915 104.930 103.871 100.667 99.455 98.503 96.800 100.311 97.658 94.807	125.866 146.198 146.394 154.197 154.006 152.403 151.616 151.499 150.981 149.397 148.017 144.321 142.386 142.180 140.202 143.511 140.212 137.795	408 363 383 390 406 393 378 419 406 398 379 289 341 351 402 404 440 435	353 301 312 316 326 336 325 347 332 333 322 241 275 283 313 309 323 325	640 559 588 589 621 612 586 664 621 618 609 452 526 534 604 589 647 612	451 338 375 367 387 382 368 420 385 382 379 311 306 338 395 394 428 403	541 662 663 686 701 713 674 763 684 667 576 557 576 648 698 736	(2) 2.425 2.223 2.321 2.338 2.441 2.436 2.331 2.619 2.428 2.398 2.353 1.869 2.005 2.082 2.381 2.394 2.574 2.488	24,0 24,4 23,9 24,2 25,0 24,7 26,6 24,9 24,5 19,9 21,5 22,0 24,7 24,0 25,9	1.502 (1) 837 (1) 1.813 942 837 864 1.009 1.329 1.746 2.214 2.681 2.853 2.983 2.983 2.680 2.374 2.051 1.813 1.668

(1) A fin d'année.
(2) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Llège et de Charleroi.

1936-1938 Moyenne mensuelle 451 3.831 113 855 (1) 37 261 253 6.0 198 1948 Moyenne mensuelle 460 4.484 82 573 (2) 48 329 321 5.6 267 1949 Moyenne mensuelle 414 4.461 63 503 (2) 34 312 315 5.6 2267 1949 Moyenne mensuelle 480 4.683 123 606 48 359 347 5.5 288 1949 Décembre 492 4.720 95 611 48 377 357 6.8 299 2949 Janvier 434 4.609 65 523 48 355 350 6.5 301 Mars 476 4.620 67 523 48 355 350 6.5 301 Mars 476 4.620 67 523 46 397 409 7.2 325 Avril 434 4.609 4.571 60 494 43 332 334 5.9 288 Juin 409 4.551 55 512 41 308 317 5.2 267 Juillet 386 4.399 42 464 35 277 274 4.7 202 Août 367 4.423 51 448 35 258 263 5.1 227 Soptembre 367 4.423 51 448 35 258 269 5.1 215 Outbre 382 4.297 76 468 35 277 276 4.8 219		Cokes		Aggro	Agglomérés			Рвори	OTION MÉTA	LLURGIQUE (milliers de	tonnes)
1948 Moyenne mensuelle	PÉRIODES	(milliers	moyen	(milliers	moyen	act (à l de	ivité a fin la	Fonte		d'acier		Fer fini
Decembre 492 4.720 95 611 48 377 357 6,8 299 949 Janvier	948 Moyenne mensuelle	460	4.484	82	855 573 503	(1) (2) (2)	48	329	321	5,6	267	3,8 2,5 2,3
Novembre	Décembre 949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Soptembre Octobre Novembre	492 473 434 476 448 446 409 386 367 367 367 382 382	4.720 4.708 4.609 4.620 4.579 4.517 4.551 4.399 4.423 4.416 4.297 4.223	95 78 65 67 53 60 55 42 51 58 76 84	611 532 523 523 469 494 512 464 448 580 468		48 48 45 44 43 41 35 35 35 35	377 376 355 397 342 332 308 277 258 266 277 269	357 363 350 409 350 334 317 274 263 269 275 270	6,8 6,9 6,2 6,9 5,9 5,1 5,1 5,1 4,4	299 308 301 325 283 288 267 202 227 215 219 205	2,6 2,7 3,2 3,3 3,5 2,8 2,0 1,3 0,4 2,5 2,3 2,3 2,5

56

(1) Au 31 décembre 1938. (2) Au 31 décembre. II — INDUSTRIE TEXTILE

Source: Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

			Рвор	uction di (tonnes)	R FILS			Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres a façon) (tonnes)					
PÉRIODES	Fil de	Fil de	Fil de	Fil de		Fil de		Lin	Jute	Coton	Laine	Rayonne	
	lin	jute	chanvre	fin	cardé	peignée	cardée		(1)	(2)	(3)		
1948 Moyenne mensuelle	620	3.466	210	6.018	685	1.537	1.306	418	2.453	5.222	1.616	431	
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.485	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438	
1948 Octobre	504	3.529	228	5.771	722	1.465	1.337	361	2.404	5.304	1.561	438	
Novembre	669	3.341	181	4.643	646	1.519	1.204	396	2.385	4.650	1.476	392	
Décembre	586	3.788	167	5.671	715	1.423	1.452	420	2.489	5.205	1.622	391	
1949 Janvier	548	3.524	223	5.865	765	1.410	1.214	367	2.461	4.618	1.684	405	
Février	592	3.698	173	5.392	715	1.335	1.225	362	2.581	4.797	1.616	419 480	
Mars	553	4.375	222	6.517	920	1.347	1.535	453 392	3.063 2.594	5.363 4.972	1.918 1.718	436	
Avril	561	3.988	169	5.745	872 901	1.146	1.330 1.393	388	2.637	4.898	1.674	447	
Mai Juin	571 667	3.976 4.001	201 221	6.205 6.897	857	1.394	1.453	388	2.641	4.910	1.632	470	
Juin Juillet	513	2.741	221	4.853	793	1.219	1.393	350	2.151	4.236	1.563	408	
Août	610	3.121	148	6.057	810	1.552	1.693	356	2.409	4.670	1.717	401	
Septembre	675	3.592	130	6.882	807	1.767	1.606	465	2.759	5.171	1.930	475	
Octobre	706	3.434	186	6.541	912	1.738	1.729	485	2.666	5.159	1.952	401	
Novembre	651	3.553	171	6.348	848	1.710	1.599	490	2.853	5.121	1.890	448	
Décembre	753	4.233	162	6.867	958	1.982	1.643	571	3.080	5.540	2.067	465	

⁽¹⁾ Y compris les tapis en jute.
(2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le coutil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, laine, rayonne et fibres de rayonne.
(3) Y compris couvertures et tapis en laine.

Source: Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

	CIMENT	Снапх	Calcaires	Ammon de syr et dé	THÈSE	Engrais	Par	PIER	Briques	
PÉRIODES		(tonnes)	CHAUX CALCAIRES		(tonnes d'azote dans les engrais finis)	composés (tonnes)	Papier (ton	Cartons anes)	Briques ordinaires (milliers	Briques de parement de pièces)
1938 Moyenne mensuelle 1948 Moyenne mensuelle 1949 Moyenne mensuelle	250.000 277.579 243.750	134.869	(1) 155.538 119.529 114.883	12.997	11.579 12.619		15. 19.182 20.101	462 1.683 1.545		
1948 Novembre	254.185 218.265 176.595 175.195		111.175 86.577 98.075	14.193 11.496 13.773	12.982 12.023 10.443 12.259 14.447	7.096	18.676 18.818 18.976 19.321 21.172	1.515 1.683 1.319 1.556 1.749	215.025 180.776 175.728	15.819 13.042 12.844
Mars Avril Mai Juin Juillet	224.143 252.710 256.130 245.000 245.335	126.271 122.775 120.352 109.950	117.869 132.319 140.740 120.042	14.687 15.166 14.131 13.736	12.933 13.515 12.617 12.100	8.903 670 (2) 813	19.894 19.608 20.151 16.849	1.657 1.626 1.763 1.249	105.905 136.383 145.138 169.092	16.797 15.318 16.843 10.592
Août	253.815 289.470 294.830 273.330 238.445 198.970	128.631 119.350 113.625 122.922	116.846 112.014 126.785 94.166	14.233 14.835 14.909	12.567 12.887 11.604 13.146 13.915 p 12.932	4.994 5.287 6.837	20.851 21.761 21.284 18.884 22.457 p 22.255	1.435 1.307 1.604	187.531 171.396 155.404 136.040	14.504 13.680 12.269 12.854

⁽¹⁾ Moyenne mensuelle 1937-1938-1939. (2) Montant non publié.

Source: Administratio	n des Doi	ianes et A	ccises.								
		Suc	ORES		Brasse- RIES	DISTILLE- RIES		ALLUMETTES	3	РЕснв	
PÉRIODES	Produ	ıction	Stocks	Déclara-	Quantités de matières premières déclarées					aux minqu Nieuport,	poisson (2) es d'Ostende Zeebrugge
PERIODES	sucres bruts	sucres sucres bruts et raffinés fin de mois		tions en (substances farineuses et substances sucrées)		Production d'alcool	Fabrica- tion	Consom- mation	Exporta- tion	Quantités	Valeurs
		(tonnes)				(hectolitres)	(m	illions de ti	ges)	(tonnes)	(milliers fr.)
1936-38 Moyenne mens. 1948 Moyenne mensuelle 1949 Moyenne mensuelle	17.493 20.916 26.403	17.183 16.495 13.741	76.944	20.667 19.961 20.276	10.627	23.845	3.390				29.546
1948 Novembre Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	137. 928 40. 395 73 — 168 — 12 — 99 85. 933 137. 822 92. 726	17.608 18.202 10.918 10.326 11.2328 11.247 11.450 10.827 11.749 13.449 13.449 13.485 18.813 21.333 18.965	191.228 173.283 152.581 128.107 117.473 102.327 85.646 58.920 38.790 19.399 81.322 164.974 219.760	25.541 14.615 14.935 21.732 17.601 18.250 20.519 21.915 21.317 23.390 20.458 22.673 25.918	9.476 7.676 8.861 11.026 13.601 12.407 12.125 13.462 13.159 11.898 10.574 9.027	23.297 29.663 26.431 16.815 19.136 27.913 16.182 20.778 20.041 30.740 27.510 39.335 45.131	3.761 3.536 3.365 4.191 4.598 4.320 4.057 3.429 3.799 4.190 4.535 4.802 6.020	1.663 1.701 1.924 1.614 1.654 2.061 1.678 2.455 2.291 2.152 2.083 2.197	1.414 1.721 665 1.294 3.242 2.566 2.523 1.615 760 2.801 3.191 3.167 4.340	3.773 5.203 4.393 3.855 2.763 3.067 2.488 2.727 3.220 3.198 3.108	30.685 40.769 35.457 49.769 37.774 30.781 22.631 19.754 25.949 22.331 31.224 31.812 32.355
1950 Janvier	3.107	12.329		20.216			5.041	1.708	3.419	3.905	32.55

⁽¹⁾ Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.
(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

(milliers de kWh)

5Ω

Source: Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes - Administration du Combustible et de l'Energie.

•		Produc	tion (1)				
PÉRIODES		producteurs- outeurs	Centrales des	Total pour	Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les
	Régies communales	Sociétés privées	auto- producteurs industriels	la Belgique	•	-	réseaux
	1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 4+5-6
1936-38 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1948 Moyenne mensuelle	30.848	336.598	291.127	658.573	23.692	3.833	678.432
1949 Moyenne mensuelle	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1948 Novembre	34.390	363.708	314.147	712.245	12.158	3.153	721.250
Décembre	36.706	393.421	317.780	747.904	7.884	2.810	752.981
1949 Janvier	37.959	375.582	307.827	721.368	6.411	4.085	723.694
Février	30.679	349.782	290.375	670.836	7.058	5.593	672.301
Mars	33.183	377.798	326.872	737.853	7.384	7.128	738.109
Avril	27.533	346.822	294.605	668.960	7.600	2.802	673.758
Mai	26.595	344.069	298.859	669.523	9.094	2.858	675.759
Juin	26.148	320.399	285.225	631.772	15.640	2.213	645.199
Juillet	24.100	311.036	255.935	591.072	15.111	2.854	603.329
Août	27.875	337.364	262.476	627.715	14.105	2.383	639.437
Septembre	29.957	358.231	270.084	658.272	10.183	4.267	664.188
Octobre	33.819	385.663	284.710	704.192	5.110	3.398	705.904
Novembre	36.251	390.441	285.534	712.226	3.843	4.535	711.534
Décembre	39.613	422.509	307.183	769.305	3.518	4.709	768.114
1950 Janvier	38.493	412.512	304.846	755.851	4.262	6.560	753.553

^(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1947 : 274; au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258.

(i) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V - GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

9 Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

		iction es à gaz	Produ	ction des col	eries	Total			Solde :	
PÉRIODES	Régies et	Sociétés	Dining			de gaz produit en Belgique	Impor- tations	Expor- tations	impor- tations moins expor-	Total de gaz dispo- nible en Belgique
	tions de communes	privées 2	Régies 3	la distri- bution publique	aux fournitures industriel- les 5		7	8	tations 9 = 7-8	
948 Moyenne mensuelle	161 156	3.705 3.691	6.426 6.347	57.624 56.687	73.605 69.197	141.521 135.978	130 83	1.702 1.881	- 1.572 - 1.798	139.949 134.180
948 Octobre Novembre Décembre 949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juilet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	154 131 138 124 141 152 168 167 181 178 181 188 168	3.380 3.025 4.466 3.947 3.458 4.239 3.298 4.739 4.079 3.265 5.994 4.446 1.929 2.089 2.814	6.508 6.700 7.393 6.638 6.365 7.204 6.264 6.551 5.905 5.566 5.855 5.959 6.393 6.559 6.901	138 138 140 63.477 55.762 61.403 55.978 56.903 55.004 53.417 52.523 53.822 56.501 54.331 59.923	.216	148.923 148.005 152.545 140.741 141.469 155.403 145.791 148.887 142.232 129.148 127.474 123.132 122.953 117.504 131.007	125 30 35 37 35 36 33 34 30 37 281 242 164 34	1.618 1.790 2.025 2.044 1.896 2.103 1.812 1.943 1.736 1.619 1.688 1.740 1.731 1.984 2.279	- 1.493 - 1.760 - 1.990 - 2.007 - 1.881 - 2.067 - 1.779 - 1.706 - 1.582 - 1.497 - 1.498 - 1.567 - 1.950 - 2.249	147.430 146.335 150.555 144.734 139.608 153.336 144.012 146.978 140.526 127.566 126.067 121.634 121.386 115.554 128.758

⁽i) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.
 b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

I - INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

(Période 1936 à 1938 = 100)

Source: Institut National de Statistique.

					GRAI	NDS MAGA	SINS					
			V £ TEMENT	3		A	MEUBLEMEN	īT	Articles de ménage et divers			
PÉRIODES	Grands maga-		nds magas yons multi		Grands magasins spécia-	Grands magasins à rayons multiples Chiffre d'affaires mensuel			Grands magasins à rayons multiples			
	sins sans distinc- tion	Chi	ffre d'affair mensuel	res	lisés dans la confec-				Chiffre d'affaires mensuel			
	d'acti- vité	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total	tion et la couture	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Tota	
18 Octobre Novembre Décembre 19 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	p 379 p 547 p 483	390 371 506 368 327 329 343 329 281 332 253 27 311 29 396 27	566 486 540 442 412 481 560 492 436 540 372 425 592 539 568	555 478 537 438 407 471 547 482 427 526 p 364 p 418 p 580 p 530	495 347 324 215 205 304 447 348 270 263 164 222 418 296 266	378 331 303 333 303 421 440 348 312 245 255 346 394 304	459 427 492 446 509 489 536 503 427 483 440 554 553 472 519	449 415 470 433 485 481 524 485 413 455 418 530 534 452	269 332 358 250 225 332 254 244 220 243 2230 244 220 243 243 244 220 244 259 244 259 244 259	405 495 598 363 347 395 412 397 356 403 416 412 427 568 698	391 478 572 351 334 385 395 395 396 <i>p</i> 396 <i>p</i> 409 <i>p</i> 544	

`	Source	GRANDS : Institut No			stique	MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX				
		Indice	général						Boulan-	Alimen-	Vête-	
PÉRIODES	Grands		ands maga ayons mult		3	Indice général	Alimen- tation	Indice général	gerie tation ments Source : Banque Nationale de Belgique			
	magasins sans distinction	Cl	niffre d'affai mensuel	res		Source :	Source : B. N. B.	Source : I. N. S.				
	d'activité	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus		Total							
1948 Octobre Novembre. Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	p 401 p 476	312 341 385 289 259 343 300 278 247 264 p 239 p 273 p 309 p 348	468 485 566 400 387 435 478 442 392 459 403 431 499 548 633	ppp	453 471 549 389 375 426 461 427 378 441 388 417 481 529		364 334 416 351 327 349 351 349 358 357 351 364 2 377 2 453	296 270 309 259 254 202 293 270 261 255 267 298 291 301 327	200 180 201 178 177 205 193 193 198 188 186 191 196 209	397 284 467 377 354 398 381 382 381 392 392 395 446 498	536 446 515 460 363 489 493 431 366 360 345 463 511 449	

^(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau nº 56.

67

70

Source: Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher
r is folder		(milliers de pièces)		(tonnes)
936-38 Moyenne mensuelle	16.187 7.318 7.073	49.414 21.705 21.763	430.048 741.725 701.157	1.097 818 832
948 Décembre 949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Ootobre Novembre Décembre 950 Janvier	9.425 5.354 1.748 3.517 10.196 7.244 6.996 6.153 6.291 8.328 8.919 10.676 9.452 7.551	29.668 17.258 3.626 15.201 35.898 25.941 21.029 20.256 27.633 20.028 19.740 27.785 26.644 23.672	717.450 711.217 650.852 839.734 487.631 672.120 765.284 730.794 847.688 741.507 718.447 635.317 613.291 613.402	834 759 506 724 1.048 985 1.040 768 918 785 874 776 800 793

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561 15.190 17.261	698 4.573 3.533 5.733	12.242 11.919 11.386	26.679 26.575 35.794 24.110	6.462 5.143 4.815
Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril	16.942 15.894 14.707 18.714 14.957	5.561 4.834 3.869 3.778 2.317	8.091 7.808 9.880 14.568 13.290	22.687 25.329 25.986 36.636 32.715	10.049 8.238 5.933 4.354 2.417
Mai Juin Juillet Août Septembre	20.297 17.486	2 176 2 787 2 868 4 104 3 762	13.186 14.251 11.063 13.683 10.846	37.818 38.823 32.681 38.436 35.569	1.666 1.211 815 1.473 2.866
Octobre ´	18.493 20.255 16.324 17.548	4.573 3.989 3.337 2.785	9.247 9.837 8.968 10.336	40.166 45.071 40.267 41.674	6.129 13.847 8.836 8.999

⁽¹⁾ Chiffres incomplets (11 abattoirs sur 12).

LES TRANSPORTS

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

			Rece	ettes				Excédent des	~ ~
PÉRIODES	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général	Dépenses	recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
1938 Moyenne mens. (1) 1948 Moyenne mens. p	73,8 211,2	146,6 439,0	5,2 29,4	225,6 679,6	220,2	225,6 899,8	238,9 868,8	- 13,3 + 31,0	105,9 98, 0
1948 Septembre. Octobre. Novembre Décembre p 1949 Janvier p Kars p Avril p Mai p Juin p Juillet p Août p Septembre p Octobre p Novembre p	219,8 202,7 168,3 181,6 187,2 154,3 166,4 198,5 194,7 202,5 275,3 284,6 217,8 195,2 130,3	440,0 472,8 476,5 467,6 437,0 417,1 449,1 408,1 389,3 385,7 368,9 381.7 416,9 449,3 464,7	29,0 21,9 25,5 31,7 37,6 31,8 33,7 39,9 45,1 28,2 32,2 35,0 31,4 33,9 34,7	688,8 697,4 670,3 680,9 661,8 603,2 649,3 646,5 629,1 616,3 670,4 666,1 678,4	225,0 226,0 225,0 516,7 166,6 166,8 166,7 166,7 166,7 166,7 166,6 166,7 166,7	913,8 922,4 895,3 1.197,6 828,4 769,8 816,1 813,2 795,8 782,9 843,2 868,1 832,7 845,1	831,1 886,1 852,2 1.059,0 835,0 894,0 856,7 925,3 850,1 862,6 880,6 925,8 900,5	+ 82,7 + 36,3 + 43,0 + 138,5 - 30,2 - 65,2 - 78,8 - 43,5 - 129,5 - 67,2 - 19,4 - 12,5 - 93,1 - 55,4 - 65,3	90,9 95,3 95,2 88,4 103,7 108,5 109,4 116,3 108,6 102,3 101,4 111,2 104,8 108,2

⁽¹⁾ Y compris le Nord-Belge. (2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

	b) No	mbre de à l'indus		fournis	c) Statistique du trafic (2) 1º Trafic général									
PÉRIODES					Voya	GEURS		Gross	SES MARCHAI	NDISES				
	A	В	С	A + C		Voyageurs	Tonnes		Tonnes-km.	(millions)				
					Nombre (milliers)	km. (millions)	transp. (milliers)	Service interne belge	Service internat.	Transit	Total			
1938 Moyen.men.(3) 1948 Moyen.mens 1949 Moyen, mens	388.982 321.733 300.931	114.745 100.187 95.949	90.665 44.909 45.426	479.647 366.642 346.357	16.004 18.693	511 599	5.250 5.322 5.011	186 220	154 198	88 · 95	428 513 472			
1948 Octobre Novembre Décembre 1949 Janvier Février Mare Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	349.064 341.965 321.129 301.652 290.621 313.239 293.657 286.826 283.634 257.712 287.112 310.607 336.613 328.574 320.919	108.281 108.903 113.253 111.531 97.242 99.355 87.103 82.008 80.095 73.202 82.605 99.177 113.383 111.098	49.341 53.049 56.691 50.269 48.978 45.192 43.557 41.916 40.565 40.779 39.503 45.189 46.108	398.405 395.014 377.820 352.132 340.890 362.217 338.849 330.383 325.550 298.277 327.891 350.110 381.802 374.682 373.560	18.320 18.502 18.898 18.840 17.683 19.013 18.447 18.500 17.926 16.883 19.128 18.331 18.499 17.883	581 571 576 561 531 566 584 602 664 725 588 581	5.785 6.034 5.609 5.379 5.027 5.322 4.869 4.742 4.633 4.112 4.474 4.932 5.553 5.615 5.474	240 228 215 204 192 205 186 176 173 156 206 233 225	179 207 208 189 201 187 184 177 152 158 163 168 173	103 128 131 129 104 100 88 95 85 92 105 85 85 85	522 563 553 541 485 506 461 455 400 438 454 486 503 501			

c) Statistique du trafic (1)

2º Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

						(milliers	de tonnes)					
PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silex et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2) 1948 Moyenne mensuelle 1949 Moyenne mensuelle	428 513 472 522	6.169 5.323 5.011 5.785	405 269 289 601	2.540 1.840 1.796	472 668 583 567	516 612 632 674	559 491 428 520	934 611 568 630	64 48 38	225 230 209 189	77 84 70 73	377 471 398 5 05
Novembre Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre	553 553 541 485 506 461 455 435 400 438 454 486	6.034 5.609 5.379 5.027 5.921 4.869 4.744 4.633 4.112 4.474 4.932 5.553	750 282 185 177 173 142 121 125 160 171 157 645	2.034 2.093 2.059 1.826 1.830 1.628 1.542 1.503 1.386 1.534 1.873 2.105	732 713 726 607 695 700 712 633 500 527 500 475	670 724 703 689 750 654 650 663 532 580 585 578	458 430 408 430 457 454 477 470 414 427 440 418	546 464 425 428 537 565 610 612 586 593 692 659	39 34 37 35 36 38 38 31 26 22 67, 76	244 306 286 275 289 222 153 164 141 151 168	82 90 83 79 76 68 67 65 60 68 67	484 470 468 480 476 402 381 372 321 356 374
Novembre	503 501	5.615 5.474	837 585	2.103 2.074 2.190	486 439	570 635	393 350	563 541	30 28	223 260	71 71	368 375

⁽¹⁾ Non compris les transports militaires. (2) Y compris le Nord-Belge.

<sup>A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.
B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.
C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.</sup>

⁽¹⁾ Wagons chemins de fer et particuliers.
(2) Non compris les transports militaires.
(3) Y compris le Nord-Belge.

B - Service interne belge

		D - Berarce infering perse										
PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Com- busti- bles	Minerais	Produits métal- lurgiques	verree et	Produits des car- rières, sables, silex et terres	Textiles, tanne- ries et vête- ment	Produits chimi- ques et phar- maceu- tiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Ch. de fer vicinaux Tonnes- km.
							001103		viques	Bourney		trans-
					(mil	liers de tor	nnes)					portées (milliers)
1938 Moyenne mensuelle (1) .	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1947 Moyenne mensuelle	3.198	163	1.522	13	227	339	433	16	137	27	318	4.565
1948 Moyenne mensuelle	3.375	142	1.633	14	237	342	480	14	115	32	366	4.344
1948 Novembre	3.766 3.414 3.247	562 130 54	1.75 7 1.893 1.828	10 15 11	220 253 242	307 269 275	420 360 335	5 5 5	93 109 112	31 34 31	361 346 354	6.919 3.240 2.657
Février	3.078	55	1.657	13	216	305	328	6	133	28	337	2.624
Mars	3.311	56	1.728	14	244	320	410	ě	145	30	858	8.289
Avril	8.047	41	1.534	12	212	339	458	5	107	29	310	3.160 3.160
Mai Juin	2.926 2.883	33 34	1.435 1.388	12 15	184 190	352 337	496 5 0 5	5 4	81 89	27 26	301 2 9 5	3.058
Juillet	2.556	44	1.215	10	150	296	479	5	80	22	255	2.552
Août	2.815	49	1.334	12	169	315	491	41	94	24	286	2.866
Septembre	3.227	63	1.602	14	182	319	573	51	96	24	303	3.173
Octobre Novembre	3.831 3.773	478 634	1.884 1.817	9. 10	180 178	314 287	536 443	5 3	103 96	23 24	299 281	5.620 6.316

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources: Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

			Navigatio:	N MARITIME					NAVIGATIO	N FLUVIALE		
		Entrées			SORTIES			Entrées			Sorties	
PÉRIODES	Nombre de navires	Tonnage net belgo (milliers de tonnes de jauge)	Marchan- dises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre c	le navires sur lest	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchan- dises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchan- dises (milliers de tonnes métriques) (2)
1936-1938 Moy. mens. 1948 Moy. m. 1949 Moy. m. 1949 Janvier. Février Mars . Avril . Juin . Juillet . Août . Septemb Octobre Novemb Décemb 1950 Janvier .	763	2.008 1.703 1.817 1.702 1.618 1.744 1.831 1.849 1.949 1.925 1.807 1.745 1.832 1.727 2.009 1.981	1.072 1.149 942 824 992 854 849 1.042 1.032 974 1.075 953 871 875 969	837 549 655 624 602 667 673 640 695 696 666 622 630 681	151 160 140 129 124 128 124 168 150 166 140 139 136 142 131	1.072 597 707 533 662 693 724 640 699 701 712 813 911 550 850	3.917 2.669 2.803 2.564 2.524 2.616 2.523 2.758 2.768 3.080 2.959 2.900 2.863 2.767 3.313 2.937	1.317 963 1.095 891 912 926 910 986 1.023 1.211 1.326 1.331 1.115 1.358	327 401 313 308 352 382 427 367 417 433 465 435 388 529 480	3.762 2.635 2.794 2.556 2.499 2.674 2.703 2.644 2.839 2.887 3.002 2.834 2.852 3.094 2.683	1.268 954 1.095 902 911 951 1.024 939 1.070 1.125 1.237 1.345 1.161 1.258 1.105	551 553 477 486 540 548 481 651 594 610 495 504 645 579

⁽¹⁾ Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand Sources: Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

			NAVIGATIO	N MARITIME			NAVIGATIO	N FLUVIALE
-		Entrées			SORTIES		Entrées 174 64 82 30 70 62 54 90 83 99 87	
PÉRIODES	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	· ·	Sorties
1936-38 Moy. mens 1948 Moyenne mens. 1949 Moyenne mens.	189 90 105	177 129 118	208 186 132	170 91 105	178 129 119	92 42 60	64	152 33 3 5
1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillot Août Septembre Octobre Novembre Décembre	77 101 123 117 146 105 92 108 96 84 105 102	81 115 117 126 150 124 114 127 122 93 123 126	92 102 151 137 167 147 138 158 134 112 135 108	74 100 128 119 139 107 93 108 95 88 100	80 114 128 124 148 121 111 137 110 103 113	44 56 71 77 89 67 85 39 47 54 37	70 62 54 90 83 99 87	15 31 34 20 35 41 53 37 40 32 43

⁽¹⁾ Trafic international.

75

	*****						BATEA	UX CH.	ARGÉS						
		N	lombre			M	illiers de	tonnes	métriqu	68		Millions	de ton	nes-km.	
PÉRIODES	Trafic inté- rieur	Importations	Expor- tations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic inté- rieur	Impor- tations	Exportations	Transit	Ensem- ble des trafics	Trafic inté- rieur	Impor- tations	Exportations	Transit	Ensem ble des trafics
1948 Moyenne mensuelle 1949 Moyenne mensuelle 1948 Décembre	4.940 5.052 5.275	1.983 1.519 1.409 1.577	1.624 1.393 1.024 1.293 1.346	337 242 262 231 367	7.635 8.153 8.508	1.152 1.302 1.093 1.223 1.204 1.246 1.361	509 456 544 489	520 415 342 426 456	90 67 69 70 108	2.545 2.084 2.090 2.244 2.299	138,6	35,3 28,7 28,6 29,9 27,2	23,9 21,8 27,2 25,7	8,4 9,0 9,4 14,4	176,6 192,6 195,6 193,6
Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	5.707 5.552 5.487 5.136 5.962 5.778	1.911 1.808 1.992 2.454 2.406 2.586 2.462	1 466 1.520 1.529 1.922 2.011 2.066 2.049	394 336 314 363 442 340 299	9.478 9.211 9.322 9.875 10.821 10.770 10.574	1.324 1.276 1.260 1.174 1.356 1.328 1.353	675 624 666 705 675 787 717	484 574 511 607	111 90 88 106 108 81 68	2.594 2.564 2.525 2.592 2.740 2.802 2.705	134,4 134,3 130,4 120,9 144,3 139,5	37,5 30,7 36,1 36,6 33,7 43,1 42,6	30,9 34,2 31,7 37,4 39,0 41,5 41,1	14,5 11,7 11,5 14,0 14,2 10,6	217, 211, 209, 208, 231, 234, 232,

⁽¹⁾ Afin d'obtenir une statistique plus complète, la méthode d'observation a été légèrement modifiée à partir de janvier 1949. De ce fait, les chiffres ne sont plus entièrement comparables avec ceux des années précédentes. En moyenne, les résultats dépassent d'environ 7 % ceux obtenus suivant la méthode ancienne.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

N. B. — Les éléments qui servent de base à cette statistique étant extraits exclusivement des déclarations en douane souscrites par les importateurs et les exportateurs, toutes transactions que, en raison des événements, l'Administration des douanes n'a pas été en mesure de constater, ne sont donc pas enregistrées.

RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTEE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

AL	OPTE.	E PAH	да С	ONVE	NIION		SKUAI	ELLLE'S	טע א	DECI	MDRE	1919		
			UANTITÉS era de tons	nes)				VALE (millions o				Prix		•
PÉRIODES	Anim, vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim, vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabri- qués	Or et argent non ouvrés et monnaies	Totaux	MOYEN PAR TONNE (francs)	JE COMMERCIALE	10NB EN P.C.
			·			IMPORT	ATIONS	!					A BALANOE 8)	[MPORTAT
1936-38 Moy. mens. 1948 Moyenne mens. 1949 Moyenne mens.	1,0 8,1 4,3	260,0	2.473,8 2.096,4 1.974,1	73,0	2.868,4 2.432,4 2.295,6	41.7	407,8 1.956,5 1.603,	1.112,4 3.017,3 2.952,8	459,0 2.237,0 2.129,	35,7 5 40,5 1 51,9	2.018,6 7.293,2 6.809,9	704 2.998 2.966		NS AUX 1
1949 Janvier Kovrier Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Pécembre 1950 Janvier	4,4 3,7 4,0 6,1 8,7 4,1 7,8 5,0 5,2 2,8	292,4 199,6 148,8 250,8 285,3 323,3 266,4 0 254,6 2 200,2 0 268,3 302,3	1.816,6 1.938,3 3.2.064,1 3.2.074,4 3.2.218,3 3.2.043,6 5.1.856,1 5.1.856,1 5.1.856,1 5.1.949,1 7.1.949,1 1.949,1 1.948,4 1.787,4	3 57,3 1 70,4 4 57,1 7 60,7 6 64,1 1 63,7 4 53,9 4 62,1 1 75,1 8 76,5	2.292,5 2.337,6 2.284,3 2.536,3 2.396,1 2.246,6 2.267,6 2.151,5	61,0 54,0 70,1 8 120,4 71,8 79,2 143,6 75,5 44,7	1.834, 1.402, 1.383, 1.445, 1.545, 1.687, 1.481, 1.626, 1.448, 1.681, 2.052,	2 .904,9 2 .815,3 3 .470,9 3 .033,3 3 .081,9 2 .922,6 2 .547,5 2 .2600,7 3 .283,0 5 .2910,3	1.923, 1.772, 2.181, 2.186, 2.194, 2.175, 1.908, 2.132, 2.105, 2.268, 2.338,	64,4 3 30,1 9 45,1 6 46,0 62,2 9 36,3 7 53,9 19,3 22 80,5 50,7 79,5 54,6	6.513,3 7.154,8 6.719,0 6.904,7 6.751,1 6.274,4 6.497,9 6.488,7	2.841 3.060 2.941 2.722 2.818 2.792 2.866 2.952 3.061 3.407	к се́реит (+) о (RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS
•			•		EZ	CPORTAT				٠				
1936-38 Moy. mens 1948 Moy. mens 1949 Moy. mens	1 -	54, 34, 28,	823,	7 400,6	1.912,4 1.258,3 1.210,4	1,8	219,	1 1.897,6	4.036,	21,1 8 21,1 8 15,4	1.859,2 6.176,8 6.649,1	972 4.909 5.493	- 159,4 1116,4 160,8	92,1 64,7 97,6
1949 Janvier	0,:	2 17, 2 26, 25, 25, 26, 20, 19, 26, 37, 50, 2 43,	6 695, 749, 6 692, 728, 737, 4 785, 3 814, 7 877, 0 835, 3 856,	6 423, 0 497, 6 431, 1 444, 1 464, 855, 7 855, 1 361, 9 297, 2 335,	3 1.087, 2 1.136, 3 1.273, 1 1.149, 1 1.197, 7 1.228, 9 1.237, 3 1.189, 3 1.265, 1 1.206, 9 1.205, 9 1.338, 9 1.496,	8,1 8,6 9,9 2,6 1,7 2,6 1,7 2,7 1,7 1,7 1,7 1,7 1,7 1,7 1,7 1,7 1,7 1	178, 219, 267, 316, 264, 240, 221, 243, 250, 348, 401	2.186,5 1.994,5 2.038,2 2.239,7 2.019,0 1.791,6	4.345, 5.204, 4.810, 4.807, 4.921, 4.835, 4.130, 4.157, 3.779, 3.486, 3.719,	5 15,9 5 24,9 6 27,7 7 4,7 7 4,6 7,8 7,8 7,8 15,5 6 15,5 6 3,2 18,8	6.736,7 7.642,6 7.102,8 7.183,0 7.432,4 7.102,1 6.153,3 6.233,4 5.868,7	5.927 6.000 6.181 5.999 6.049 5.740 5.174 5.006 4.863 4.682 4.730	+ 487,8 + 383,8 + 278,3 + 681,3 + 827,7 - 344,6 - 155,3	93,3 103,4 106,8 105,7 104,0 110,1 113,2 94,7 97,6 87,2 80,3 79,7 95,7

I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source: Fonds de Soutien des Chômeurs.

		NOMB	RE DE CHOM	EURS CONT	rolés		MILLIERS I	DE JOURNÉES	S PERDUES
PÉRIODES	Chomeurs 1	NSCRITS AU COU	DES DU MOIS	Мочя	NNES JOURNAL	ières	Chôn	201179	
12102220	Chô	meurs		Chô	meurs		Chon	louis	Totaux
	complets	partiels et accidentels	Totaux	complets	partiels et accidentels	Totaux	complets	partiels et accidentels	
1948 Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre 1950 Janvier Février	229.036 210.147 209.067 199.202 201.106 194.029 206.318 199.250 204.133 246.711 246.747 259.028 263.579	216 .947 267 .730 182 .744 178 .645 141 .412 164 .487 153 .861 255 .009 246 .799 258 .782 237 .890 140 .881 181 .514 264 .995	441.620 496.766 392.891 387.712 340.614 365.593 347.890 461.327 446.049 462.915 484.601 387.628 440.542 528.674	172.395 173.393 173.092 172.212 167.488 158.445 158.954 154.011 164.032 196.463 210.403 202.116 216.096 209.156	80.356 80.193 66.571 64.701 52.438 54.172 56.443 61.515 60.672 64.361 54.614 48.984 62.959 92.872 55.105	252.751 253.586 239.663 236.913 219.926 212.617 215.316 220.469 214.683 228.393 251.077 259.387 265.075 308.968 264.261	3.793 5.188 4.162 4.143 3.855 4.596 3.667 4.613 3.556 3.945 5.707 4.845 4.869 6.494	1.801 2.400 1.585 1.533 1.208 1.561 1.295 1.791 1.407 1.565 1.583 1.127 1.522 2.807	5.594 7.588 5.647 5.676 5.063 6.157 4.962 6.104 4.963 5.510 7.290 5.972 6.391 9.301

II - REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

Source: Fonds de Soutien des Chômeurs.

Mois	Ser	naine	Nombre de jours	Royau-			Fiandre	Flandre		7	Lim-	Luxem-	
STATISTIQUE	du	au	ouvra- bles	me	Anvers	Brabant	occiden- tale	orien- tale	Hainaut	Liège	bourg	bourg	Namur
				Moyenn	e journ	alière	nar mo	is					
1948 Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre 1950 Janvier Février			22 30 24 24 23 29 23 29 23 29 24 29 22 24 30 24	252 . 75 253 . 586 239 . 663 236 . 913 219 . 926 212 . 617 215 . 816 220 . 469 214 . 683 228 . 393 251 . 077 259 . 387 265 . 075 308 . 968 264 . 261	58. 997 / 65. 208 63. 791 64. 566 63. 669 63. 266 63. 55. 677 63. 504 63. 781 65. 554 65. 955 75. 475 68. 700	34 .210 40 .251 39 .677 38 .669 35 .766 34 .045 35 .016 34 .609 35 .012 35 .248 34 .748 37 .730 42 .644 52 .897 46 .634	63.602 44.016 40.476 39.135 36.184 33.709 34.643 34.743 30.076 62.239 65.105 52.318 51.655 41.745	56.692 61.236 56.200 54.732 50.970 49.298 49.751 49.701 48.453 47.343 46.991 47.720 53.306 63.010 50.695	18.276 17.744 15.199 15.478 14.043 14.786 16.201 18.046 22.220 23.786 23.127 22.542 26.278 31.655 27.066	11.245 13.237 12.193 11.616 10.017 9.246 9.136 8.888 10.558 11.915 9.889 10.676 12.125 16.320 13.805	4.957 5.564 5.787 5.199 4.642 4.410 4.152 6.411 8.909 9.434 6.194 5.182 5.209 9.067 7.317	1.609 2.252 2.212 1.722 681 469 405 596 707 711 926 1.290 2.012 2.816 2.728	3.163 4.098 4.128 3.935 3.157 2.985 2.746 2.662 3.071 3.293 3.182 3.588 4.228 6.073 5.581
			Mo	yenne	journal	ière pa	r sema	ine					
1949 Décembre	11 18 25	10 17 24 31	6 6 6	271 . 776 254 . 000 252 . 884 281 . 641	65.338 64.225 65.038 69.220	39.938 41.215 42.492 46.932	68. 183 48. 427 44. 585 48. 075	50.173 50.806 51.925 60.316	25.569 25.204 23.952 30.387	11.284 11.711 12.169 13.337	5.710 6.082 6.231 6.818	1.739 2.205 2.168 1.935	3.842 4.125 4.324 4.621
1950 Janvier	1 8 15 22 29	7 14 21 28 4	6 6 6 6	296.817 278.334 291.476 338.770 339.443	72.489 71.037 73.024 79.815 80.989	50.189 48.454 50.372 57.806 57.662	49.372 45.326 48.299 58.187 57.093	62.278 57.216 59.376 68.443 67.741	32.576 28.211 29.180 33.995 34.307	15.326 14.217 14.891 18.578 18.592	7.479 7.244 8.408 10.880 11.324	2.181 1.747 2.197 3.753 4.201	4.927 4.882 5.711 7.313 7.534
Février,	5 12 19 26	11 18 25 4	6 6 6	277.606 266.145 257.176 256.123	70.879 69.045 67.519 67.360	48.944 46.437 45.393 45.761	44.741 42.235 40.207 39.800	53.301 51.131 49.608 48.737	28.060 26.504 26.897 26.764	14.102 14.829 13.231 13.058	7.727 7.218 6.949 7.373	3.591 3.128 2.180 2.015	6.261 5.618 5.192 5.255
Mars	5 12	11 18	6 6	246.074 241.571	66.394 65.297	42.903 42.470	39.262 38.191	45.912 44.585	27.437 27.407	11.597 12.005	6.498 6.172	1.547 1.207	4.524 4.237

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

Soul	ce: Fonds de Sout	ten de	es Cho	meurs.					- 0									опиго										
	Périodes	Agriculture	Foret, chasse, peche	Mines	Рісте	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	H6tels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manœuvres	Jounes gens (19 ans) (1)	Divers (2)	Total
												Chôm	eurs	comp	lets													
1949	Novembre Décembre Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre Janvier	5.438 6.891 6.981 6.775 6.201 4.018 4.675 4.955 4.094 4.545 3.700 6.341 8.175	703 969 892 854 798 976 1.116 1.048 955 989 977	93 138 167 155 147 138 234 252 279 243 239 237 314 375 389	735 634 533 521 456 442 451 465 493 570	1.335 1.877 1.749 1.635 1.310 1.056 1.059 976 1.024 1.218 1.466 1.507	5.335 6.227 4.825 7.616 9.549 9.303 8.259 7.327 3.765 6.621 5.201 4.479	9.039 14.396 16.994 16.522 14 286 11.462 9.436 9.088 9.076 8.713 9.156 10.578 12.638 14.609 17.819	7.199 9.439 9.431 9.267 8.961 8.365 8.150 8.204 8.105 7.780 8.763 9.149	10.579 13.413 13.953 14.998 15.066 14.947 15.257 15.564 15.902 17.245 19.018	218 322 344 322 317 308 311 328 331	270 409 458 474 496 485 473 442	631 722 987 1.084 1.159 1.162 1.141	9.302 28.453 15.242 13.758 13.449 13.224 13.391	4.699 7.229 11.319 9.850 8.525 7.541 6.884 7.933	3.085 4.105 3.120 2.852 2.606 2.417 2.838	3.290 4.448 4.794 4.836 5.011 4.577 4.383	5.369 6.355 7.980 8.287 8.522 8.647 8.723 8.639 8.473 8.396 8.876 9.645 9.961 9.779	1 1 1 1 1	2.741 2.858 3.056 3.177 3.301 3.073 2.928 2.716 2.385 2.438 3.170 3.826 4.059 4.014	1.245 1.112	398 465 486 501 479 471 468 417 413 499 567	6.817 7.527 9.095 9.943 10.318 10.861 10.950 11.079 11.444 12.315 12.884 13.296 13.296	920 1.024 1.025 1.050 1.128 1.211 1.248 1.106 1.097 1.187 1.074	59.690 58.252 55.280 54.636 54.825 53.795 57.207 61.745 68.208	17.552 		112.362 172.395 173.393 173.092 172.212 167.488 158.445 158.873 158.954 154.011 164.032 196.463 210.403 202.118 216.096
	ounvior	0.111	2.0001	9001	.02	2.010,	0.0.0	111020				ırs pa	artiels	s et a	ccide	ntels				,								
1949	Novembre Décembre Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre Janvier	353 467 482 617	514 807 1.019 949 504 265 258 250 204 277 406 478 669	98 97 825 458 547 387 264 281 5.799 14.308 17.481 6.361 766 869 189	611 370 384 354 357 272 249 265 279 313	1.074 1.137 994 815 627	1.125 1.020 651 2.045 2.851 3.264 3.395 2.986 382 536 353 250 279	4.722 11.012 7.992 7.187 6.547 1.571 1.263 1.174 1.188 1.189 1.112 1.502 2.107 3.737 20.221	2.977 3.357 2.526 2.193 1.728 1.692 1.550 1.619 1.347 1.372 1.372 1.391 2.049	2.574 4.560 3.587 3.684 3.660 4.374 4.682 4.432 4.473 5.498 5.661 5.961 6.547 7.733	258 222 236 263 229 276 386	549 501 549 455 442 421 304 322 456	289 430 397 433 450 471 432 438 320 308 259 178 210 297	13.883 16.919 12.745 12.445 13.021 14.364 13.466 12.581 10.634 9.856 8.909 7.882 9.977 9.490	5.874 7.920 5.778 4.626 3.782 5.382 5.431 5.051 4.337 3.863 4.682 8.212 8.468	4.568 4.099 2.354 2.124 1.913 1.756 4.363 4.349 2.801 2.297 2.902 2.990 5.760 3.959	1.213 1.781 1.708 1.941 1.372 1.142 1.085 1.183	3.493 4.245 4.244 4.219 3.736 2.476 2.721 2.534 2.947 2.455 3.151 3.709 3.528 3.877 4.312	7.228 7.942 7.964 8.029 7.788 7.523 6.894 7.404	226 211 159	124 134 116 112 101 123 140 133 124 100 109 119 136 146	45 37 49 54	513 402 407 387 367 351 348 333 366 373 365 557	64 60 60 77 60 63 73 54 49 49 75	8.075 7.290 7.013	10.444	184 	61.500 80.356 80.356 80.193 66.571 64.701 52.438 54.172 61.515 60.672 64.361 54.814 48.984 62.959 92.872
							0.040	.10 501.			rotal			eurs			. 9 501	. 0 080	7 001	0 020	905	270	1 7 014	1 000	41 985	17 6041	750:	179 089
1949	Novembre Décembre Décembre Janvier Février Mars Avril Msi Juin Juilet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	6.155 7.708 7.655 7.324 6.546 4.483 5.217 5.394 4.399 4.898 4.167 6.823	1.217 1.776 1.911 1.803 1.302 1.241 1.374 1.298 1.159 1.266 1.383	613 694 525 498 533 6.078 14.551 17.720 6.598	1.187 1.429 1.450 1.245 903 905 810 799 723 714 758	2.110 3.265 2.823 2.772 2.304 1.871 1.686 1.473 1.683 1.739 1.891	6.460 7.247 5.476 9.661 12.400 12.567 11.654 10.313 4.147 7.157 5.554	13.761 25.408 24.986 23.709 20.833 13.033 10.699 10.264 9.902 10.268 12.080 14.745 18.346	10.176 12.796 11.957 11.460 10.689 10.057 9.700 9.823 9.452 9.152 10.051	13.153 17.973 17.540 18.682 18.726 19.321 19.919 19.996 20.375 22.743 24.679	679	1.160 1.136 1.113 1.022 943 974 870 875 1.128	1.011 1.417 1.481 1.592 1.612 1.612 1.560 1.477 1.381 1.441 1.491	42.336 32.161 26.503 25.894 26.245 27.755 27.383 26.110 23.962 23.000 45.152 43.967	13.103 19.239 15.628 13.151 11.323 10.705 13.329 14.399 14.689 13.557 12.559	7.653 8.204 5.474 4.976 4.519 4.173 7.201 7.758 6.073 5.259 6.172 6.422	4.503 6.229 6.502 6.777 6.383 5.719 5.468 5.394 5.092 5.326 5.574 5.755	8.862 10.600 12.224 12.506 12.255 11.123 11.444 11.173 11.420 10.851 12.027 13.354 13.656 14.771	7.228 7.942 7.964 8.029 7.788 7.523 6.894 7.404 6.634 7.508 8.101 7.622	3.074 3.326 3.439 3.546 3.154 2.927 2.544 2.624 3.390 4.059 4.380	865 1.012 1.014 1.085 1.061 1.054 1.010 1.083 1.093 1.322 1.364	474 524 542 558 528 521 515 465 463 544 604	7.214 7.921 9.608 10.345 10.725 11.301 11.427 11.777 12.689 13.257 13.772 13.853 14.434	984 1.084 1.085 1.127 1.188 1.274 1.321 1.146 1.236 1.133 1.113	57.250 70.642 72.390 70.929 65.719 63.214 62.591 62.900 61.085 64.220 69.299 75.678 80.446	27.996	759 — — — — — — — — — — —	173.862 252.751 253.586 239.663 236.913 219.926 212.617 215.316 220.469 214.683 228.393 251.077 259.387 308.968

⁽¹⁾ A partir de janvier 1949, les jeunes gens de moins de dix-neuf ans ont été répartis avec les autres chômeurs dans les différents groupes de professions (2) Chômeurs en réadaptation — chômeurs dispensés du contrôle — cas indéterminés.

I -- BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)

(millions de francs)

RUBRIQUES	30 sept. 1949	31 octob. 1949	30 nov. 1949	31 déc. 19
ACTIF				
Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	. –	ı -	1	. –
Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.111	2.082	2.170	2.99
Prêts au jour le jour Banquiers	1.647 3.398	1.434 3.152	1.388 3.297	$\begin{array}{c} 1.51 \\ 3.21 \end{array}$
Maison-mère, succursales et filiales	754	726	765	79
Autres valeurs à recevoir à court terme	1.954	2.166	2.081 35.940	1.78 34.91
Portefeuille-effets	40.440 8.682	35.935 7.208	7.577	7.45
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	10.040	8.035	8.411	8.40
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	21.718	20.692	19.952	19.06
Reports et avances sur titres	665	776	709	70
Débiteurs par acceptations	3.712	3.433	3.511	4.02
Débiteurs divers	11.802 5.065	11.991 8.270	11.880 8.164	12.32 8.13
a) Valeurs de la réserve légale	188	188	188	18
b) Fonds publics belges	3.422	6.591	6.537	6.5
c) Fonds publics étrangers	106 613	109 619	111 613	60
e) Autres titres	736	762	715	70
Divers	3 9 1 2	376 2	404 2	30
Capital non versé				_
Total disponible et réalisable	71.941	70.343	70.311	70.75
Total de l'immobilisé	1.097	1.104	1.097	71.85
Total général actif	73.038	71.447	71.408	71.85
PASSIF				
1		1		
Opératione d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	_	_	-	
Exigible:	1:0	000	163	16
Créanciers privilégiés ou garantis	157 14	2 0 9 2 9	20	
Banquiers	4.658	4.400	4.264	4.32
Maison-mère, succursales et filiales	1.090 3.712	809 3.434	1.218 3.511	1.19 4.02
Acceptations	1.031	942	965	1.02
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.358	1.437	1.479	1.43
Dépôts et comptes courants	53.929 48.955	53.047 48.090	52.577 47.388	52.67 47.34
a) A vue et à un mois au plusb) A plus d'un mois	4.974	4.957	5.189	5.33
Obligations et bons de caisse	106	111	113	13 54
Montants à libérer sur titres et participations	552 1.684	553 1.728	548 1.788	1.54
Total de l'exigible	68.291	66.699	66.646	67.07
Non exigible:	2,831	2.831	2.845	2.85
Capital	309	310	310	31
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	191	191	191	19 1.32
Réserve disponible	1.320	1.320 96	1.320 96	1.32
Total du non scinible	4.747	4.748	4.762	4.78
Total au non exigence !				
Total général passif	73.038	71.447	71.408	71.85

⁽¹⁾ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre et 31 décembre 1949 respectivement à 1.727, 2.616, 2.518 et 3.339 millions de francs.

(millions de francs)

ACTIF

	5-1-1950	12-1-1950	19-1-1950	26-1-1950	2-2-1950	9-2-1950	16-2-1950	23-2-1950
Encaisse or (1)	30.568	30.313	30.181	29.745	29.746	29.754	29.754	29.747
a) en devises étrangères	1.350	1.502	1.591	1.740	2.201	2.058	2.091	1.873
b) en francs belges	0,5	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0
Accord de compensation multilatérale : fr. b. (2)		2.547	3.428	2.828	2.828	2.578	2.378	2.651
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords	1				į			
de paiement : a) en devises étrangères	6.182	6.223	5.572	E 004	£ 740	E 040	e 100	F 070
b) en francs belges	2.439	2.456	2.359	$\frac{5.664}{2.386}$	$5.749 \\ 2.443$	$5.949 \\ 2.193$	$6.100 \\ 2.152$	5.972 2.005
Devises étrangères et or à recevoir	35	2.450 34	2.359 34	2.360	12	2.193	2.102	2.005
Débiteurs pour change et or, à terme	1.501	1.498	1.901	1.850	1.794	1.890	1.985	1.912
Effets commerciaux sur la Belgique	3.612	3.446	3.054	2.837	4.267	4.246	4.700	4.489
Avances sur fonds publics	271	227	240	210	277	260	296	261
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du								
14 septembre 1948):		·						
a) certificats du Trésor	5.215	5.205	5.055	5.435	4.695	4.775	4.755	5.115
 b) effets émis par des organismes dont les engage- 								
ments sont garantis par l'Etat	2.646	2.467	2.039	2.219	2.105	1.968	792	699
c) autres effets publics	38	27	26	2	12	2	4	4
Monnales divisionnaires et d'appoint	673	664	657	648	614	589	587	573
Avoirs à l'Office des Compte A	. 2	1 200	2	1 1	1	2	2	2
Chèques Postaux / Compte B	603	59 9	589	56 5	529	527	516	501
Monétaire International :								
a) au Gouvernement belge, en francs belges	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125
b) au Gouvernement luxembourgeois, en francs	1.120	1.120	1.120	1.120	1.120	1.120	1.120	1.120
luxembourgeois	50	50	50	50	50	50	50	50
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la		- 00	•	00	•	00		0,0
loi du 28 juillet 1948)	34.991	34.991	34.991	34.973	34.973	34.973	34.973	34.973
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	915	915	915	915	915	915	915	915
Immeubles, matériel et mobilier	188	188	188	341	341	341	341	341
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel		478	478	479	479	479	479	479
Divers	997	1.020	1.153	. 501	524	486	553	52 6
	96.428	95.976	95.628	94.547	95.680	95.173	94.558	94.220

PASSIF

				,				
	5-1-1950	12-1-1950	19-1-1950	26-1-1950	2-2-1950	9-2-1950	16-2-1950	23-2-195
Billets en circulation	87.841	87.181	86.466	86.093	87.442	87.057	86.317	86.114
Comptes courants :								
Trésor public Compte ordinaire	4 389	2 470	2 640	2 399	4 439	3 192	4 301	4 195
Fonds Monétaire International : Compte francs belges Compte francs luxembourgeois	1.130 50	1.130 50	1.130 50	1.128 50	1.128 50	1.128 50	1.127 50	1.127 50
Banques à l'étranger :								
1º accords de paiement (a)	647 603 29	563 599 30	718 589 31	676 565 33	665 529 34	686 527 32	710 516 29	686 501 28
Divers	1.796	1.986	1.638	1.846	1.713	1.717	1.634	1.718
Total des engagements à vue	92.489	92.011	91.264	90.792	92.004	91.392	90.688	90.423
Devises étrangères et or à livrer Créditeurs pour change et or à terme Caisse de Pensions du Personnel Divers Capital Réserves et comptes d'amortissement	1.630 35 479 879 400 516	1.633 34 478 904 400 516	2.028 34 478 908 400 516	1.983 33 479 181 400 679	1.918 12 479 188 400 679	2.012 13 479 198 400 679	2.096 10 479 206 400 679	2.014 7 479 218 400 679
	96.428	95.976	95.628	94.547	95.680	95.173	94.558	94.220

⁽¹⁾ Montants non réévalués.
(2) Ce compte enregistre le montant de l'avance faite par la Banque en vue d'assurer, pour compte de l'Etat, la mise en application de l'accord de paiement et de compensation entre les pays européens pour l'exercice 1949/1950, signé à Paris le 7 septembre 1949, avance qui sera amortie au moyen de l'aide conditionnelle attribuée à la Belgique.

(millions de francs)

ACTIF

	31-8-1949	30-9-1949	31-10-1949	30-11-1949	31-12-1949	31-1-1950 (1)
Encaisse-or	977	(*) 977	(*) 977	(*) 977	(**) 1.115	(**) 1.115
Compte spécial de la Colonie (2)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	22	18	20	20	21	20
Avoirs aux Offices des Chèques postaux.	12	11	11	11	10	14
en Belgique	328	358	219	261	424	371
Avoirs en Banque a l'étranger	1.248	1.487	1.172	1.203	1.123	1.356
Portefeuille-titres	373 .	373	405	405	405	424
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	7.660	7.351	7.632	7.612	7.510	7.961
Effets commerciaux	695	702	707	673	715	693
Débiteurs	312	272	247	232	242	226
Etat belge	531	537	538	538	540	540
Immeubles et matériel	22	24	25	29	3 5	23
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	47 .	. 41	28	29	22	8
Débiteurs pour contrats de change à terme	305	314	604	582	543	502
Divers	16	16	18	18	17	18
	12.653	12.586	12.708	12.695	12.827	13.376

PASSIF

	31-8-1949	30-9-1949	81-10-1949	30-11-1949	31-12-1949	31-1-1950
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	46	46	46	46	46	48
Circulation (billets et monnaies métalliques)	2.310	2.259	2.232	2.304	2.422	2.442
Produit de la réévaluation de l'encaisse- or (***)			_	_	138	138
divers	6.897	6.774	6.868	6.733	6.665	7.278
Créditeurs à vue divers	2.303	2.356	2.101	2.150	2.138	2.032
Créditeurs à terme	222	213	. 157	205	314	312
Créditeurs pour contrats de change à terme	47	42	28	29	22	8
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	305	314	604	582	543	502
Transferts en route et divers	503	562	652	626	519	596
	12.653	12.586	12.708	12.695	12.827	13.376

⁽¹⁾ Sous réserve de ratification du bilan au 31 décembre 1949 par l'assemblée générale du 16 mai 1950.
(2) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.
(*) Montants non réévalués.
(**) Encaisse-or réévaluée au prix de fr. 56.263,7994 le kg. d'or fin.
(***) Décret du 17 février 1950.

Banque de France

(millions de francs)

		en garantie 17-11-1947 oi du -1947)	vue	ەر -	(2)	gociables r France 17-6-1938)	Ava	nces		e l'Etat Banque	Billets	
DATES	Encaisse- or	Or affecté en gar (conv. du 17-11. et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à à l'étranger	à l'étranger Bon du Trésor remboursable en or (1)		Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938	sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dette totale (3)	Dont avances provi- soires (4)	au porteur en eircu-	Comptes courants crédi- teurs Total
1948 Moyenne annuelle. 1949 Moyenne annuelle.	52.967 52.917			(6) 2.951	169.607 282.026	83.769 126.978	4.527 5.209				849.369 1.110.129	207.977 155.294
1948 9 décembre 1949 6 janvier 10 février 10 mars 7 avril 5 mai 9 juin 7 juillet 4 août 8 septembre 6 octobre 10 novembre 8 décembre 1950 5 janvier 9 février	52.817 52.817 52.817 52.817 (5)52.981 52.981 52.981 52.981 52.981 52.981 52.981	12.408 12.408 12.408 12.408 12.408	0,3 0,3 0,3 0,3 0,6 0,7 7.703 21.068 44.667 52.015 58.384 61.664 55.053	<u> </u>	210.232 231.455 231.280 262.530 275.820 265.451 295.395 281.740 288.833 306.696 307.730 324.064 351.662	90.022 99.960 98.629 103.277 123.362 126.281 125.737 131.159 140.820 135.376 148.270 145.425 148.873 140.948 135.070	4.333 4.798 4.462 4.912 5.011 6.210 5.988 6.115 5.954 4.840 6.133 5.643 5.308 5.629 5.621	13.602 13.667 19.442 16.285 24.268 18.465 19.176 17.631 10.288 13.438 18.648 16.785	732.128 744.144 728.667 736.263 732.787 732.199 737.147 758.710 768.473 758.569 783.500	571.000 592.600 573.700 580.900 580.600 582.600 582.600 582.600 582.800 582.800 585.300	988.060	161.063 165.754 168.107 165.322 160.684 149.041 146.241 123.754 127.398 140.630 140.390 132.630

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 30 septembre 1948. précédent : 3 1/2 % depuis le 6 septembre 1948.

(1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947.

(2) Cette rubrique comprend: les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».

(3) La dette totale comprend: l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 42.000 millions de francs.

(4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

(5) Une tranche du prêt obtenu de la Federal Reserve Bank en novembre 1947, sur l'or deposé en garantie par la Banque de France, est venue à échéance le 23 mai. Cette tranche s'élevant à 25 millions de dollars était gagée par un dépôt de 23 tonnes d'or. Sur ce dépôt, 22 tonnes ont été cédées par la Banque au Fonds de Stabilisation des Changes pour lui permettre de rembourser le prêt et la Banque a reçu un bon du Trésor remboursable en or d'un montant de 2.951 millions en contrepartie. Le reliquat du dépôt, dégagé par le remboursement, est venu accroître le montant de l'encaisse-or.

(6) Moyenne des sept derniers mois.

Bank of England (millions de £)

	Ence méta	aisse Ilique	αB	Placeme Sanking D	nts du epartmen	t »	Billets	Mentant	D		Rapport de			
DATES	Monnaies	Monnaies	Valeurs				en circula- tion	autorisé de la circula-	Organ pub					l'encaisse du Bank. Depart-
	d'or (Issue Depart- ment)	(Banking Départ- ment)	garan- ties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total	(Issue Depart- ment)	tion fidu- ciaire (1)	compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)	Banques	Autres dépôts	Total	ment au solde de ses dépôts %
1948 Moyen, annuelle. 1949 Moyen, annuelle. 1949 Moyen, du 5 janv.	0,25 0,28	1,23 4,61	340,8 354,3				1.253,7 1.269,0	1.312,5 1.314,4				92,7 94,6		
au 14 septembre. Moyen, du 21 sept. au 28 décembre.	0,25 0,36		334,8 402,3	-	•		1.266,7 1.274,6	,	•		·	89,9 106,5	,	
1948 8 décembre 1949 5 janvier 9 février 9 mars 6 avril	0,25 0,25 0,25 0,25 0,25 0,25 0,25 0,26 0,36 0,36 0,36 0,36	4,03	355,8 374,9 310,5 317,5 337,4 335,7 360,2 316,6 345,4 301,5 406,5 406,5 407,1 440,9 448,1	17,7 22,0 28,5	23,9	397,4 419,1 367,1 364,1 378,3 381,9 405,0	1.260,2 1.272,3 1.230,2 1.240,2 1.260,8 1.278,8 1.280,1 1.284,6 1.302,8 1.272,5 1.264,5 1.260,4 1.283,7	1.300,0 1.300,0 1.300,0 1.300,0 1.300,0 1.300,0 1.350,0	9,8 27,9 14,8 8,5 14,5 8,8 8,0 10,1 9,9	3,1 25,9 17,6 6,7 0,7	308,7 296,2 295,8 291,0 292,6 287,4 291,9 288,7 284,5 291,6 299,7 308,9 292,9	89,8 93,2 85,8 87,4 91,8 87,4 85,9 90,4 87,5 91,9 115,1 111,0 115,1	432,9 422,7 409,3 404,0 389,5 411,2 412,8 418,7 396,3 411,3 478,4 509,9 525,7	7,2 17,5 15,6 10,7 6,6 5,9 17,0 12,5 20,9 10,1 9,6 4,3

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1930. précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

⁽¹⁾ Non compris les billets émis en contre-partie de l'or. (2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

	-		ıger	l'Etranger	ts.	e cou- s) sur	par la	l'Etat 7)	lorins sur les sion étrangères similaires (2)	Billet:			Com	ptes cou	ırants cré	liteurs		25
		fets ade	Etra	Etm	paiemont anger	n compte les prêts) warrants	repris par 1'Etat 26-2-1947)	sur ?-194	etra étra ilair	Circuia		du T	rknor		autı	es		urs étrangères
DATES	0-98	lle-e olla	ur []	-cs	paie ang	ŭ a v		ble 26-5	florins sion ét simile			uu 1	10301	Avoirs	des étr.			eurs
DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Portefeuille sur l'Etranger	Correspondants	Moyens de paier à l'Etranger	es nanties y compris march. et	Cert. de Trésor. Banque à (accord du	ompte d du	Créances en florin banques d'émission et institutions sim	Ancien- nes émis- sions	Nou- velle émis- sion	ordi- naire	spé- cial (4)	des ban- ques en Hol- lande (3)	Avoirs libres d banques d'ém. et et institutions similaires (4)	Avoirs libres (4)	Avoirs blo- qués	Créditeurs en monnaies étr
1948 Moyen. ann . 1949 Moyen. ann 1949 Moy. du 3 janv.	490 499	1,8 1,3	302 233	128,- 235,9	5,5 4,1			1.500 1.500		119 86	2.980 2.993		347	60		585 407	26 3	44
au 19 sept Moy. du 26 sept.	437	1,9	210	175,2	4,8	150	1.800	1.500	227	91	3.001	224	279	46	377	398	4	58
au 27 déc	667	-	296	400,6	2,2	148	1.789	1.500	329	72	2.973	266	534	49	449	431	2	7
1948 6 décembre 1949 10 janvier . 7 février . 7 mars . 4 avril 9 mai 7 juin 4 juillet 8 août 5 septembre 10 octobre	439 439 439 439 439 439 425 426 612	3,0 - - - - 12,0	340 290 247 178 130 136 158 194 260 312 333	135,- 131,- 147,- 149,7 210,- 167,8 187,5 208,5 178,0 189,6	$\frac{4,7}{1,2}$	144 160 156 145	1.800 1.800 1.800 1.800 1.800	1.500 1.500 1.500 1.500 1.500 1.500 1.500 1.500	147 174 182 220 223 247 263 263 266	109 108 107 80 79 77 76 75	3.010 3.019 3.016 2.985 2.993 3.016 3.007 3.031	166 226 191 175 93 92 112 447 378	188 214 250 301 293 293 379 273 297	40 33 33 45	327		4 4 4 3 3 2 2	93 100 103 58 59 59 64
7 novembre 5 décembre 1950 9 janvier 6 février	612 612 740 740 871	=	333 331 253 165 102	370,8 402,4 471,2 565,9 683.0	2,2 1,9 2,6 1,6	144 141 145 140 175	1.800 1.800 1.800 1.750	1.500 1.500 1.500 1.500 1.500	356 344 381	74 72 71 70 69	2.975 2.968 2.996 3.012 2.988	474 608 652 608 571	376 539 643 610 642	51 39 37	459 414 441 481 507	398 441 392 319 385	2 3	6 12

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941. précédent : 3 % depuis le 29 août 1939.

(1) Avant le 3 janvier 1949, ce compte s'intitulait : « Avances sur nantissement de titres, marchandises et warrants ».
(2) Cette rubrique, ainsi que le compte correspondant du passif « Avoirs libres des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires », traduit les opérations résultant d'accords monétaires qui prévoient des paiements réciproques en

d'institutions similaires », traduit les opérations :

(3) A partir du 3 janvier 1949, la rubrique « Avoirs bloqués des banques » a été remplacée partiellement par le compte « Avoirs des banques du pays », le surplus étant inclus dans les « Avoirs libres ».

(4) A partir du 3 janvier 1949, deux nouveaux comptes ont été détachés des « Avoirs libres » : « Compte spécial du Trésor », qui enregistre la contrevaleur en florins des allocations de l'accord de Coopération Economique, et « Avoirs libres des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires » (voir remarque 2).

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille- effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1948 Moyenn. annuel. 1949 Moyenn. annuel.	5.661 6.047	135,7 305,2	131,6 104,9	59,5 27,6	16,8 9,7	4.176 4.266	1.307 1.817	105,86 104,41
1948 7 décembre 1949 7 janvier 7 février 7 mars 7 svril 7 mai 7 juin 7 juilet 6 août 7 septembre 7 octobre 7 octobre 7 novembre 7 décembre 1950 7 janvier 7 février	5.804 5.820 5.833 5.849 5.912 5.992 6.041 6.104 6.121 6.281 6.155 6.161 6.202 6.247 6.245	214,1 216,9 257,1 280,7 322,1 377,4 373,0 419,3 398,2 296,2 186,1 254,4 254,3 260,0 267,2	97,8 121,1 123,1 119,1 127,6 119,8 106,1 119,3 85,7 83,4 90,0 87,6 86,3 79,9 72,9	47,2 47,4 33,2 31,3 28,9 28,5 26,6 24,3 25,5 22,8 24,2 23,7 28,3 22,7 20,4	9,2 7,4 6,5 7,6 8,8 7,2 8,1 9,2 7,5 7,0 6,6 8,6 8,8	4.310 4.427 4.224 4.234 4.267 4.231 4.223 4.246 4.247 4.257 4.301 4.297 4.304 4.391 4.170	1.394 1.372 1.621 1.652 1.689 1.831 1.867 1.959 2.002 1.816 1.896 1.936 1.936 1.882 2.008	105,51 104,10 104,15 104,84 105,09 105,33 104,60 105,05 105,05 105,07 103,65 103,47 103,73 103,89

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936. précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

(millions de \$)

	Rés	serves de certificats	i-or	Autres	Fonds	Billets	Dép ô ts (Banques	Rapport des réserves	
DATES	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total	réserves	publics nationaux	(Federal Reserve Notes)	nasocićes.	aux engage- ments à vue %	
1948 Moyenne annuel. 1949 Moyenne annuel.		635 584	22.259 23.194	291 288	21.586 19.594	23.966 23.396	20.399 19.704	50,2 53,8	
1948 8 décembre 1949 5 janvier 9 février 9 mars 6 avril 4 mai 3 juin 6 juillet 10 août 7 septembre 5 octobre 9 novembre 7 décembre 1950 4 janvier 8 février	22, 418 22, 433 22, 466 22, 509 22, 569 22, 666 22, 757 22, 842 22, 797 22, 716 22, 674	628 631 623 614 609 603 589 588 568 551 548 549 554 552	22.960 22.976 23.041 23.047 23.075 23.112 23.158 23.254 23.325 23.393 23.345 23.205 23.228 23.172 23.124	228 297 357 347 303 270 258 254 291 240 254 244 224 262 333	23.004 22.919 22.350 21.529 21.597 20.839 19.594 19.343 18.606 17.413 17.961 17.706 17.931 18.829 17.656	24.238 24.088 23.559 23.528 23.423 23.332 23.339 23.498 23.289 23.411 23.308 23.321 23.501 23.440 22.929	22.252 22.493 22.203 21.357 21.531 21.108 19.494 19.140 18.672 17.423 18.071 17.780 18.003 18.003 18.906	49,4 49,3 50,4 51,3 51,3 52,0 54,1 54,5 55,6 57,3 56,4 56,6 56,0 54,7 56,4	

Taux d'escompte { actuel : 1,50 % depuis le 13 août 1948. précédent : 1,25 % depuis le 12 janvier 1948.

Sveriges Riksbank

(millions de Kr.)

	(ĉ		tat suédois	bles en avances courants	t étran- tyables à exigible ques étrangers		ation	Co	ompter	courant	s	_	no	Rap en %	port (3)
ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (Surplus de valeur	nds d'E ations	payable rêts et nptes co	Fonds d'Etat étrar gers, effets payables l'étranger et exigibl des banques et banquiers étrange	Tous autres actifs	Billets en circulation	des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble	Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	de l'encaisse métallique aux billets en circul	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1948 Moyenne annuelle 1949 Moyenne annuelle	195 1 63	123 140	2.921 3.068	110 111	36 5 6 09	629 49 7	2.834 3.015			87 83	862 871		3.196 3.350		
1949 Moy. des 8 prem. mois Moy. des 4 dern. mois.	166 155	105 208	3.112 2.979		470 886	521 449	2.958 3.128			80 88	897 819		3.275 3.500		8,30 10,37
1948 Décembre 1949 Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre 1950 Janvier	177 176 176 176 167 157 156 156 155	113 112 112 112 111 100 99 99 99 209 209 208 208 208	3.317 2.948 3.149 2.973 3.266 3.240 3.088 3.204 2.874 2.925 2.934 3.184 2.794 2.999	83 82 82 97	419 391 372 432 499 567 646 813 872 900 954	627 589 566 591 518 496 507 458 443 481 499 483 332 333	2 934 2.952 2.953 3.019 2.906 2.996 2.928 2.980 3.028 3.109 3.109 3.287 3.111	728 693 641 563 572 748 608 563 600 566 577 467 479	129 269 93 222 147 90 158 311 28 145 178 361 185	102 99 67 67 80 83 91 85 69 80 101 95 79 79	1.139 956 1.029 801 865 802 930 851 943 708 812 850 907 743 825	548 590 621 616 626 659 671 706 893 864 839 775 735	3.200 3.200 3.200 3.200 3.200 3.200 3.500 3.500 3.500 3.500 3.500 3.500	9,86 9,78 9,74 9,50 8,84 8,54 8,54 11,76 11,67 11,67	9,04 9,02 8,99 8,96 8,03 8,00 7,27 10,42 10,38 10,36 10,34

(1) Effets agricoles 3 p. c.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 28 février 1950)

	Depuis le	.%		Depuis le	%
Danemark Espagne Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) Finlande France Grande-Bretagne	10 juillet 1935 6 cctobre 1949 27 juillet 1948 15 janvier 1946 22 mars 1949 13 août 1948 1er juillet 1949 30 septembre 1948 26 octobre 1939 12 juillet 1948	4,— 3,50 3,25 3,50 3,50 4,— 1,50 5,78 3,— 2,— 12,— 2,50	Hongrie Irlande Italie Norvège Pologne Portugal Roumanie Suède Suisse Tchécoslovaquie Turquie Yougoslavie	9 avril 1949 9 janvier 1946 1er août 1947 12 janvier 1944 25 mars 1948 9 février 1945 26 novembre 1936 28 octobre 1945 1er juillet 1938	5,— 2,50 4,50 2,50 6,— 2,50 5,— (1) 2,50 1,50 2,50 4,— 1,— à 3,—

III - BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en milliers de francs suisses-or

[unités de 0,29032258... grammes d'or fin (art. 5 des statuts)]

										as a of the care. I does somewhat									
	30 nov	embre 1	149	31 déce	mbre 19	49	31 ja	nvier 19	50		30 nove	mbre 19	949	31 dé	embre 1	949	31 ja	nvier 19	50
			-	A	CTIF									P	ASSIF				
		1	%]	Í	%			%	- 0		1	%		1	%			%
I. Or en lingots et monnayé		195.034	25,9		209.419	25,5		209.544	23,0	I. Capital: Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses			į			İ			
II. Encaisse. A la Banque et en compte courant dans d'autres Banques		18.244	2.4		33.980	4,1		25.659	2,8	or chacune	500.000	125.000	16,6	500.000	125.000	15,2	500.000	125.000	13,7
III. Fonds à vue placés à intérêts		7.044			2.861	0,4		1.682		II. Réserves : 1. Fonds de Réserve Légale 2. Fonds de Réserve Générale	6.527			6.527			6.527		
IV. Porteseuille réescomptable : l. Effets de commerce et accep-												19.870	2,6	13.343	19.870	2,4	13.343	19.870	2,2
tations de Banque	13.331 12.747	2 6.078	1,8 1,7	17.2 97 56. 0 61	73.358	2,1 6,8	20.536 62.071	82.607	2,3 6,8	III. Dépôts à court terme et à vue (or): 1. A 3 mois au maximum 2. A vue	244		0,0	244 44.986		0,0 5,5	244 93.048		0,0 10,2
V. Effets divers remobilisables sur demande		82.057	ì		66.654	1		57.818		1		24.510	3,2		4 5.2 3 0	5,5		93.292	10,2
VI. Fonds à terme et avances : 1. A 3 mois au maximum 2. De 3 à 6 mois		62.001	1,9 0,4	14.212 4.449	00.004	1,7 0,6	9.744 5.709	57.810	1,1 0,6	IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies): 1. Banques Centrales pour leu- compte: a) De 3 à 6 mois	7.327		1,0				18.111		2,0
3. De 6 à 9 mois	-	22. 94 7	0,7 0,1	_	22.956	0,4 - 0,1	2.153 719	18.325	0,2 $0,1$	c) A vue	33.618	238.896	26,3 4,5		285.450		288.842 19.370		31,8
VII. Effets et placements divers : l. Bons du Trésor. a) A 3 mois au maximum	30.382	22.011	4,0	31.485	22.800	3.8	112.763	16.020	12,4	compte d'autres déposants a) A 3 mois au maximum b) A vue	:	567	0,1			 0,1	172 395		0,0
b) De 3 à 6 mois	1.044		0,1			-	17.601		1,9		3.146	33.	0,4	3.288		0,4			0,4
a) A 3 mois au maximum b) A plus d'un an	65.887 4.737	102.050	8,8 0,6		112.164	9,3 0,6	80.797 4.433	215.594	8,9 0,5	V. Divers		3.510 9.883	i i	<u>_</u>	3.627 10.479			330.552 10.861	
VIII. Actifs divers		1.940	0,3		1.988	0,3		1.503	0,2	VI. Provision pour charges éven- tuelles		101 . 449	13,5		101.449	12,4		101.449	11,2
Exécution des accords de La Haye de 1930 : Fonds placés en Allemagne : 1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiscontbank; effets de la Golddiscontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des										Exécution des accords de La Haye de 1930 : Dépôts à long terme : 1. Dépôts des Gouvernement créanciers au compte de Trus des Annuités	152. 60 6			152.606			152.606		
Postes (échus) 2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	221.019 76.181	297.200	39,5	221.020 76.181	2 9 7.201	36,2	76.181	297.201	32,7	mand	76.303	228.909	30,4	76.303	228.909	27,9	76.303	228.909	25,2
Total actif		752.594	100,0		820.581	100,0		909.933	100,0	Total passif		75 2.5 94	100,0		820.581	100,0		909.933	100,0
,				l		1	}		l	ł .	1	1	١	1		ا ا	l		1

Note: L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de Banques centrales et les fonds détenus pour le Service des Emprunts internationaux, dont la Banque des Règlements Internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal, ne sont pas inclus dans ces situations

IV — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

			A LA I	DISPOSITIO	N DE L'É	CONOMIE 1	BELGE			tes.
	Mon	NAIE FIDUO	IAIRE		MONNAIE S			nie mie	aire e	compi
Montants à fin de mois	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois su plus dans les banques et établissements paraétatiques (*)	Stock de monnaie scripturals	Total du stock monétaire à la disposition de l'économie beige	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en france belges
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	$(9) = \frac{(3)}{(8)}$	(10)
1947 Décembre	4.383	80.374	83 .80 3	1.757	17.767	39.009	<i>58.533</i>	142.936	58,9	7.585
1948 Novembre	4.543	82.683	86.287	878	17.959	40.588	59.425	145.712	69,2	10.498
Décembre	4.503	84.861	88. 4 88	2.251	18.654	40.668	61.573	150.061	59,0	10.112
1949 Janvier	4.480	83.870	87 . 334	1.066	17.333	41.139	59.538	146.872	59,5	9.996
Février	4.433	84.022	87 . 5 32	954	17.226	39.281	57 . 46 1	144.993	60,4	9.942
Mars	4.394	83.580	86.998	998	17.421	40.911	59 . 33 0	146.828	59,5	9.439
Avril	4.425	84.574	88.0 44	891	17.428	40.969	59.288	147.332	59,8	9.112
Mai	4.470	84.032	87.564	974	18.903	41.041	60.918	148.482	59,0	9.047
Juin	4.560	84.938	88. 495	1.027	18.981	42.791	62.799	151.294	58,5	9.151
Juillet	4.696	86.805	90.488	955	17.984	42.292	61.231	151.719	. 59,6	9.398
Août	4.710	86.917	90.670	954	18.727	43.508	63 . 189	153.859	58,9	9.179
Septembre	4.400	87.588	91.009	824	18.338	44.665	63.827	154.836	58,8	9.157
Octobre	4.112	87.415	90:502	616	18.265	43.694	62.575	153.077	59,1	8.230
Novembre	4.107	86.615	89.709	. 1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172
Décembre	4.118	87.890	91.040	1.531	20.204	43.149	64.884	155.924	68, <u>4</u>	8.340

^(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.
(1) Cfr. Bulletin d'Information et de Documentation de décembre 1949, vol. II, n° 6: « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 333 et suivantes.

- 165 -

_ 89

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

Ta	.bl.		Cabl.
LE MARCHE DE L'ARGENT	_	LA PRODUCTION	
 I — Taux d'escompte et de prêts II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne 	2	$egin{array}{ll} I &$	56 56
LE MARCHE DES CHANGES ET DES METAU PRECIEUX	JX	IV — Energie électrique	
I — Cours des métaux précieux II — Cours officiels des changes	9	LA CONSOMMATION I — Indices des ventes à la consom-	
LE MARCHE DES CAPITAUX		mation	65
	14	II — Consommation de tabac III — Abatages dans les 12 principaux	66
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers III — Mouvement des opérations à la	15	abattoirs du pays LES TRANSPORTS	67
Bourse de Bruxelles	15	• •	
	16	I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges	70
V — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge Tableau rétrospectif	17	tation b) wagons fournis à l'industrie	
Détail des émissions :		c) trafic : 1º trafic général	
novembre 1949; décembre 1949	1	2º grosses marchandises :	
Groupement par importance du capital		A) ensemble du trafic B) service interne belge	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70
VII — Opérations bancaires du Crédit Com- munal	19	III — Les ports	
	20	a) Anvers b) Gand	
LES FINANCES PUBLIQUES		IV — Mouvement général de la navigation	
I — Situation de la Dette publique	25	intérieure	72
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Bel-		LE COMMERCE EXTERIEUR	
gique	25	Classification adoptée par la convention	
III — Rendement des impôts	26	de Bruxelles	75
LES REVENUS ET L'EPARGNE		LE CHOMAGE	
I — Rendement des sociétés anonymes belges	30	I — Chômage complet et partiel	81
Dividendes et coupons d'obliga-	ا ۵۰	II — Répartition des chômeurs contrôlés par province	
tions mis en paiement : 1º en décembre 1949;	ļ	III — Répartition des chômeurs inscrits par	
2º pendant l'année 1949	- [groupe de professions	81
Tableau rétrospectif II Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	21	STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIR	RES
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne	31	I — Belgique et Congo belge: Situations globales des banques	٥.
b) Versements inscrits aux comp-		belges	85
tes des affiliés à la Caisse de Retraite		Situations hebdomadaires	85
	32	Banque du Congo belge : Situations mensuelles	85
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		II — Banques d'émission étrangères :	
	35	Situations	86
a) Mouvement du débit		Bank of England	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Nederlandsche Bank Banque Nationale Suisse	
	36	Federal Reserve Banks	
LES PRIX		Sveriges Riksbank Taux d'escompte	
	45	III — Banque des Règlements Internatio-	
b) Indices des prix de gros à l'étranger .	45 46	naux, à Bâle	
c) Thereas des biry, de desan en persides.	-10	71 Cook monorano en manos perses	30

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux nº 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Docu-mentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.